

RÉVOLUTION

PERMANENTE



LE MOYEN-ORIENT AU BORD DU GOUFFRE

RÉVOLUTION PERMANENTE

Directeur: Alejandro Bodart

Comité éditorial: Imran Kamyana - Ezra Otieno
Oleg Vernyk - Sergio García - Douglas Diniz
Rubén Tzanoff - Verónica O'Kelly

Édition: Pablo Vasco - Martín Carcione

Conception et mise en page: Tamara Migelson
Translation: Vicente Gaynor,
Ariana Del Zotto, Carlos Barros,
Benicio Márquez



Vous nous trouvez ici
www.lis-isl.org
Mail: coordinacion@lis-isl.org
f Liga Internacional Socialista
@ligainternacionalsocialista
Liga Internacional Socialista @isl_lis
Liga Internacional Socialista (LIS)

Inscription DNDA en cours

Les articles et les interviews signées n'expriment pas nécessairement les positions de la LIS mais plutôt celles de leurs auteurs.

la montaña
EDICIONES SOCIALISTAS
Perú 439 1°
Buenos Aires
Argentina, C.P. 1067

3 Trump et le déclin du capitalisme

6 Syrie. Un dictateur sanglant de moins, un avenir incertain

8 Élections américaines 2024. Les démocrates partent, les républicains entrent, la spirale descendante continue

14 Israël, l'escalade d'un État génocidaire

19 Hier Oslo, aujourd'hui Pékin

21 Ali Hammoud, du Liban: "Une trêve fragile"

24 Liban : passé et présent d'un peuple combatif

28 L'Iran, d'une révolution ouvrière et populaire à la domination du fondamentalisme islamique

33 Entretien avec Zhaleh Sahand, trotskiste iranienne indépendante

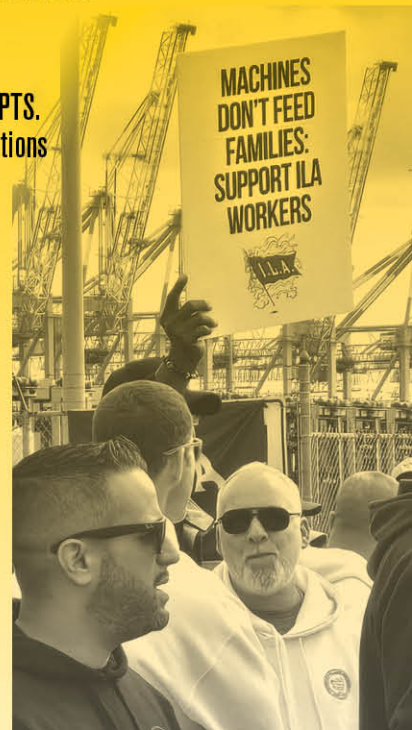
35 Le Moyen-Orient: un regard sur l'histoire

39 Printemps arabe: un soulèvement populaire massif avec des tâches à accomplir

43 Mille jours d'agression russe contre l'Ukraine: défense du marxisme!

49 Polémique avec la Fraction trotskiste et le PTS. Incohérences et capitulations sur la scène mondiale

54 Pour un regroupement des révolutionnaires. Accord entre la LIS, la L51 et l'OTI





TRUMP et le DÉCLIN DU CAPITALISME

ALEJANDRO BODART

Le retour de Trump au pouvoir confirme que la montée de l'extrême droite est un phénomène international et croissant. La crise systémique que traverse le capitalisme et la profonde détérioration des partis bourgeois traditionnels et du réformisme dans toutes ses variantes, alimentent la croissance de ce type d'expression qui le triomphe de ce milliardaire enhardit au niveau mondial.

L'attaque contre les migrants et les droits des femmes et des personnes LGBT+, le négationnisme contre le changement climatique et les discours de haine contre tous types d'organisations populaires et de gauche sont devenus monnaie courante en quelques années seulement. À l'ajustement sans limites comme modèle s'ajoute l'incrédulité dans la démocratie bourgeoise, qui alimente la « bataille culturelle » de la droite la plus rance pour tenter d'imposer des idées autoritaires et un individualisme fonctionnel à la concentration des richesses entre les mains des plus riches parmi les plus riches.

La stature morale de toutes ces expressions et

de la droite en général se mesure dans le soutien inconditionnel qu'elles apportent au sionisme, qui à la tête de l'État génocidaire d'Israël nous montre jusqu'où ils sont capables d'aller pour défendre leurs privilèges de classe.

Mais aucun des projets d'extrême droite, y compris celui représenté par le bagarreur Trump, ne fera avancer le monde vers plus de stabilité et de prévisibilité, si nécessaires au développement des affaires capitalistes. Au contraire, nous verrons une augmentation du désordre vécu depuis la chute de l'Union soviétique et son aggravation avec la crise de 2008 et une réponse croissante des travailleurs et des secteurs populaires, qui ne baissent pas les armes et qui luttent du mieux qu'ils peuvent, même s'ils ne disposent pas de dirigeants politiques ou syndicaux qui représentent véritablement leurs intérêts.

Ce que nous voyons ces jours-ci dans la guerre inégale que mène l'Ukraine pour se débarrasser de l'emprise de la Russie montre le chaos qui règne. L'annonce de Trump de mettre fin à l'aide économique et militaire à Zelensky lors de son entrée en fonction en janvier a incité « Génocide Joe » Biden, avant de rentrer chez lui, à autoriser le gouvernement ukrainien à utiliser des missiles balistiques à moyenne portée américains (ATACMS) et britanniques de croisière (*Storm Shadow*) pour atteindre le territoire russe. Celles-

ci ont été rapidement répondues par un nouveau missile balistique hypersonique (*Oréshnik*) et une modification du protocole d'utilisation des armes nucléaires par Poutine, qui a de nouveau menacé de les utiliser. Si cela se produisait, cela impliquerait un changement aux conséquences imprévisibles au niveau international. Même s'il est fort probable qu'il s'agisse d'un bras de fer de manœuvres entre les puissances impérialistes pour forcer un accord et mettre fin à la guerre, ce qui, dans ce cadre, favoriserait clairement la Russie, on joue avec le feu et on peut à tout moment sortir du contrôle et brûler tout le monde.

Les menaces de fermeture de l'économie américaine, en plus de frapper ses propres alliés, notamment européens, approfondiront la *guerre froide* qui se développe depuis des années entre l'impérialisme américain décadent mais toujours hégémonique et la Chine, devenue une nouvelle puissance impérialiste de portée mondiale.

À la guerre commerciale et pour les nouvelles technologies entre les superpuissances s'ajoutent des tensions aiguës sur la souveraineté de Taïwan et d'autres territoires revendiqués par la Chine en conflit avec d'autres pays de la zone Asie-Pacifique, qui peuvent également évoluer vers un autre conflit armé à fort impact international.

Les frictions inter-impérialistes et les conflits régionaux qui s'accumulent ont mis le monde en tension et face à la menace constante d'une nouvelle confrontation mondiale qui, si elle se produisait, mettrait l'humanité en danger d'un holocauste nucléaire. Seule la révolution socialiste pourrait empêcher qu'une troisième guerre mondiale ne devienne une réalité à l'avenir. Jamais auparavant l'alternative *socialisme ou barbarie* n'a été aussi présente et, en même temps, la solution n'a été aussi complexe. Les travailleurs et les révolutionnaires, nous devons discuter comment les surmonter afin que l'avenir de l'humanité ne soit pas menacé et que nous puissions construire un monde meilleur.

ISRAËL, TUEUR À GAGES DES ÉTATS-UNIS

Au Moyen-Orient, la barbarie se manifeste déjà. Le soutien de l'impérialisme occidental et son aide financière et militaire au génocide du sionisme contre le peuple palestinien seront sûrement redoublés par l'administration Trump, qui encourage Israël à accélérer son offensive et à discuter ensuite comment la poursuivre lorsqu'il prendra ses fonctions.

La menace constante d'Israël d'utiliser des armes nucléaires contre l'Iran, qui pourrait réagir en retour et déclencher un conflit qui se propagerait comme une traînée de poudre à l'ensemble du Moyen-Orient, fait de cette région l'une des plus chaudes au monde.

Le mandat d'arrêt pour crimes contre l'humanité que la Cour pénale internationale vient d'émettre contre le boucher Netanyahu, bien que plus symbolique qu'efficace, a déjà été rejeté par Biden et Trump, montrant que démocrates et républicains sont les deux faces d'une même médaille. D'autres gouvernements d'extrême droite, comme Orbán ou Milei, ont fait de même.

Le récent accord de cessez-le-feu signé par Israël et le Hezbollah, promu par la France et les États-Unis, montre d'une part l'impossibilité du sionisme de vaincre les miliciens libanais, malgré les coups importants qu'ils ont reçus, les pertes de vies civiles et les énormes souffrances des la population. Mais en même temps, cela isole davantage la résistance palestinienne, qui perd l'un des rares soutiens dont elle disposait dans la région, ce qui facilitera les projets de colonisation complète de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est qu'Israël entend mettre en œuvre.

L'État d'Israël est une enclave coloniale artificiellement créée et armée jusqu'aux dents par l'impérialisme pour protéger ses intérêts économiques et géopolitiques dans tout le Moyen-Orient, l'une des régions du monde les plus riches en biens communs.

Le 7 octobre 2023, la résistance palestinienne a porté un coup dur au sionisme, brisant le mythe de son invulnérabilité. Au-delà des différences irréconciliables qui nous séparent du Hamas et des organisations extrémistes islamiques, nous défendons le droit de tous les peuples opprimés à résister et à affronter leurs colonisateurs.

Cette action a perturbé les plans d'Israël et de l'impérialisme avec les bourgeoisies arabes, qui étaient sur le point de signer un accord pour liquider définitivement la revendication palestinienne. Et au fil des jours, la brutalité israélienne contre Gaza a produit une énorme vague de solidarité mondiale, qui a mobilisé et mis en première ligne des secteurs de masse en Europe, la jeunesse des États-Unis et de nombreux pays. Tout cela a permis de dévoiler le rôle désastreux du sionisme dans de larges secteurs de la société occidentale, ce qui n'était jamais arrivé auparavant au-delà de petits cercles.

Cependant, après plus d'un an, il faut faire un

bilan objectif. La cause palestinienne a réussi à devenir la plus sincère au monde, mais le prix a été très élevé. Il est évident que les organisations qui ont mené l'action du 7-O n'étaient pas préparées à affronter la réponse brutale d'Israël, qui a déjà assassiné des dizaines de milliers de personnes -pour la plupart des femmes et des enfants-, détruit l'infrastructure de la bande de Gaza et progresse de manière continue un plan de nettoyage ethnique radical pour achever de liquider tous les vestiges d'autonomie à Gaza et en Cisjordanie. L'espoir que l'Iran interviendrait pour les soutenir s'est révélé complètement erroné. L'autocratie des mollahs n'est motivée que par ses propres intérêts, étrangers à ceux du peuple palestinien ou libanais. Cela a été pleinement démontré l'année dernière. Et on peut en dire autant du reste des autocraties arabes, qui n'ont pas levé le petit doigt et ont même réprimé les mobilisations spontanées qui se produisaient.

L'une d'elles était celle du tyran al-Assad en Syrie, récemment renversé par un front très hétérogène de groupes armés qui s'affrontent entre eux. Un dictateur de moins c'est un pas en avant, mais l'avenir du pays est très incertain et ajoute encore plus d'instabilité à la région.

Il convient également de mentionner le rôle de la Chine et de la Russie qui, au-delà de quelques déclarations cyniques, ont agi pour que toutes les organisations palestiniennes acceptent un accord sur la base de la reconnaissance de l'existence de l'enclave sioniste, ce qui signifierait simplement abandonner l'objectif stratégique de construire un État palestinien sur son territoire historique, dans lequel pourront retourner les millions de réfugiés expulsés de leurs terres au cours des près de 80 ans d'occupation.

Il est de plus en plus clair que le courageux peuple palestinien ne pourra, à lui seul, vaincre la bête. L'extraordinaire mobilisation de solidarité à travers le monde, qui doit se poursuivre, a été très importante pour rendre le génocide visible et pour forcer certains gouvernements et institutions comme la CPI à dénoncer les crimes de Netanyahu, mais ils n'ont pas réussi à changer le rapport de forces et stopper les plans d'Israël.

Certaines organisations parient sur la réaction solidaire de la classe ouvrière israélienne. Mais cela ne s'est pas produit depuis des décennies et cela ne se produit pas pour des raisons purement matérielles. La grande majorité de la population d'origine juive n'est pas originaire du lieu et vit sur des terres confisquées de force à des centaines de milliers de Palestiniens expulsés. Et

elle est consciente qu'une victoire palestinienne signifierait mettre en péril sa situation privilégiée grâce à l'occupation.

Le destin du peuple palestinien est fondamentalement lié à celui des travailleurs et de la jeunesse des différents pays arabes. Les révolutions à venir doivent accomplir les tâches commencées lors du *Printemps arabe*: se débarrasser définitivement des différentes dictatures complices du sionisme et ne s'arrêter que lorsqu'on peut avancer dans l'unité vers des gouvernements ouvriers et une fédération volontaire de républiques socialistes de tout le Moyen-Orient. Ce n'est qu'ainsi que le peuple palestinien, tel que le reste des peuples arabes, pourront vaincre définitivement le sionisme, retourner sur son territoire historique et construire un État palestinien qui, pour permettre la coexistence pacifique de toutes les religions, doit être laïc et non raciste et surtout socialiste.

Toute autre solution, en plus d'être utopique, génère des illusions qui confondent les militants sur les batailles politiques qu'ils doivent mener et sur les tâches qui leur sont posées. Nous devons continuer à être en première ligne pour promouvoir la plus large solidarité avec la Palestine et avec chaque peuple attaqué par l'impérialisme. Mais en même temps, aider à construire des partis socialistes révolutionnaires dans chaque pays et une organisation qui les rassemble au niveau international, en surmontant toutes les difficultés, si nous voulons que les révolutions deviennent socialistes et ne stagnent pas ou ne régressent pas. C'est seulement ainsi que nous pourrions commencer à détruire le capitalisme avant que la dégradation vers laquelle nous conduit ce système pourri ne nous condamne à la barbarie dans le monde entier. 🐞

LE MOYEN-ORIENT AU BORD DU GOUFFRE

situation actuelle
et perspectives d'avenir.

Lire ici l'article d'Imran Kamyana





Syrie. Un **DICTATEUR SANGLANT DE MOINS**, un **AVENIR INCERTAIN**

Coordination de la LIS, 12 de diciembre de 2024

Dans un Moyen-Orient déjà gravement dévasté par le génocide palestinien et l'attaque du Liban par l'État sioniste d'Israël, la dictature sanglante de Bachar al-Assad est tombée il y a quelques jours en Syrie, remplacée au pouvoir par un secteur islamiste aux commandes de une coalition rebelle hétérogène. Une nouvelle étape s'ouvre dans le pays et la région, pleine de questions.

UN ÉVÉNEMENT TRANSCENDANT.

Un événement transcendant. Pour le peuple syrien et les autres peuples arabes de la région, ce changement représente une avancée très importante. 54 années de régime dictatorial du clan al-Assad touchent à leur fin : 24 années du déchu Bachar et les 30 années précédentes de son père Hafez, à travers le parti Baas. Le régime, d'un nationalisme arabe populiste, s'est tourné de plus en plus vers la droite, a négocié avec différents impérialismes et, surtout au cours des dernières décennies, n'a jamais soutenu de manière significative la résistance palestinienne au colonialisme et au génocide sionistes. Au contraire, il s'est limité en fait à soutenir seulement par des mots la cause palestinienne et à l'utiliser à des fins d'oppression interne. C'est l'une des raisons pour lesquelles de nombreux Palestiniens, y compris le Hamas, se sont félicités de la chute d'al-Assad.

Le gouvernement du parti Baas en Syrie a débuté au milieu des années 1960 comme un projet quelque peu progressiste et anti-impérialiste sous la direction de dirigeants tels que Salah Jeddid. Mais par l'absence de direction marxiste, des confusions idéologiques, des zigzags et des conflits internes, le parti s'est retrouvé dans un capitalisme clientéliste très corrompu, qui a nécessité une répression d'État permanente et sans précédent contre la plupart de la population. La dégénérescence du régime s'est accélérée après les années 1990 avec l'adoption de politiques économiques néolibérales favorables au marché, ce qui lui a fait perdre le soutien populaire dont il bénéficiait autrefois. Les désertions à l'armée syrienne et la victoire des rebelles en seulement dix jours confirment que le régime était en décomposition, sans soutien social. Aucune solution démocratique ne pourrait être ouverte avec cette tyrannie corrompue au service du clan al-Assad et de ses figures de proue au pouvoir. C'est pourquoi une foule est descendue dans les rues pour célébrer, en Syrie et dans plusieurs autres pays. Sur une population totale de 24 millions d'habitants il y a 5 millions de réfugiés, qui ont fui la guerre civile et la répression de 2011, et qui ont commencé à rentrer dans leur pays.

LA RUSSIE ET L'IRAN, HEURTÉS.

Pour les deux pays, qui sont également sous régime dictatorial depuis des décennies, la chute d'al-Assad implique un très grand affaiblissement de leur influence dans la région. Le gouvernement de Poutine et celui des mollahs iraniens ont été pendant des années le soutien politique et militaire fondamental de la Syrie. Les services secrets de la Russie, un impérialisme émergent occupé dans son invasion et sa guerre contre l'Ukraine, n'avaient pas prévu cette offensive rebelle en Syrie. Et il en va de même pour un Hezbollah très affaibli et surtout pour la dictature théocratique d'Iran, qui, au lieu de diriger « l'axe de résistance » antisioniste comme elle l'avait promis, a en fait trahi la lutte palestinienne. Quoi qu'il en soit, ni l'Iran, ni ses proxies, ni la Russie n'étaient plus en mesure de soutenir un régime creux qui s'effondrait comme un château de cartes à la moindre poussée.

À son tour, Israël a profité du vide du pouvoir ces jours-ci pour envoyer des troupes dans la zone démilitarisée située entre les hauteurs du Golan -qu'il occupe illégalement depuis 1967- et la Syrie.

L'ALLIANCE REBELLE DIVERSIFIÉE.

Elle couvre quatre secteurs, parfois opposés :

- Comité pour la libération du Levant (Hayat Tahrir al-Sham, HTS) : groupe islamiste sunnite qui, ces dernières années, tente de se présenter comme une force principale « modérée ». Son aile politique est le Gouvernement de salut syrien, son principal dirigeant est al-Chara (alias al-Joulani).
- Armée nationale syrienne (ANS) : soutenue par la Turquie, a ajouté le Front de libération nationale et cherche à créer une zone tampon à la frontière turque pour empêcher l'avancée de la lutte du Kurdistan.
- Forces démocratiques syriennes (FDS) : des milices kurdes dirigées par les Unités de protection populaire (YPG), avec le soutien des États-Unis, contrôlent la région du Rojava et subissent des attaques de l'ANS.
- Hommes libres de Syrie (Ahrar al-Sham) : issu en 2011 de la fusion de plusieurs groupes ultra-islamistes, avec l'influence des talibans afghans.

ISIS (État islamique, Daesh) ne fait pas partie de cette alliance car il est un rival de HTS, mais il existe toujours et dans la crise actuelle, il pourrait retrouver sa présence.

NON À L'INGÉRENCE EXTÉRIEURE.

En 2011, dans le cadre du Printemps arabe, une rébellion populaire a eu lieu en Syrie contre la dictature. Al-Assad a réprimé durement et a déclenché une guerre civile qui a causé 600 000 morts -dont plus de 100 000 civils- et dix millions de personnes déplacées, pour moitié à l'intérieur du pays et pour moitié à l'étranger. Parmi les secteurs politiques et religieux rebelles, au début plus indépendants, s'est accru l'influence des États-Unis mais aussi de la Turquie, qui chercheront à la maintenir ou à l'étendre. En outre, le soutien d'autres États réactionnaires, comme l'Arabie saoudite, le Qatar, la Jordanie, les Émirats arabes unis, à diverses factions ne peut être ignoré. La complexité de la situation est telle que ces puissances peuvent être alliées dans une partie du pays tout en s'affrontant dans une autre.

Ces jours-ci, le HTS négocie avec l'envoyé de l'ONU Geir Pedersen, l'ancien Premier ministre assadiste al-Jalali et des représentants d'autres pays sur la base de la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies qui propose une « transition civile » de 18 mois, une nouvelle Constitution et l'appel aux urnes. Toutefois, la possibilité de conflits internes sanglants entre groupes rebelles au cours du processus ne peut être exclue.

QUELLE ISSUE?

La joie d'une grande partie du peuple syrien face à la chute du dictateur ne peut cacher les risques existants. Comme nous l'avons dit, dans l'alliance rebelle multiforme, il y a une influence impérialiste, du régime expansionniste turc et des secteurs islamistes -y compris le HTS-, dont la stratégie est un État théocratique qui ne garantira pas les droits démocratiques et sociaux tant ajournés. Une véritable issue démocratique devrait inclure l'appel à une Assemblée constituante libre et souveraine, où les réfugiés de retour puissent également participer, pour réorganiser le pays sur la voie de la libération nationale et sociale, de la solidarité avec la cause palestinienne et de la laïcité de l'État pour une coexistence pacifique entre des peuples et des religions.

Depuis la LIS, nous nous engageons dans le développement d'une alternative révolutionnaire anti-impérialiste et anticapitaliste, luttant pour une Syrie socialiste dans le cadre d'une fédération socialiste du Moyen-Orient. Nous soulignons que cela n'est possible que grâce à l'organisation révolutionnaire des masses travailleuses et du peuple opprimé de Syrie, en alliance avec les opprimés et les exploités du Moyen-Orient et au-delà.

- À bas toute ingérence impérialiste en Syrie
- À bas la théocratie et le fondamentalisme religieux
- Aucune illusion sur les forces proxies et complices de l'impérialisme
- Les aspirations démocratiques des masses syriennes doivent être respectées
- Solidarité et soutien au peuple syrien, pour une Syrie démocratique, laïque, socialiste. ✊

Les démocrates partent, les républicains ENTRENT, LA SPIRALE DESCENDANTE CONTINUE Construisons un parti des travailleurs!



PETER SOLENBERGER

Cet article met à jour et développe mes articles précédents « Capitalisme, démocratie et élections américaines 2024 » et « Après les élections américaines 2024 », tous deux écrits pour le Partito Comunista dei Lavoratori (PCL) et republiés sur le site de l'Opposition trotskiste internationale (OTI). L'OTI est dans un processus de discussions politiques et de travail conjoint avec la Ligue internationale socialiste (LIS), qui, selon les deux organisations, mènera à l'intégration de l'OTI dans la LIS au premier semestre 2025.

En 2020, de nombreux sociaux-démocrates et néostalinien, et même certains militants de tradition trotskiste, ont appelé les travailleurs et la gauche à voter pour Joe Biden, agitant leur discours avec le slogan *Stop Trump, fight Biden*.

Quatre ans plus tard, les résultats sont clairement visibles: l'élection de Biden a arrêté Trump pendant quatre ans, la lutte contre Biden n'a pas eu lieu et maintenant Trump est de retour.

Quelques grèves et menaces de grève notables ont abouti à des augmentations de salaire relativement importantes, des femmes et d'autres militants des droits reproductifs ont remporté des référendums protégeant le droit à l'avortement et ont construit des réseaux pour aider les femmes des États anti-choix à

accéder à l'avortement, et le mouvement de solidarité avec la Palestine a défié Biden avec le surnom de *Génocide Joe*.

Mais la masse des travailleurs et des opprimés ne s'est pas mobilisée, principalement parce que les dirigeants syndicaux et des mouvements n'avaient pas confiance en leur capacité à lutter et ne voulaient pas nuire aux perspectives électorales des démocrates.

Avec peu de pression de la part des syndicats et des mouvements, les démocrates se sont présentés comme le parti de la modération et du statu quo. La stratégie n'a pas fonctionné. Trump a remporté de justesse la présidence et les républicains ont obtenu une faible majorité au Sénat et à la Chambre des représentants.

Il est important de souligner la faible différence de résultat. Trump et les républicains n'ont aucun mandat social. La plupart des travailleurs qui ont voté pour eux l'ont fait sur la même base que la plupart des travailleurs qui ont voté pour les démocrates. Ils ont voté pour celui qu'ils considéraient comme le *moins mal*.

Les quatre dernières années ont été mauvaises, les quatre prochaines années seront pires et l'avenir s'annonce sombre à moins que la classe ouvrière n'intervienne pour changer le cours de l'histoire. Premièrement, en faisant grève et en descendant dans la rue pour résister à l'escalade des attaques sous la nouvelle administration. Ensuite, construire un parti ouvrier pour échapper au piège de la poursuite éternelle du *moins mal* capitaliste.

Les marxistes révolutionnaires, nous avons un rôle spécifique dans la résistance et la construction d'une alternative politique : utiliser notre compréhension de l'histoire et du fonctionnement du système capitaliste pour montrer la voie à suivre. Non seulement nous participons aux luttes et les construisons, mais nous expliquons également les obstacles à leur succès sous le capitalisme et la nécessité d'un parti ouvrier et d'un gouvernement ouvrier.

UNE ÉLECTION SERRÉE

Comme prévu, la participation aux élections de 2024 a été élevée. Les votes sont toujours en cours de dépouillement, mais au 15 novembre, environ 155,7 millions de personnes, sur les 244,7 millions ayant le droit de voter, ont voté : soit un taux de participation de 63,6 %. Ce chiffre est inférieur à celui de 2020, 66,4 %, mais assez élevé par rapport aux standards américains. Pourtant, plus d'un tiers des électeurs éligibles ont décidé de ne pas participer.

Trump compte actuellement 76,1 millions de votes comptés, soit 50,2 % du total. Kamala Harris dispose de 73,1 millions de voix, soit 48,2 % du total. Ces chiffres changeront à mesure que davantage de votes seront comptés. Harris réduira probablement encore plus l'écart, puisque la plupart des votes non comptés proviennent des zones démocrates, mais l'écart est trop grand pour être comblé. Trump a une avance de 312 voix contre 226 au collège électoral, ce qui ne devrait pas changer.

Les républicains ont remporté trois sièges au Sénat et devraient en gagner un de plus, ce qui leur donne une majorité de 53 contre 47. Les républicains ont remporté 218 sièges à la Chambre des représentants, les démocrates 209, et il reste huit élections trop serrées pour désigner un vainqueur. Les républicains conserveront leur faible majorité.



Au niveau étatique, aucun gouverneur n'a changé de mains et le droit à l'avortement a été remporté lors de sept référendums, a obtenu la majorité des voix lors de huit et a perdu lors de deux seulement.

Le total actuel de 76,1 millions de voix de Trump est 1,9 million de plus que son total de 74,2 millions de 2020. Le total de Harris de 73,1 millions est 8,2 millions de moins que le total de Biden en 2020 de 81,3 millions. L'écart pourrait se réduire à mesure que davantage de votes sont comptés, mais le fait principal est clair : des millions de personnes qui ont voté pour Biden en 2020 n'ont pas voté pour Harris.

Les trois candidats de gauche à la présidentielle ont obtenu près de 900 000 voix : 750 615 Jill Stein des Verts, 140 524 Claudia De la Cruz du Parti Socialisme et Libération (PSL) et 74 079 Cornel West, un indépendant noir radical.

POURQUOI HARRIS A-T-ELLE PERDU ?

La victoire de Trump est l'expression du virage à droite de la politique capitaliste dans le monde. Mais aux États-Unis, comme dans de nombreux autres pays, ce changement concerne avant tout les partis politiques et non la classe ouvrière. Les démocrates n'ont pas présenté d'alternative de gauche crédible aux républicains. Pour comprendre, nous devons comprendre pourquoi Harris a perdu.

La défaite de Harris est en partie l'expression du racisme et du sexisme endémiques dans la politique américaine et attisés par la démagogie de Trump. La candidature de Barack Obama a brisé la barrière de couleur en 2008. La candidature d'Hillary Clinton n'a pas réussi à briser la barrière de genre en 2016. La candidature de Harris n'a pas réussi à briser la double barrière en 2024.



En regardant de plus près les campagnes, Trump a remporté la majorité des voix de la classe ouvrière blanche sur deux questions principales : l'économie et l'immigration. L'administration Biden s'est vantée de la bonne santé de l'économie : d'un « atterrissage en douceur » après la crise du Covid. Mais pour la plupart des travailleurs, l'« atterrissage en douceur » a été un retour au point où ils étaient sous l'administration Trump avant la Covid, à la différence près que les taux d'intérêt et les prix de l'alimentation, de l'énergie, du logement étaient beaucoup plus élevés. En matière d'immigration, l'administration semble avoir adopté la politique de Trump.

Les démocrates n'avaient pas de réponses adéquates en matière d'économie ou d'immigration. Ils n'ont pas pu défendre les mesures visant à redistribuer les revenus des capitalistes aux travailleurs parce qu'elles

sont dans les poches des capitalistes. Ils n'ont pas le courage de dire que les États-Unis ont besoin de plus d'immigrants pour compenser le vieillissement de la population et que les immigrants méritent des droits égaux.

Harris et les démocrates ont fait campagne principalement autour de la démocratie et du droit à l'avortement. La démocratie était un argument fort parmi les libéraux relativement riches, mais elle avait peu de résonance auprès de la plupart des électeurs. Les démocrates étaient trop impliqués dans l'expulsion des immigrants, l'expulsion des camps de sans-abri, la militarisation de la police et la répression des actions de solidarité palestinienne pour être crédibles. Ses tentatives pour poursuivre Trump ressemblaient trop à une utilisation de la fonction politique pour punir ses ennemis.

Le droit à l'avortement était la question la plus marquante des démocrates. Trump a déclaré qu'il s'opposait à l'interdiction nationale de l'avortement et qu'il y opposerait son veto si elle parvenait à son bureau. Mais on craignait qu'il soutienne des mesures visant à empêcher les femmes des États qui interdisent l'avortement de recourir à un avortement médicamenteux ou de les obtenir dans d'autres États. La question de l'avortement était forte, mais elle ne suffisait pas.

La guerre et la paix n'étaient pas des questions centrales lors des élections américaines 2024, puisque Harris et Trump sont d'accord sur les fondamentaux. Tous deux sont attachés à un impérialisme américain économiquement et militairement dominant. Trump s'est présenté comme un leader fort qui dirait au président ukrainien Volodymyr Zelensky de réduire ses pertes, au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de « remporter la victoire et d'en finir avec ça », au président chinois Xi Jinping de reculer. Certains électeurs l'ont cru et ont voté pour Trump pour éviter une guerre. D'autres pensent que sa tendance aux caprices rend la guerre plus probable.

QU'EST-CE QUI ARRIVE MAINTENANT ?

Pour les deux prochaines années, les républicains disposeront d'une triade -la présidence et les deux chambres du Congrès- ainsi que d'une majorité de six voix contre trois à la Cour suprême. La nouvelle administration Trump prendra presque certainement des mesures pour prolonger les réductions d'impôts pour les riches adoptées par sa première administration et qui expireront l'année prochaine.

Le gouvernement tentera d'abroger les

réglementations visant à limiter les émissions, à réduire le forage pétrolier et gazier et la fracturation hydraulique, et à promouvoir les véhicules électriques. Ces revers seront préjudiciables, mais le gouvernement actuel était loin de faire ce qui était nécessaire au départ. De plus, l'administration connaît ses propres conflits internes. Le plus grand soutien de Trump vient d'Elon Musk, qui gagne des milliards en vendant des véhicules électriques subventionnés par le gouvernement.

La nouvelle administration va appliquer la loi à la frontière de manière plus cruelle, mais l'administration Biden était déjà revenue à la politique de Trump consistant à exclure les demandeurs d'asile. Trump parle de rassembler et d'expulser des millions d'immigrés sans papiers, mais l'économie américaine en a besoin, notamment dans l'agriculture, la construction, la transformation de la viande, la restauration, l'hôtellerie. Trump lui-même gagne des millions grâce aux travailleurs sans papiers qui travaillent dans ses hôtels, casinos et terrains de golf. Cela limitera ce que lui pourra faire au-delà de déclamer.

La Cour suprême a statué que les États peuvent déterminer le statut du droit à l'avortement. Pour l'instant, une majorité d'États le défendent, dont sept qui ont voté en faveur cette année. Il sera très difficile pour les gouvernements des États opposés à l'avortement d'empêcher les femmes de se rendre dans d'autres États pour avorter ou d'obtenir de la mifépristone et du misoprostol pour des avortements médicamenteux.

Le ministère de la Justice reviendra probablement à sa position de 2017 selon laquelle le titre VII de la loi sur les droits civils de 1964 (qui interdit la discrimination fondée sur le sexe) ne s'applique pas à l'identité de genre. Dans les États plus progressistes, les personnes trans continueront d'être protégées par la loi de l'État, mais leurs droits seront constamment menacés.

Dans l'ensemble, Trump vise à faire plus de dégâts qu'il ne peut en faire. Son administration sera cruelle et perverse, mais elle sera également incompétente. Il perdra presque certainement sa triade dans deux ans. Il présidera probablement à la prochaine récession, qui pourrait bien condamner le prochain candidat républicain.

La tâche des travailleurs et des opprimés est de résister. Lorsque les républicains ont attaqué les immigrés en 2006, des millions de Latinos se sont mis en grève pour protester et le Congrès a été contraint de reculer. Lorsque George Floyd a été

assassiné par la police en 2020, des millions de Noirs sont descendus dans la rue pour protester. Lorsque la Cour suprême a annulé *Roe v. Wade* en 2022, des millions de femmes se sont organisées pour des référendums pro-avortement et pour aider les femmes à contourner les lois anti-avortement. Dans chaque cas, des millions d'autres travailleurs se sont joints aux manifestations.

Les grèves syndicales, même si elles ne sont pas encore politiques, bénéficient d'un large soutien parmi le reste de la classe ouvrière. Le président de l'UAW (Travailleurs de l'automobile unies), Shawn Fain, a proposé que les syndicats coordonnent les dates d'expiration de leurs contrats d'ici mai 2028. Quelles que soient les intentions de Fain,



une grève générale serait une fin appropriée pour l'administration Trump. Une grève chez Stellantis aujourd'hui pour les emplois et les conditions de travail serait un début prometteur.

ALLER PLUS LOIN : LE SYSTÈME POLITIQUE AMÉRICAIN

Le système politique américain est délibérément dysfonctionnel. La séparation des pouvoirs, le système de freins et contrepoids, le Collège électoral, le Sénat, l'obstruction législative du *filibuster*², la nomination à vie des juges de la Cour suprême, les droits des États, l'influence corruptrice de l'argent en politique, la porte tournante entre le gouvernement et les entreprises, les grands médias et tous les autres aspects antidémocratiques du système politique américain signifient que le gouvernement ne peut faire que ce que la classe dirigeante veut qu'il fasse.

À cette structure s'ajoute le système bipartite. Les démocrates et les républicains sont des partis

capitalistes. Ils dépendent des dons des capitalistes et de la reconnaissance des médias capitalistes. Ses principaux politiciens font la navette entre le gouvernement, l'armée, les entreprises, le monde universitaire. S'ils ne sont pas riches lorsqu'ils entrent en politique, ils le deviennent rapidement.

Il existe des différences entre les deux partis capitalistes. Les démocrates sont favorables à une plus grande intervention du gouvernement pour promouvoir l'emploi, réduire la pauvreté et protéger l'environnement. Ils soutiennent davantage les droits civiques, les droits reproductifs, les droits LGBTQ+. Ils sont favorables au multilatéralisme en politique étrangère.

Les républicains sont favorables à une baisse des impôts, à moins de réglementation gouvernementale, laissant les questions économiques entre les mains

ses promesses, désillusionne sa base et est expulsé, passant le relais à l'autre parti. L'alternance entre démocrates et républicains signifie que les travailleurs sont prisonniers d'une recherche sans fin du moindre mal.

Le vrai problème, c'est l'alternance des maux. Comment y échapper ?

LA NÉCESSITÉ D'UN PARTI OUVRIER DE MASSE

En 2024, comme les années précédentes, les électeurs progressistes se sont retrouvés dans une position difficile. Doivent-ils voter pour Harris pour protéger le droit à l'avortement, sachant qu'elle soutient le génocide d'Israël ? Ou devraient-ils refuser de consentir au génocide et risquer de nouvelles restrictions du droit à l'avortement ? Il n'y a aucune issue à ce dilemme dans le cadre du système bipartite.

Le problème est plus général. Les travailleurs veulent des emplois, des pensions, des soins de santé, une éducation, du temps à passer avec leurs proches, des opportunités de poursuivre leurs intérêts. La plupart d'entre eux sont favorables à l'égalité des droits et des chances. Ils veulent un environnement propre.

Ils doutent que ces choses soient possibles, car ils ne les ont pas vues et les politiciens et les médias disent que c'est impossible. Ils recherchent ce qu'ils perçoivent comme le *moindre mal*, car ils ne voient aucun chemin vers quelque chose de mieux.

Au début des années 1990, les promoteurs du parti travailliste (LPA) avaient un slogan accrocheur: «*Les patrons ont deux partis. Nous avons besoin d'un qui soit le nôtre*». Cette opinion était partagée par la majorité des syndicalistes radicaux et les dirigeants de certains syndicats, dont le Syndicat des travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'énergie atomique (OCAW), le Syndicat uni des ouvriers en électricité (UE), l'Union internationale des débardeurs et magasiniers (ILWU), la California Nurses Association (CNA) et d'autres.

Lors d'un congrès tenu en juin 1996, le Parti travailliste a été formé, dirigé par ces syndicats. La convention a adopté un programme social-démocrate qui, de manière incohérente, n'incluait pas le droit à l'avortement. Une convention de 1998 a corrigé cela.

Le Parti travailliste a adopté ce qu'il appelle un «*nouveau modèle d'organisation politique*». Le modèle consistait à «*construire le pouvoir*» avant que le parti ne présente des candidats. Ce langage masquait un compromis en vertu duquel les principaux syndicats accordaient aux syndicats du LPA un espace sûr



du marché et les questions politiques entre les mains des États. Ils ont une aile isolationniste qui veut une politique étrangère axée sur *l'Amérique d'abord*. Ils projettent une image de l'ordre public et affirment les vertus du mariage, des familles nucléaires et de la religion.

Le système bipartite réduit la plupart de ces différences à la rhétorique. Les démocrates contrôlaient la présidence, la Chambre des représentants et le Sénat en 1992, 2008 et 2020, et ils n'ont rien changé de fondamental. Les républicains contrôlaient la présidence, la Chambre des représentants et le Sénat en 2000 et 2016, et ils n'ont rien changé de fondamental. D'autres années, le gouvernement était divisé et ne faisait pas grand-chose.

Il en résulte une alternance gouvernementale au niveau fédéral entre les deux partis capitalistes, généralement tous les huit ans. Un parti fait des promesses, dynamise sa base, est élu, ne tient pas

pour le Parti travailliste, à condition qu'ils ne présentent pas de candidats contre les démocrates. N'ayant aucun objectif réel, le Parti travailliste s'est rapidement évanoui, se dissolvant en 2007.

Ce schéma s'est répété à maintes reprises dans les syndicats, les mouvements sociaux et les organisations politiques sociales-démocrates, y compris les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) relancés. Cela confère au Parti démocrate un monopole sur la représentation politique. Ses dirigeants affirment que plus rien n'est possible. Cela fait des démocrates le *moindre mal* devant les républicains, ce qui amène la plupart des militants à voter pour eux. Une prophétie auto-réalisatrice.

LA NÉCESSITÉ D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Le germe de vérité dans le modèle de *construction du pouvoir* avant de se présenter aux élections est qu'il n'y a aucun moyen de gagner les élections aux États-Unis sans disposer d'un pouvoir extraparlimentaire. Le pouvoir des capitalistes réside dans leur richesse et dans le contrôle qu'elle leur donne sur la vie politique. Les partis capitalistes ont dépensé 16 milliards de dollars pour les élections de 2024, dont environ 5,5 milliards pour les seules présidentielles. Même les syndicats ne peuvent pas atteindre ce chiffre, sans parler des inconvénients liés à l'absence de contrôle sur les médias et le gouvernement.

L'action de masse pourrait sortir de l'impasse : construire des syndicats et d'autres organisations de masse, organiser des mobilisations, des grèves, des occupations. Cela pourrait créer une situation dans laquelle les capitalistes devraient choisir entre abandonner la démocratie, avec tous les risques que cela implique, et mettre en œuvre des réformes électorales et autres qui permettraient à un parti des travailleurs d'être compétitif de manière efficace.

Les capitalistes n'apprécieraient pas cela et pourraient d'abord essayer de mettre en œuvre des mesures autoritaires. Mais dans tous les autres pays capitalistes avancés, les patrons ont appris depuis longtemps à coexister avec les partis travaillistes bourgeois, c'est-à-dire les partis ayant une base ouvrière et une politique visant à tenter de réformer le capitalisme par la réglementation gouvernementale.

Les révolutionnaires devraient même soutenir un parti ouvrier réformiste comme un pas en avant pour la classe ouvrière américaine. Mais nous proposons un programme de transition anticapitaliste pour

le parti : un programme pour l'emploi, les soins de santé, l'éducation, l'abolition de la police et des prisons, les droits reproductifs, les droits LGBTQ+, des coupes drastiques dans les dépenses militaires, la paix et une transition juste vers l'énergie, l'industrie, les transports, la construction et l'agriculture propres ; un programme que seul un gouvernement ouvrier pourrait mettre en œuvre.

Nous proposons que le parti non seulement se présente aux élections, mais qu'il mobilise également les travailleurs pour affronter les capitalistes et leur gouvernement, pour défendre le mouvement ouvrier, pour construire des conseils et d'autres organes de pouvoir ouvrier et de démocratie ouvrière, pour établir un gouvernement des travailleurs.



En Grande-Bretagne, au Canada et dans de nombreux autres pays, le niveau de la lutte des classes lorsque la classe ouvrière atteignait la représentation politique était trop faible pour que le parti travailliste soit révolutionnaire de naissance. Si tel était le cas aux États-Unis, les révolutionnaires se retrouveraient en terrain connu pour combattre le réformisme.

Les tâches des révolutionnaires restent fondamentalement les mêmes que sous Biden et auraient été sous Harris: construire des syndicats et d'autres organisations de masse, y promouvoir la démocratie et le militantisme, diriger des luttes ; démasquer le capitalisme, l'impérialisme et le système bipartite ; résister au militarisme et à la guerre, construire la solidarité avec la Palestine et toutes les autres luttes contre l'oppression, construire des partis des travailleurs, des partis révolutionnaires et une Internationale révolutionnaire. 🌍

ISRAËL, l'escalade d'un ÉTAT GÉNOCIDAIRE

KHALED ABDALLAH



Avec son génocide à Gaza, son invasion du Liban et ses attaques contre l'Iran, Israël met le feu à tout le Moyen-Orient. Quel est son projet stratégique? De quel type d'État s'agit-il? Quelle solution de fond face à ce massacre? Quel rôle joue la population israélienne? Telles sont les questions politiques que nous abordons dans cette note.

Depuis le 7 octobre 2023, Israël a approfondi son avancée génocidaire dans toute la région. Il a profité de l'incursion du Hamas pour déployer une contre-offensive brutale. Pendant des mois, elle a bombardé Gaza puis a avancé par voie terrestre. Il a également mené des attaques en Cisjordanie. En septembre, elle a commencé à bombarder le Liban, y compris Beyrouth. Et elle avait auparavant mené des opérations militaires en Syrie, au Yémen, en Iran, augmentant depuis octobre ses missiles contre des cibles perses. Nous verrons ce qui se passera avec le récent cessez-le-feu de deux mois.

Comme l'ont dénoncé la Cour pénale internationale, l'ONU et sa commission d'enquête ainsi que des organisations de droits humains, Israël

viole le droit international humanitaire et les conventions de guerre. Il applique *une punition collective* à la population civile: il bombarde des écoles, des hôpitaux, des boulangeries, des marchés, des mosquées, des infrastructures et des caravanes en fuite. Il bloque l'entrée de nourriture, d'eau, de médicaments, d'électricité, de carburant. Et les rapports des médecins faisant état de filles et de garçons blessés ou tués par balle dans la tête réfutent tout prétexte de «morts accidentelles».

Les attaques contre des installations humanitaires de l'ONU, de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge, des camps de réfugiés et des casernes de la FINUL, les meurtres de journalistes, l'utilisation de phosphore blanc et l'humiliation et la torture de prisonniers palestiniens jusqu'à l'agression de chiens et aux empalements sont des crimes de guerre. En novembre, la Cour pénale internationale et le pape ont remis en question la commission de crimes de guerre, de *crimes contre l'humanité* et d'un éventuel génocide.

Le 28 octobre, le Parlement israélien a voté l'interdiction du travail de l'Agence des Nations Unies

pour les réfugiés (UNRWA), dont Israël a assassiné 233 employés depuis 2023. À Gaza, l'Agence a fourni une aide alimentaire, géré 183 écoles, 22 postes de santé et 9 centres pour femmes. La suppression de leur activité humanitaire pourrait causer des dizaines de milliers de morts supplémentaires dues à la faim, à la soif, à la maladie.

QUEL EST LE PROJET STRATÉGIQUE D'ISRAËL ?

Le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, dirige le Parti sioniste religieux et se considère comme un *fasciste homophobe*³. Il affirme que « selon les textes bibliques », le territoire d'Israël devrait atteindre Damas, la capitale syrienne. À son tour, le projet du Grand Israël comprend l'occupation du Liban, de la quasi-totalité de la Syrie, de la Jordanie, d'une partie de l'Égypte jusqu'au Nil, d'une partie de l'Irak jusqu'à l'Euphrate et du nord de l'Arabie saoudite.

Pour l'instant, seule l'aile la plus ultrasioniste aspire à une telle expansion. Mais depuis sa création en 1948, l'État d'Israël occupe de plus en plus de territoires palestiniens et implante des colons à Gaza, à Jérusalem-Est, en Cisjordanie. Et Netanyahu viole depuis longtemps les frontières qu'il avait précédemment acceptées. En septembre 2023, à l'assemblée générale de l'ONU, il présente sa carte du *nouveau Moyen-Orient*, sans la Palestine. Et en septembre dernier, lors du même événement, il a montré deux autres cartes aux titres *mystiques*: *la malédiction* (Iran, Irak, Syrie, Liban, nord-ouest du Yémen⁴) et *la bénédiction* (Inde, Arabie saoudite, Égypte, Soudan et Israël, soi-disant corridor de progrès entre l'Asie et l'Europe). Dans les deux cas, il n'y a rien non plus qui s'appelle Palestine.

Il n'est pas clair si Netanyahu cherche à avancer vers le sud du Liban, comme en 1978, 1982, 2000 et 2006, pour ensuite l'occuper. Il entend plutôt imposer une « zone tampon » jusqu'au fleuve Litani, violant la souveraineté nationale libanaise, sans la présence du Hezbollah. Et son plan pour une « Gaza sans Hamas », sous contrôle militaire israélien et avec un pseudo-gouvernement palestinien fantôme comme celui de Cisjordanie, est une autre étape dans la véritable stratégie sioniste : faire disparaître la Palestine et annexer tous ses territoires. Qui plus est, Israël construit déjà des postes militaires dans deux couloirs clés de la bande de Gaza: Netzarim, qui la traverse au milieu, et Philadelphie ou Saladin, à Rafah, la frontière avec l'Égypte⁵.

L'excuse est cynique: puisque j'ai occupé de

force presque toute ta maison, je t'ai confiné dans une petite pièce et de là tu résistes à mon occupation, j'exerce mon « droit de légitime défense », j'occupe aussi ta petite chambre, je t'expulse dans la cour... et donc j'usurpe de plus en plus. Un tel expansionnisme sans fin, exigeant un état de guerre permanent, est l'ADN de l'État sioniste.

Le projet israélien d'occupation de Gaza a généré des fissures internes, comme le remplacement du ministre de la Défense Yoav Gallant, favorable à la sortie de la bande de Gaza et à la négociation d'un échange de prisonniers avec le Hamas. Par ailleurs, Gallant souhaite inclure les juifs ultra-orthodoxes (*Haredi*) dans le service militaire, jusqu'ici exemptés, une idée que rejettent les partis religieux alliés de Netanyahu.



QUEL TYPE D'ÉTAT EST ISRAËL ?

Dans son livre *L'État juif*, de 1896, Theodor Herzl, fondateur du sionisme, dit à propos de la Palestine: « Pour l'Europe, nous y formerions un rempart contre l'Asie; nous serions au service de l'avancée de la culture contre la barbarie »⁶. En 1897, le premier congrès sioniste vota « établir un foyer national pour le peuple juif en Palestine ». En 1905, le Septième Congrès réaffirma ce plan sous le slogan *une terre sans peuple pour un peuple sans terre*.

En 1917, avant que la Palestine ne passe de l'Empire ottoman au britannique, ce dernier, dans la *Déclaration Balfour*, soutenaient l'établissement d'un « foyer national pour le peuple juif » là-bas. En 1947, avec sa résolution 181, les Nations Unies ont approuvé un plan de partition qui donnait le feu vert au génocide. Ainsi, le 14 mai 1948, le sionisme fonda l'État d'Israël au prix de la destruction de 531 villages, du meurtre de 15 000 Palestiniens et de l'expulsion de 750 000. C'est la *Nakba*, la catastrophe qui s'ensuit.



La Déclaration d'indépendance d'Israël ne fixe pas de frontières: elle dit seulement que l'État est «prêt à coopérer avec les Nations Unies dans la mise en œuvre» du Plan de 1947. Elle promet également «l'égalité complète des droits politiques et sociaux à tous ses habitants, sans différence de croyance, de race ou de sexe» et offre «la paix et l'harmonie à tous les États voisins et à leurs habitants». Le texte se termine «en plaçant sa confiance dans le Rocher d'Israël», un concept selon lequel pour les laïcs c'est la terre d'Israël et pour les religieux c'est Dieu⁷.

En 1949, une Assemblée constituante vota rédiger une Constitution, mais cela ne fut jamais fait. Par contre, ils ont 14 lois de base qui régissent le Parlement (Knesset), la présidence, les ministres, l'économie, les forces armées, la justice, l'audit, le travail, le gouvernement. La dixième loi propose de «défendre la dignité humaine et la liberté, afin d'établir les valeurs de l'État d'Israël en tant qu'État juif et démocratique»⁸...

D'autres vont plus loin. La deuxième loi établit «la relation particulière entre le Peuple d'Israël et la Terre d'Israël et sa rédemption». La septième désigne toute Jérusalem comme capitale. Et la numéro 13 empêche en réalité la restitution des hauteurs du Golan volées à la Syrie et de Jérusalem-Est volée à la Palestine. Ainsi, en s'appuyant sur le mythe messianique du peuple élu de Dieu et de la terre promise, ils renforcent l'idéologie sioniste et l'usurpation des terres.

En 2018, une nouvelle vague réactionnaire donne naissance à la loi de base n°14, de l'État-nation, qui réaffirme Israël comme la patrie des Juifs: une théocratie. Eux seuls se voient reconnaître le droit à l'autodétermination nationale, interdisant le retour palestinien. Cette loi ne rend officielle

que la langue hébraïque, dégradant ainsi l'arabe, et considère les nouvelles colonies dans les territoires occupés comme *valeur nationale*.

Sur cette base juridique du *colonialisme de peuplement*, les lois consacrent le suprémacisme et le racisme juif envers la population arabo-palestinienne d'origine. La *loi du retour* accorde la résidence à l'immigrant juif et la refuse au réfugié palestinien. La *loi d'absence* permet la confiscation des maisons des Palestiniens expulsés et la *loi de terre* empêche les Palestiniens de la louer. La *loi de citoyenneté* la refuse au conjoint d'un Israélien s'il vient du territoire palestinien. Pour les crimes sécuritaires, le Juif va devant un procès civil mais le Palestinien va devant un tribunal militaire et peut aller en prison à partir de 12 ans. Le système éducatif et médiatique reproduit tous ces piliers idéologiques.

Cet *apartheid* anti-arabe s'accompagne d'un autoritarisme croissant en Israël. La réforme judiciaire de Netanyahu, qui a suscité des protestations massives et a été partiellement approuvée en juillet 2023, donne une plus grande influence au pouvoir politique dans la sélection des juges de la Cour suprême⁹. Celle-ci a annulé le chapitre qui l'empêchait de réviser les décrets et les lois. La forte crise politique qui s'est ouverte, apaisée ensuite par la guerre, reste latente.

Outre le fait qu'il n'y a pas de mariage civil mais seulement religieux, les droits des femmes et des personnes LGBT+ sont menacés. Les partis gouvernementaux du soi-disant *sionisme religieux* réclament une plus grande séparation scolaire selon le sexe, de légaliser les «thérapies de conversion», de limiter la loi anti-discrimination, d'interdire l'adoption homoparentale.

Quant à la liberté de la presse, depuis le 7-O, le gouvernement persécute les journalistes d'opposition, renforce son contrôle sur les réseaux sociaux et a fermé en mai dernier la chaîne arabe Al Jazeera. Pour ne rien arranger, selon la presse israélienne, 87 % des gens sont favorables à la censure des nouvelles pro-palestiniennes et, 72 %, des images ou vidéos explicites sur la guerre¹⁰.

Une autre caractéristique essentielle distingue l'État sioniste : le soutien américain, car Israël est le gendarme de cet impérialisme au Moyen-Orient. Par exemple, depuis 1948, en faveur d'Israël, les États-Unis ont opposé leur veto à plus de 40 résolutions de l'ONU. Et «selon des données des ministères de la Défense et d'État, de 1951 à 2022, l'aide militaire américaine à Israël s'est élevée à 225,2 mi-

lliards de dollars»¹¹. Ce sont environ 3,2 milliards par an, destinés à l'achat d'armes yankees et aux investissements dans l'industrie de guerre israélienne, non remboursables. D'autres estiment une moyenne annuelle de 4,4 milliards. En un an depuis 7-O, Israël a reçu 17,9 milliards.

Bref, en plus d'être théocratique, l'État d'Israël est une enclave pro-impérialiste, colonialiste, expansionniste, raciste, génocidaire, caractéristiques qui ressemblent largement à un État de type fasciste.

QUE FAIRE DE L'ÉTAT SIONISTE?

La politique bourgeoise et réformiste consistant à postuler comme solution la coexistence de deux États, l'un juif et l'autre palestinien, a déjà démontré son échec total depuis 76 ans. Personne ne peut vivre avec un tueur en série. C'est pourquoi les capitulations de l'OLP avant -à Oslo- et du Hamas maintenant -à Pékin-, qui reconnaissent l'État d'Israël, sont graves. Dans le même temps, les variantes centristes de certains secteurs de la gauche sont utopiques, proposant un *État binational ou deux États socialistes*, des euphémismes qui masquent l'acceptation factuelle de l'État israélien.

La seule issue stratégique pour parvenir à une paix juste et durable est d'abolir, de démanteler l'État sioniste et de le remplacer par une Palestine unique, démocratique, laïque et socialiste, dans le cadre d'une fédération de républiques socialistes du Moyen-Orient, où tous peuvent cohabiter en paix entre les peuples, les cultures, les religions.

Pour éviter toute confusion, lorsque nous disons *démanteler, abolir* ou *détruire*, nous faisons référence à l'État sioniste et à ses institutions au sens léniniste: «*l'appareil gouvernemental, séparé de la société humaine*»¹³. C'est-à-dire démanteler ses forces armées, sa police, ses services secrets et autres superstructures d'oppression colonialiste comme condition de toute véritable libération nationale et sociale dans la région.

QUEL RÔLE JOUE LA POPULATION ISRAËLIENNE?

Un débat ouvert parmi les courants marxistes sur le Moyen-Orient est de savoir si le processus révolutionnaire dépendra du niveau de conscience et de mobilisation des masses palestiniennes et arabes ou, dans une mesure égale, de la population israélienne. Bien qu'il y ait toujours une certaine combinaison,



pour des raisons matérielles et idéologiques, le rôle essentiel appartient à la classe ouvrière, à la jeunesse et aux secteurs populaires arabes.

Quelques données

- 75 % des 9,7 millions d'habitants sont juifs. Parmi eux, plus des deux tiers sont des immigrés ou leurs enfants, originaires notamment de Russie, du Maroc, d'Ukraine, avec un niveau de vie meilleur que dans leur pays d'origine.
- 10 % de la population totale sont des colons vivant dans des territoires palestiniens occupés. Et 8 % sont des *Haredi*-colons ou non- qui se consacrent à l'étude de la Bible et vivent des aides de l'État.
- 34 % de la classe ouvrière appartient au secteur public. Et 18 % de l'emploi industriel se situe dans le secteur de l'armement et de la sécurité, en fait fermé aux Arabes israéliens.
- Le service militaire est le plus long au monde : trois ans pour les hommes, deux pour les femmes. C'est l'État le plus militarisé de la planète : 4 % de la population juive adulte fait partie de l'armée (180 000 membres), de la police (32 000), de la garde civile (70 000) ou des services secrets Shabak (intérieur, 5 000) et Mossad (extérieur, 7 000).

Sur le plan politique, l'extrême droite sioniste monte depuis 2009. Fin 2022, Netanyahu, le chef du Likoud, remporte les élections, allié à six partis religieux extrémistes. Parallèlement, le sio-

nisme libéral et réformateur diminue. Selon un journaliste français spécialiste du Moyen-Orient, à cette époque 64 % de la population soutenait la ségrégation des Palestiniens, un autre tiers «*préfère fermer les yeux et accepte tacitement les crimes découverts*» et seulement moins de 5 % s'y opposent¹⁴.

Matzpen (boussole, en hébreu), une organisation marxiste et antisioniste israélienne qui a fonctionné entre 1962 et 1983, a analysé l'influence impérialiste: «*Israël est un cas unique au Moyen-Orient; est financé par l'impérialisme sans être exploité économiquement par lui... L'afflux de ressources a eu un effet décisif sur la dynamique de la société israélienne, car la classe ouvrière a participé, directement et indirectement, à cette transfusion de capital... Le travailleur ne reçoit pas sa part en espèces, mais sous la forme de nouveaux logements relativement bon marché, qui n'auraient pas pu être construits en levant des capitaux localement; il y parvient dans l'emploi industriel, qui n'aurait pu être créé ou maintenu sans subventions extérieures; et il l'obtient en termes d'un niveau de vie général qui ne correspond pas au produit de cette société.*»

C'est pourquoi Matzpen a conclu que «*bien que*



les conflits de classes existent dans la société israélienne, ils sont limités par le fait que la société tout entière est subventionnée de l'étranger. Ce statut privilégié est lié au rôle d'Israël dans la région, et tant que ce rôle perdure, il y a peu de chances que les conflits sociaux internes acquièrent un caractère révolutionnaire... tant que le sionisme est politiquement et idéologiquement dominant dans cette société et constitue le cadre politique accepté, il n'y a aucune possibilité que la classe ouvrière israélienne devienne une classe révolutionnaire » et a donc proposé que « l'activité dans la classe ouvrière israélienne doit être subordonnée à la

stratégie générale de lutte contre le sionisme»¹⁵.

Comme l'existence conditionne toujours la conscience, la majorité des travailleurs et des jeunes israéliens sont sionistes pour un intérêt matériel spécifique: leur accès aux terres et aux maisons autrefois usurpées aux Palestiniens; ainsi que des études, des emplois et un bon niveau de vie grâce aux subventions américaines. Ceci explique pourquoi les secteurs antisionistes sont très minoritaires en Israël, aujourd'hui encore plus limités par le climat belliqueux ambiant. Il ne peut y avoir de rupture des franges progressistes contre l'idéologie sioniste que si une montée révolutionnaire refait surface dans la région, un nouveau *printemps arabe* qui des pays voisins impacte la population israélienne. Le LIS travaille dans cette perspective. 🌍

1. <https://news.un.org/es/story/2024/11/1534126>
2. Force de maintien de la paix de l'ONU au sud du Liban, depuis 1978. Elle compte aujourd'hui environ 10 000 hommes.
3. *Le ministre israélien des Finances d'extrême droite se dit «un fasciste homophobe» mais «il ne veut pas lapider les homosexuels»,* journal Haaretz, 16/01/2023.
4. Région sous contrôle des rebelles Houthis, mouvement chiite pro-palestinien soutenu par l'Iran.
5. Les Émirats arabes unis proposent une autre variante pour Gaza: qu'elle soit administrée par une force multinationale..
6. Herzl, Théodore; L'État juif, p. 46. Sur masuah.org
7. Tiré de la Torah ou Ancien Testament (Samuel II, 23:3).
8. *Les 14 lois fondamentales d'Israël*, Centre CIE pour l'éducation israélienne
9. Même s'il était sioniste, le tribunal israélien s'est prononcé contre l'application légale de la torture aux prisonniers palestiniens et s'est prononcé en faveur de l'octroi d'un statut électoral aux partis arabes qui ne remettent pas en question l'État d'Israël. Netanyahu veut annuler cette relative indépendance judiciaire..
10. La plupart des Israéliens soutiennent la censure des publications sur les réseaux sociaux concernant la guerre à Gaza, révélant ainsi le fossé entre Juifs et Arabes, selon un sondage, journal Haaretz, 9/5/2024..
11. *Pourquoi le soutien américain à Israël est «inconditionnel et inébranlable»,* BBC News, 17/10/2023.
12. Comment les États-Unis ont-ils apporté leur soutien militaire à Israël, son plus grand allié au Moyen-Orient?, Agence Anadolu, 26/02/2024.
13. Lénine, Vladimir; Conferencia en la Universidad Sverdlov, 11/7/1919. En marxists.org
14. Cypel, Sylvain; *La mémoire sélective de la société israélienne*, revue Nueva Sociedad n° 302, novembre-décembre 2022.
15. *Le caractère de classe de la société israélienne*, 10/02/1972. Sur matzpen.org.

Hier OSLO, aujourd'hui PÉKIN

POR PABLO VASCO



Le 23 juillet dernier, à Pékin, les dirigeants de 14 organisations palestiniennes -dont le Hamas, l'OLP et le FPLP - ont signé un accord politique. Des représentants de la Russie, de la Turquie, de plusieurs pays arabes et du Hezbollah y ont également participé. La déclaration signée est une capitulation politique des directions nationalistes palestiniennes qui jusqu'à présent ne reconnaissaient pas l'État d'Israël, comme le Hamas, le FPLP et le Jihad islamique.

Le point 3.A note *«la conformité avec les résolutions pertinentes des Nations Unies, en particulier les résolutions 181 (partition de la Palestine en deux États ; de 1947)...»*² Ainsi, même si certaines de ces organisations combattent les forces israéliennes, elles acceptent la norme qui a permis la fondation de l'État sioniste.

Il s'agit d'une nouvelle version des Accords d'Oslo I (1993) et II (1995) par lesquels, sous la direction des États-Unis, l'OLP a reconnu Israël. Cette trahison historique a affaibli l'OLP parmi l'avant-garde et les masses palestiniennes, dont la place a été prise par le Hamas... qui tombe désormais dans le même piège.

Reconnaître l'État sioniste, c'est franchir des barrières que les organisations armées palestiniennes considéraient auparavant comme insurmontables. Par exemple, bien que dans sa nouvelle charte fondatrice de 2017, le Hamas ait déjà accepté les frontières de 1967, c'est-à-dire deux États, il maintenait toujours au point 18 qu'*«elles sont considérées comme nulles et non avenues... la résolution de l'ONU sur la partition de la Palestine»*³. Maintenant, au contraire, il a reculé pour rien.

Cette démission, ajoutée au ferme soutien des États-Unis à Israël, à la crise profonde au Liban, aux limites du Hezbollah et à la réponse

militaire presque anodine de l'Iran, a encouragé Netanyahu à redoubler son offensive.

AVEC LA RÉSISTANCE, AVEC UNE AUTRE POLITIQUE

Comme le reconnaît l'écrivain palestinien Mounir Chafiq, ancien maoïste puis islamiste, « le premier et le plus important aspect négatif de la Déclaration de Pékin, soutenue par les différents acteurs politiques palestiniens, est qu'elle a placé toutes les factions de la résistance, principalement le Hamas et le Jihad, sous couvert d'exiger l'application des résolutions internationales. Ces résolutions, depuis la première résolution 181 de 1947, qui divisait la Palestine en deux États : juif et arabe, ont été une injustice envers les Palestiniens et un cadeau pour les colons juifs entrés illégalement en Palestine sous les baïonnettes du colonialisme britannique.

*«Les Palestiniens sont tenus au niveau international, et maintenant par la Chine et la Russie, de reconnaître et de mettre en œuvre toutes les résolutions internationales qui, du début à la fin, sont injustes pour les droits palestiniens en Palestine, tandis que l'entité sioniste n'est pas tenue de reconnaître ces résolutions ou de les mettre en œuvre. n'importe lequel d'entre eux. La 'légitimité' de son existence illégale était et est toujours basée sur la résolution 181 de 1947... Nous sommes confrontés à une répétition de l'erreur des factions de l'OLP lorsqu'elles ont fait la même concession, sans aucune compensation.»*⁴

Depuis son incursion en Israël le 7 octobre 2023, le Hamas a parié sur un soutien du Hezbollah, puis insuffisant. Le Hezbollah, quant à lui, a parié sur un soutien militaire de l'Iran, décisif car il s'agit d'un État, qui n'existait pas. La section de la LIS au Liban a déjà souligné



comment Israël a profité de cette modération pour contre-attaquer⁵. La capitulation politique équivaut à se battre les mains liées. C'est pourquoi il existe un certain mécontentement parmi les bases des deux organisations. Par exemple, malgré les missiles lancés par l'Iran en avril en réponse à Israël, les sondages palestiniens eux-mêmes reconnaissent que «la majorité des Palestiniens voient cette attaque comme un spectacle ou une pièce de théâtre plutôt que comme une détermination iranienne à soutenir les Palestiniens»⁶.

Face à l'agresseur sioniste, nous sommes dans les tranchées de toutes les formes de résistance populaire palestinienne et libanaise, et nous reconnaissons la valeur de ses combattants. Mais cela ne signifie pas apporter du soutien politique au Hamas, au Hezbollah, et encore moins à l'Iran, mais plutôt maintenir une indépendance politique totale et critiquer leurs actions, leur projet capitaliste et islamiste erroné et la capitulation que signifie la Déclaration de Pékin.

LA CHINE ET LA RUSSIE, FONCTIONNELLES POUR ISRAËL

Sous une rhétorique différente de celle des États-Unis, la Russie et la Chine maintiennent une attitude permissive à l'égard du génocide israélien en Palestine et au Liban. Face aux secteurs campistes qui attribuent un caractère progressiste aux deux puissances, la réalité révèle leur rôle négatif au Moyen-Orient et sur la scène internationale.

Ni la Chine ni la Russie ne se sont jointes à la plainte de l'Afrique du Sud devant la Cour de La Haye contre l'État sioniste d'Israël pour génocide, n'ont pas rompu leurs relations avec lui et n'ont même pas retiré leurs ambassadeurs.

La Chine, qui a réussi en mars 2023 à rapprocher l'Arabie saoudite et l'Iran et qui entretient de très

bons échanges commerciaux avec les Émirats arabes unis, est désormais la clé pour parvenir à la capitulation des factions palestiniennes face à Israël via la Déclaration de Pékin.

La Chine a d'importants investissements en Israël, notamment dans les domaines des infrastructures et de la technologie, et les a maintenus tout au long du conflit. Est-ce qu'elle veut éviter le risque de nuire ses affaires en Israël si elle se rapproche de Téhéran ?

Comme se demande à juste titre Mounir Chafiq, «le rôle de la Chine se limite-t-il uniquement au côté palestinien ? Que fera la Chine de ses accords économiques, techniques et militaires avec l'entité sioniste ? Allons-nous entendre une position équilibrée qui lui imposerait au moins une partie de ce que les Palestiniens ont proposé dans la Déclaration de Pékin, par exemple reconnaître les résolutions internationales, ou arrêter immédiatement l'agression, ou prendre des mesures pour limiter le niveau énorme des accords de coopération avec l'entité sioniste?»⁷ La réponse est évidente.

La Russie n'agit pas très différemment. Lors d'une conférence avec des étudiants et des enseignants de l'Université d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) en septembre dernier, le chancelier russe Sergueï Lavrov a expliqué : «Nous avons déclaré à plusieurs reprises que garantir la sécurité d'Israël est l'un des piliers de notre position sur les affaires du Moyen-Orient. Mais il y a aussi des intérêts palestiniens. En 1948, il fut décidé de créer deux États : un État juif et un État arabe. L'État juif a été créé immédiatement. Notre pays a été le premier à reconnaître Israël. Cependant, l'État palestinien n'a pas été créé. De plus, le territoire prévu à l'époque pour le futur État palestinien a été considérablement réduit en 1967... »⁸. Et pourtant, ajoutons-nous, la Russie laisse courir Israël.

Du progressisme, zéro. 🇺🇸

ALÍ HAMMOUD, DESDE du LIBAN: "Une trêve FRAGILE"

PABLO VASCO



Nous avons interviewé le camarade Ali Hammoud, responsable de la section libanaise de la LIS, sur la brûlante situation actuelle dans le pays et dans la région.



La jeunesse libanaise, dans la résistance et la solidarité

Quelle aide ton organisation apporte-t-elle aux réfugiés à Beyrouth ? Combien de militants avez-vous rassemblés au cours de la campagne ?

Après le 7 octobre et le lancement du front de soutien depuis le Liban, il était clair que la situation allait se transformer en une guerre majeure, nous avons donc commencé à nous préparer au travail : nous avons suivi des cours de secourisme, d'assistance sociale et de formation aux premiers secours pour les blessés avec les organisations de santé et la Croix-Rouge.

Le travail des camarades consiste aujourd'hui à assurer le logement des personnes déplacées, à gérer un certain nombre de centres de collecte de matériel de première nécessité et d'abris, et à fournir les produits de première nécessité pour la constance et la vie quotidienne. Il s'agit notamment de fournir de la nourriture, des boissons, du chauffage, de l'hygiène et d'assurer la coordination avec diverses organisations sanitaires libanaises et internationales. L'Union générale des étudiants travaille également pour s'assurer que les étudiants déplacés exercent leur droit à l'éducation.

Outre notre présence dans les centres de déplacés de toutes les régions libanaises, du Akkar à Habla, en passant par la Bekaa, le Mont-Liban et Beyrouth jusqu'à Sidon, nous essayons de produire des choses à partir de zéro, même

si le siège et le blocus du Liban sont imposés. Quant à l'alimentation, outre les cuisines existantes, nous préparons un projet agricole qui commence à se concrétiser. Quant à l'habillement, en plus des dons, nous avons lancé un atelier de couture où travaillent des personnes déplacées et l'expérience sera généralisée à d'autres régions où nous sommes présents. Quant à la santé, nous avons ouvert deux cliniques jusqu'à présent, à Beyrouth et au Mont-Liban, et nous allons les étendre à d'autres régions. Les étudiants en sciences travaillent sur un projet de production d'énergie. Et tout cela en préparant des mouvements liés à la lutte pour élever la culture de résistance populaire.

Les camarades qui participent aux opérations de secours sont divisés en deux parties, la première au sein du groupe «Pour le peuple» et la seconde au sein de l'Union des étudiants. Les camarades du groupe ont un travail limité à différentes zones de Metn, à l'est de Beyrouth, et le nombre total de volontaires est de 40, avec huit responsables. Les camarades de l'Union des étudiants travaillent dans trois zones à Choueifat, Beyrouth et Tripoli, et le nombre total de volontaires est d'environ 100, avec quelques 30 responsables.

Quelle est la situation dans les combats avec les forces israéliennes ?

L'ennemi poursuit sa guerre contre le peuple libanais, qui

s'est considérablement intensifiée depuis le 17 septembre jusqu'à aujourd'hui, le nombre de martyrs atteignant quelque 3 200 et les disparus se comptant par dizaines. Le nombre de blessés a dépassé les 15 000 et 55 attaques contre des hôpitaux ont été enregistrées, dont 36 attaques directes qui ont conduit à une cessation totale des activités dans huit d'entre eux et à une cessation partielle des activités dans sept autres. Il y a eu 201 attaques contre les services d'urgence et la destruction de quelque 40 000 maisons à Beyrouth, dans le sud et dans la vallée de la Bekaa.

L'opération terrestre lancée par l'armée ennemie à la frontière sud est toujours bloquée dans les villages de la ligne de front. L'ennemi n'a pu pénétrer que sur un à trois kilomètres et a occupé et mis des pièges explosifs dans 37 villages frontaliers, les détruisant presque complètement. Mais jusqu'à présent, il n'a pas été en mesure d'avancer davantage, et le déroulement de l'opération militaire suggère un état d'impasse en raison de la réponse inébranlable des combattants du Hezbollah, qui ont été capables d'absorber les lourdes attaques qu'ils ont reçues et ont commencé à élever le niveau de leurs forces au combat, tant sur le plan défensif qu'offensif, grâce à des missiles de précision et à des drones.

En conclusion, la guerre continue. Israël bloque tout transport aérien d'aide vers le Liban. Mais les forces aériennes de l'ennemi ne peuvent pas résoudre la guerre et les batailles terrestres qu'il y a et qu'il y aura à la frontière vont déterminer les vainqueurs et les vaincus.

Comment voies-tu la déclaration de Pékin, dans laquelle le Hamas et d'autres factions palestiniennes acceptent la résolution 181 de l'ONU et donc Israël?

La déclaration de Pékin a été conclue notamment entre le Hamas et le Fatah. La conférence a réuni un total de 14 factions palestiniennes et constitue le 13e accord entre les deux parties, les 12 accords précédents n'ayant pas été mis en œuvre. Il s'agissait d'une tentative chinoise de souligner son nouveau rôle diplomatique dans la région à travers le portail de la réconciliation entre les factions pour mettre fin à la division et unifier la position palestinienne dans les négociations pour parvenir à un cessez-le-feu face à la guerre d'extermination menée par l'entité ennemie.

À cette étape fatidique de l'histoire de la question palestinienne, avec la menace de déplacer la population de Gaza vers le Sinaï et l'intention de l'ennemi de contrôler la Cisjordanie, nous voyons l'importance de mettre fin à l'état de division des Palestiniens. La nécessité d'affronter le projet sioniste se fait sentir et, à partir de là, nous soutenons toute tentative visant à mettre fin à la division au niveau interne ou international. Mais l'essence du différend entre les deux mouvements reste la même, notamment en ce qui concerne la différence de programmes politiques et les conditions d'adhésion du Hamas à l'OLP et au gouvernement de

consensus national qu'il est prévu de former pour administrer la bande de Gaza après la guerre.

Quant à la reconnaissance de l'entité ennemie par le Hamas, il s'agit d'une question ambiguë. Il convient de noter que le Hamas compte plusieurs factions et que chaque mouvement bénéficie d'un soutien régional et d'une orientation politique. Le mouvement soutenu par le Qatar et la Turquie a une orientation moins radicale que la position de l'aile militaire et sécuritaire soutenue par l'Iran. Il y a toujours des déclarations contradictoires ; la plus récente date de 2023, lorsque son leader Moustafa Abou Marzouk a annoncé à Al-Monitor que l'organisation était prête à rejoindre l'OLP et qu'elle respecterait ses engagements ; il s'est rapidement rétracté et a annoncé qu'il ne reconnaissait pas l'occupation.

Dans les termes de l'accord de Pékin on voit quelque chose de cette contradiction : ils mettent l'accent sur la réalisation de l'unité nationale palestinienne qui inclut « toutes les forces dans le cadre de l'OLP » et sur l'engagement d'établir un État palestinien indépendant avec Jérusalem comme capitale « conformément aux résolutions » pertinentes des Nations unies, puis affirment le droit du peuple palestinien à résister à l'occupation et à y mettre fin.

En revanche, notre position est claire : la Palestine, de la mer à la rivière, appartient au peuple palestinien. Mais à ce moment crucial du conflit, face à la position toujours ambiguë du Hamas, l'arrêt de l'agression est la priorité absolue. Comme nous l'avons souligné, les directions de la résistance s'attendaient à une réponse ferme de la part du gouvernement iranien, mais une trahison est venue. L'« unité des camps » face à l'attaque israélienne n'était qu'un gros mensonge. C'est pourquoi la position palestinienne a été affaiblie et l'offensive sioniste au Liban est venue s'y ajouter. Nous essayons actuellement de trouver des accords pour arrêter le massacre en cours et pour faire face au projet de déplacement de Gaza.

Que penses-tu de l'ingérence étrangère au Liban?

Pour commencer, il faut préciser que les acteurs actifs au Liban et dans la région en général sont les Américains, les Israéliens et les Iraniens, puis les Russes, qui ont une grande influence en Syrie, et enfin les Chinois, qui ont commencé à consolider leur présence après la réconciliation saoudo-iranienne qu'ils ont parrainée. Quant au rôle des Français, leur influence est limitée et toutes leurs conférences ou initiatives sont des tentatives incomplètes pour essayer de restaurer une présence et une influence défuntes.

Le 24 octobre, la France a organisé une conférence internationale visant à soutenir les efforts de trêve au Liban, à apporter un soutien financier à l'armée libanaise, à affirmer la résolution 1701 et à élire un président de la république. L'émissaire français, Jean-Yves Le Drian, a tenté tout au

long de l'année écoulée de convaincre les Libanais d'élire un président et de relancer la vie constitutionnelle dans le pays, mais en vain. Toute force politique locale ferait une concession au parti français, qui est inefficace et incapable d'imposer son acceptation d'un accord. Les États-Unis ont également tenté un plan d'ingérence internationale, mais il a été rejeté par le Liban, jusqu'à ce que l'accord a été signé pour deux mois.

Quelle est ton évaluation du cessez-le-feu?

Nous sommes aujourd'hui confrontés à une trêve fragile et les risques de reprise des combats sont élevés, surtout depuis que l'ennemi a établi ses points de contrôle dans les villages frontaliers occupés et qu'il y a des affrontements avec les civils qui retournent dans leurs villages. Par exemple, dans l'un des villages occupés, six civils ont été tués et quatre ont été arrêtés.

Toutes les guerres ne se terminent pas par une victoire, mais la plupart d'entre elles se terminent par un ajustement de l'équilibre des forces ou par des points marqués par l'une des parties au détriment de l'autre. Nous constatons que l'ennemi a été en mesure d'améliorer et de renforcer ses positions au cours de ce cycle et de forcer la séparation de la scène libanaise de la scène palestinienne, qui est le seul endroit où le slogan de « l'unité des camps » a été réalisé, loin de l'hypocrisie iranienne. Il a ainsi pu forcer le retrait de la puissance militaire du Hezbollah derrière le fleuve Litani, mais il n'a pas pu réaliser le plus important : l'occupation de tous les villages au sud du Litani et la destruction des installations militaires qui s'y trouvaient.

À partir des luttes des peuples arabes, comment parvenir à la défaite de l'État sioniste?

C'est l'une des questions les plus difficiles auxquelles notre société arabe est confrontée et la réponse prendra beaucoup de temps. Je vais essayer, dans la mesure du possible, de présenter notre vision de manière concise.

Pour commencer, nous devons souligner que la proposition de libération de la Palestine est une proposition *stratégique*. Il est de notre devoir d'expliquer aux masses, sans ambiguïté et sans tromperie, qu'il s'agit d'une position *stratégique*, en particulier lorsqu'elle est présentée comme une position *tactique directe et immédiate* par les partis politiques de l'Islam, car cela contribue à donner aux masses une fausse conscience de l'ampleur et de la nature du conflit et conduit à un nouveau déclin des masses.

Les dangers du slogan de la libération de la Palestine en tant que slogan tactique sont évidents dans les sentiments de désespoir qui pourraient s'emparer des masses arabes en général et des Palestiniens en particulier, surtout lorsque les aspirations des masses rencontrent un nouveau revers dans la bataille contre le colonialisme sioniste.

La question pour nous n'est pas tant celle d'établir un État palestinien que celle d'éliminer Israël, cette entité coloniale

d'occupation qui veut éliminer un peuple pour en installer un nouveau ; une entité qui a été implantée par l'impérialisme au cœur du monde arabe, le déchirant et l'empêchant d'achever son unité et de construire son socialisme.

L'élimination de l'entité signifie la libération complète et l'établissement d'un État palestinien dans lequel vivent tous les résidents du territoire occupé, qui garantit le droit au retour des réfugiés palestiniens et les droits de toutes les religions et ethnies.

L'entité ennemie est une base avancée pour l'impérialisme et garantit ses intérêts dans la région, et notre position sur la libération de la Palestine est la position sur la libération arabe dans son ensemble. La réalisation de progrès clairs dans la lutte internationale contre l'impérialisme contribuera à modifier l'équilibre du pouvoir international, ce qui conduira à l'arrêt ou à la modification du soutien militaire, économique et sécuritaire absolu de l'Occident à Israël.

S'appuyant sur Clausewitz, Lénine affirme que « *la guerre est un test pour tous les pouvoirs de la nation, y compris le pouvoir économique, organisationnel et militaire, comme le pouvoir du poing dépend de la santé et de la vitalité du corps politique et de la société dans son ensemble* »¹. L'élément le plus important pour faire face à l'entité occupante est d'aborder la question du retard et de la fragmentation arabes. Ce que l'on entend par retard dans les structures sociales et économiques du colonialisme féodal et du capitalisme acheteur, c'est la fragmentation structurelle et la division des entités.

Après que l'Égypte a abandonné le conflit avec l'ennemi et signé la paix -en particulier avec ce qu'il représente en tant que force militaire, économique et populaire- il est devenu très difficile de vaincre l'ennemi militairement dans une guerre conventionnelle. La guerre de 1982 en est un bon exemple. L'armée syrienne et les forces militaires libanaises ont été vaincues et l'ennemi n'a été réellement repoussé qu'aux frontières de Beyrouth. Par conséquent, les expériences de l'histoire nous ont donné une leçon de la manière la plus difficile pour les combattre. La confrontation doit prendre différentes formes, la plus importante étant d'assiéger l'entité ennemie à travers les pays du cordon et dans l'arrière-pays palestinien avec des groupes populaires armés et des forces de résistance qui ont des projets de libération nationale et qui continuent d'épuiser l'ennemi et de l'encercler, en l'isolant de l'océan, et de réengager l'Égypte et la Jordanie dans le conflit.

Comme je l'ai mentionné, la libération de la Palestine est liée à d'importants changements régionaux et mondiaux, et notre rôle de lutte en tant que communistes a été et continuera d'être de soutenir la Palestine et son peuple, et au Liban, nous, les communistes, continuerons à être ce que nous sommes : des combattants contre le sionisme. 🐻

¹ Cité par le marxiste syrien Yassin Al-Hafiz, dans son livre *The Defeat and the Defeated Ideology*

LIBAN: passé et présent d'un PEUPLE COMBATIF

VIKI CALDERA



La République du Liban fait à nouveau la une de l'actualité, aujourd'hui à cause de l'attaque israélienne, hier à cause de l'explosion du port de Beyrouth. Mais que savons-nous de l'histoire passionnante de ce pays?

Sa superficie est petite mais sa richesse, son histoire, sa beauté sont incomparables. Avec une population de sept millions d'habitants, dont près de 10 % de réfugiés palestiniens, il survit aux pillages et aux sièges qui marquent sa réalité. À l'instar du cèdre du Liban qui plonge ses racines dans les roches poreuses et survit dans les conditions les plus défavorables, son peuple est lui aussi résistant. Nous jetterons ici un bref coup d'œil sur son histoire et son présent.

TÉMOIN DES PREMIERS PAS DE L'HUMANITÉ

La richesse historique du Liban est difficile à résumer. Il suffit de dire que les premières traces humaines retrouvées dans ce pays remontent à 45 000 ans. La situation stratégique de ce territoire,

qui relie trois continents -l'Europe, l'Asie, l'Afrique- en fait un témoin privilégié du développement de l'humanité. Le Liban est le berceau de la civilisation phénicienne et un pionnier de l'agriculture, du pastoralisme et de l'écriture.

Des villes comme Beyrouth, Tyr, Byblos et Sidon ont été fondées au troisième millénaire avant J.-C. et abritent un patrimoine historique inestimable. Les Grecs anciens appelaient les habitants de ces villes et de la Syrie actuelle les *Phéniciens*, du nom de *foinix*, d'après la teinture pourpre dont ils faisaient commerce.

De la fondation de ces villes vers 2500 av. J.-C. à 332 av. J.-C., les conflits et les colonisations se succèdent: Égyptiens, Hittites, Araméens et Babyloniens occupent la région à différentes époques, jusqu'à ce qu'Alexandre le Grand prenne Tyr et s'y avance. En d'autres termes, avant Jésus-Christ, l'Empire romain occupait déjà le Liban. En 312 après J.-C., l'empereur Constantin se convertit au christianisme et, à partir de ce moment-là, cette religion commence à y être présente.

Puis, en 638, les musulmans ont pris le pouvoir dans toute la région, et des luttes féroces entre

dynasties ont eu lieu jusqu'en 1516, lorsque la Grande Syrie -dont la Palestine et le Liban- a été conquise par les Turcs ottomans, qui l'ont gouvernée pendant plus de 400 ans.

LE CAPITALISME A AGGRAVÉ LES DIFFICULTÉS

Au XIXe siècle, un puissant mouvement nationaliste s'est développé au Liban, luttant pour se libérer de l'Empire ottoman. Les puissances impérialistes européennes ont profité de cette énergie indépendantiste pour inciter ces peuples à combattre pendant la Première Guerre mondiale en s'unissant à leurs intérêts, avec la promesse de créer un État arabe indépendant, ce qui ne s'est jamais produit. Au contraire, une fois victorieuses, les puissances colonialistes ont pris la place de l'Empire ottoman.

En 1916, la Grande-Bretagne et la France signent l'accord Sykes-Picot qui définit le partage du Moyen-Orient en cas de victoire sur les Ottomans. Les promesses faites aux Arabes de se battre à leurs côtés n'ont pas été prises en compte dans les négociations. Ainsi, à la fin de la Première Guerre mondiale, les Arabes ont élu un Congrès national afin d'établir le principe de la souveraineté dans la région, mais leur sort avait déjà été réglé par d'autres : la France et la Grande-Bretagne ont réclamé à la Société des Nations les mandats qu'elles avaient secrètement convenus en 1916, et finalement, en 1920, le mandat français sur le Liban et la Syrie et le mandat britannique sur l'Irak et la Palestine ont été établis. Les frontières fictives imposées par cet accord aux peuples arabes sont à l'origine d'une grande partie des conflits et des souffrances de la région.

MANDAT FRANÇAIS, GUERRE, INDÉPENDANCE

Selon l'article 22 du traité de Versailles, les mandats sont des territoires ayant appartenu aux puissances perdantes (l'Allemagne et l'Empire ottoman) et devant être administrés par les vainqueurs (la Grande-Bretagne et la France). Ils étaient de trois types : (a) ceux dont le niveau de développement était considéré comme pouvant accéder rapidement à l'indépendance, (b) ceux peu développés et en proie à des conflits internes, et (c) les territoires très éloignés de l'Europe.

Le Liban était considéré comme un mandat de type (a), mais son indépendance, promise par la France en 1936, n'est arrivée qu'après la Seconde Guerre mondiale.

En 1941, après la chute de la France face à

l'Allemagne, la Grande-Bretagne a occupé le Liban et la Syrie dans le cadre de l'opération Exporter. En 1943, le Liban déclare son indépendance, les Français la rejettent et emprisonnent le président et les membres du cabinet. Mais leur pouvoir est fortement affaibli et ils doivent l'accepter. En 1946, les dernières troupes françaises se retirent du pays.

UN RÉGIME POLITIQUE UNIQUE

L'indépendance est proclamée par un compromis -appelé pacte national- entre chrétiens et musulmans : les chrétiens acceptent que le Liban soit un pays arabe, tandis que les musulmans renoncent à leurs prétentions à l'unification avec la Syrie. Une forme unique de gouvernement est mise en place : une république parlementaire confessionnaliste. C'est à dire, le parlement élit un président chrétien maronite, un premier ministre musulman sunnite et le porte-parole du parlement doit être chiite. Cela est basé sur le recensement de 1932, où la majorité de la population était maronite. Plus de 90 ans plus tard, la proportion a changé et les musulmans représentent aujourd'hui 60 %, mais les gouvernements refusent de procéder à de nouveaux recensements. En outre, depuis 1989, la composition du parlement est déterminée par l'appartenance religieuse : les 128 sièges sont répartis à parts égales entre les factions chrétiennes et musulmanes, soit 64 chacun.

LA GUERRE CIVILE

L'équilibre religieux imposé par le *pacte national* a commencé à s'effriter. Le gouvernement libanais répond aux élites chrétiennes et à l'impérialisme occidental, tandis que la population ouvrière, avec une forte présence de réfugiés palestiniens arrivés avec les exodes de 1948 et 1967, s'identifie davantage au panarabisme et à la gauche. En 1975, des affrontements armés ont éclaté dans tout le pays entre les nationalistes de droite, chrétiens et pro-occidentaux, d'une part, et les organisations de gauche et palestiniennes, d'autre part. Le gouvernement demande l'intervention de la Ligue arabe, dont la force se compose principalement de soldats syriens, qui combattent les organisations de gauche.

Entre 1978 et 1982, Israël, en alliance avec les chrétiens, attaque les organisations de gauche et palestiniennes. Il sème le chaos au Liban avec des attentats à la voiture piégée qui tuent des centaines de civils. Selon le journaliste israélien Ronen



Bergman, l'objectif principal était de «faire pression sur l'OLP pour qu'elle utilise le terrorisme comme justification d'une invasion du Liban»¹.

Israël finit par occuper le Liban. En 1982, le Hezbollah -le Parti de Dieu- est fondé dans le feu de la résistance à l'invasion israélienne. Il gagne en prestige dans la confrontation avec l'impérialisme face à la défection des directions traditionnelles comme l'OLP.

En 1990, la paix est signée. Mais l'occupation syrienne au nord et à l'est libanais a duré jusqu'en 2005 et l'occupation israélienne au sud jusqu'en 2000. En 15 ans de guerre civile, 250 000 personnes sont mortes, un million ont été blessées et un autre million a quitté le pays.

LA « ECONSTRUCTION »

Les puissances impérialistes, prétextant la dévastation causée par la guerre civile, ont forcé le Liban, avec la complicité des gouvernements locaux, à contracter des dettes impayables qui impliquaient une plus grande domination et un plus grand contrôle du pays, mais aucune amélioration pour les masses. Si en 2007, la dette extérieure libanaise représentait 180% de son PIB, aujourd'hui ce chiffre est de 320%. La « reconstruction » capitaliste a inclus une attaque systématique contre les syndicats. Par conséquent, en l'absence de leurs propres organisations, les travailleurs ont participé de manière indépendante aux luttes et insurrections qui ont suivi.

L'affaiblissement des États-Unis au Moyen-Orient à la suite de la crise économique mondiale de 2008 et de leurs échecs militaires en Irak et en Afghanistan a permis à l'Iran -partenaire de la Russie et de la Chine- d'accroître son influence dans

l'ensemble de la région, en particulier au Liban par le biais de son allié, le Hezbollah.

LE PRINTEMPS ARABE

Les révoltes qui ont commencé en Tunisie en 2011 et se sont répandues dans tout le Maghreb ont également trouvé un écho au Liban. Bien que les protestations n'aient pas été aussi intenses que dans d'autres pays arabes, avec la jeunesse au premier plan, des manifestations ont eu lieu contre le régime politique sectaire, la corruption et la crise économique. En 2012, la guerre civile syrienne a durement touché le pays, provoquant des affrontements qui ont duré jusqu'en 2017. Entre 2009 et 2018, il n'y a pas eu d'élections au Liban et le parlement a prolongé son mandat à plusieurs reprises. Lors des élections de 2018, le Hezbollah a triomphé et obtenu la majorité parlementaire.

LA RÉVOLUTION RENÂÎT DE SES CENDRES

Les conditions de vie des masses libanaises se dégradent et les inégalités se creusent à un rythme alarmant : alors que la majorité de la population vit dans la pauvreté et la misère, les banques et le secteur privé liés aux partis au pouvoir s'enrichissent scandaleusement. La dette extérieure accapare toutes les ressources du pays et des plans d'ajustement sauvages sont imposés, notamment des taxes impayables et des restrictions bancaires à la population.

Dans ce contexte, le gouvernement impose une taxe sur WhatsApp et la colère déclenche une puissante rébellion. Pour la première fois depuis des décennies, les différences religieuses imposées d'en haut sont dépassées et les revendications s'opposent

à tous les secteurs qui ont gouverné ces 30 dernières années. Les revendications sont démocratiques, pour mettre fin au régime confessionnel et pouvoir choisir librement, mais aussi économique: on demande de cesser de payer la dette et d'allouer ces fonds aux besoins sociaux urgents. La rébellion a réussi à évincer le Premier ministre Saad Hariri en octobre 2019.

L'EXPLOSION DE LA CORRUPTION ET DE LA NÉGLIGENCE

Le 4 août, une explosion brutale dans le port de Beyrouth a dévasté la moitié de la capitale, faisant des centaines de morts, des milliers de blessés et plus de 300 000 sans-abri. Il s'agit d'une crise humanitaire profonde. Alors que la population se mobilise massivement pour éteindre les incendies, déblayer les décombres et venir en aide aux blessés, le gouvernement démontre son inutilité face à la catastrophe et devient responsable de celle-ci, puisqu'il a ignoré les avertissements répétés sur le danger de stocker 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium dans le port.

Une fois de plus, l'indignation déborde et toutes les revendications d'une crise économique et politique très profonde et non résolue s'expriment à nouveau massivement dans les rues. Les manifestations ont été brutalement réprimées mais n'ont pas faibli et se sont terminées par le limogeage du Premier ministre Hassan Diab en août 2020. Le nouveau premier ministre n'a été nommé que 13 mois plus tard, en septembre 2021: Najib Mikati, le patron le plus riche du Liban, dont l'objectif principal du gouvernement était d'obtenir un plan de sauvetage financier du FMI.

NOUVELLES ÉLECTIONS, RÉGIME AFFAIBLI

Au milieu d'une grave crise économique, avec une inflation supérieure à 150%, une augmentation de 500% des transports et une dévaluation de la livre libanaise de près de 100%, des élections ont eu lieu en mai 2022. D'une part, l'alliance entre l'establishment financier et religieux et le Hezbollah, qui dans les quartiers qu'il contrôle est allié aux éléments les plus corrompus du pouvoir, s'est confirmée. D'autre part, il est apparu que l'« opposition » recevait de l'argent de la mafia bancaire locale et de l'administration américaine. Même faible, le régime a réussi à se maintenir.

Mais l'abstention atteint près de 60 %, expression de la colère et aussi des difficultés concrètes de la

population: pour aller voter, il faut se rendre dans son lieu d'origine, le billet est très cher, les banques ont aussi imposé des restrictions sur les retraits d'argent. Autre fait marquant, les candidats de la société civile, qui n'avaient obtenu qu'un seul siège en 2018, en ont cette fois obtenu 13. Selon nos camarades libanais, cela reflète le grand rejet des partis traditionnels, la volonté des travailleurs et des jeunes de participer politiquement, et le fait que l'ancien régime de pouvoir peut être brisé.

Aucun des partis du système sectaire n'a atteint la majorité et c'est pourquoi tous les accords parlementaires sont faibles. Toujours au service des puissants et des étrangers au détriment du peuple libanais, ils font même d'énormes concessions au sionisme. Bien que confirmé par de nombreuses études, le président, le gouvernement et le parlement ont refusé de reconnaître la ligne 29 -dernier point de la frontière maritime libanaise- avec ses richesses gazières et pétrolières comme leur appartenant, dans une cession de souveraineté sans précédent à Israël.

LE MILITANTISME AU CŒUR DU NOUVEAU CHAOS

Le génocide palestinien et le siège brutal du Liban par le fasciste Netanyahou ouvrent un nouveau chapitre dans l'histoire de ce peuple militant. La crise accentue les frictions politiques internes entre la droite maronite et sunnite et les secteurs chiïtes. Dans le sud du pays, la situation est critique, avec une trêve fragile qui comprend le retour des personnes déplacées et des points de contrôle israéliens.

Parmi les jeunes voix du changement qui s'élèvent en 2019 et 2020, il y a celles des militants qui aujourd'hui, de la section libanaise de la LIS et dans le cadre de la résistance populaire, contribuent à aider les réfugiés au milieu de la catastrophe humanitaire. Une fois de plus, comme le cède dans les montagnes, même dans les conditions les plus défavorables, ce peuple renaît. La tâche stratégique consiste à s'organiser en une force politique qui unit et oriente les revendications de tous les secteurs exploités et opprimés vers une victoire révolutionnaire au Liban et dans l'ensemble du Moyen-Orient. 🌍

1. Bergman, Ronen; *Rise and Kill First: The Secret History of Israel's Targeted Assassinations*.

2. <https://www.bbc.com/mundo/noticias-internacional-58545226>

3. <https://lis-isl.org/2022/05/18/libano-un-equilibrio-de-poder-cambiante/>

L'IRAN, d'une RÉVOLUTION OUVRIÈRE ET POPULAIRE à la domination du FONDAMENTALISME ISLAMIQUE

VERÓNICA O'KELLY



À la fin de l'année 1978, le monde assiste à une révolution inédite. Selon l'impérialisme occidental, il s'agit d'une révolution « islamique ». Mais l'histoire a prouvé qu'il s'agissait d'une véritable révolution, avec ses propres caractéristiques : l'Iran connaissait une puissante montée de sa classe ouvrière et de sa jeunesse. Dans une interview qu'il a donnée au Brésil sur la révolution iranienne, Nahuel Moreno l'a définie comme « l'un des plus grands processus révolutionnaires », présentant même certaines caractéristiques similaires à celles de la Révolution russe ¹

Quarante-cinq ans après ces événements, l'Iran est un pays gouverné par le fondamentalisme islamique. Il est régi par l'oppressante *charia*, la législation religieuse qui, avec le Coran, régit tous les aspects de la société musulmane. Pour comprendre ce processus fascinant, il est essentiel de connaître l'histoire de ce

peuple, dont l'ADN est gravé dans l'anti-impérialisme et la lutte pour la survie et la liberté.

DES SIÈCLES DE CIVILISATION

Il est impossible de comprendre le nationalisme et l'anti-impérialisme de la tradition islamique sans en connaître les racines. La société islamique a joué un rôle fondamental dans le développement de l'humanité. Ces populations, avec l'essor de leur civilisation, ont répandu le commerce à travers tout le Moyen-Orient et la Méditerranée. En reliant ces régions, elles ont rassemblé différentes traditions qui, au fil des siècles, ont laissé leur empreinte culturelle. C'est dans le monde perse et arabe que les premiers établissements urbains ont vu le jour.

Les régions fertiles étant peu nombreuses, la concurrence pour les obtenir était féroce et ceux

qui se trouvaient dans des conditions inférieures étaient expulsés vers le désert. Le développement de ces groupes a donné naissance aux *Bédouins*, des guerriers nomades qui attaquaient les tribus, les villages et les caravanes commerciales à la recherche de nourriture et de ressources. Au fil du temps, les Bédouins se sont alliés à la bourgeoisie arabe qui a acquis du pouvoir grâce au commerce. Cette alliance a permis à la bourgeoisie arabe d'étendre ses marchés et de dominer le sud de l'Espagne, toute l'Afrique du Nord et jusqu'à l'Indus.

Pour commercer, le monde islamique a développé une culture de tolérance et de coexistence avec le monde non musulman. Il était plus rentable d'intégrer ces populations en tant que clients ou partenaires que de s'engager dans une guerre. Pendant des siècles, même sous la domination musulmane, la coexistence avec les juifs et les chrétiens s'est faite sous le signe de l'intégration. L'exemple de la Palestine l'illustre bien et, en même temps, comment le sionisme a détruit cette tradition.

Puis, à partir de l'Occident, des secteurs commerciaux européens ont lancé les croisades. Sous la croix et l'épée, ils ont semé la terreur à travers la Méditerranée, tentant de conquérir les marchés contrôlés par la bourgeoisie arabe. L'impérialisme européen a été vaincu dans son objectif de domination, bien qu'il ait réalisé d'importantes conquêtes qui ont marqué le monde arabe de leur empreinte. L'Islam a perdu le contrôle de la Méditerranée et a dû retourner dans le désert à la recherche de marchés.

L'impérialisme européen, puis américain, a toujours tenté d'influencer l'Islam pour dominer le territoire arabe. En Iran, ils ont soutenu le shah Pahlevi, qui avait promis de leur être loyal et d'«occidentaliser» le peuple. Mais ni le shah ni l'impérialisme n'ont réalisé que la fibre anti-impérialiste du peuple iranien était latente et que, par la suite, des sentiments d'indépendance islamique et de classisme allaient gagner une force inattendue.

L'OURAGAN GRANDIT

Le shah Pahlevi était l'héritier de Reza Khan qui, en octobre 1925, avait pris le pouvoir à la suite d'un coup d'État militaire, instaurant une dictature et forçant le parlement à le nommer shah. En 1941, il abdique en faveur de son fils, Mohammed Reza Pahlevi, le nouveau shah, qui, des années plus tard, subira de plein fouet la colère du peuple islamique.

Ce nouveau chah se présente au monde comme un représentant de la modernité au milieu de régimes

arabes rétrogrades et belliqueux. Mais en 1979, le vrai visage de la monarchie que le peuple iranien avait affronté et dénoncé a été révélé : un régime aristocratique basé sur une répression sauvage, dont les tortures brutales de la Savak² constituaient l'une des principales caractéristiques.

Le shah Pahlevi était une marionnette de l'impérialisme américain. Alors que la production de pétrole augmentait, la population s'enfonçait dans la pauvreté, avec des salaires bas et des conditions de travail épouvantables. Dans les années 1950,



l'Iran est en proie à des troubles sociaux et risque de tomber dans l'orbite soviétique, ce qui mettrait en péril l'approvisionnement en pétrole de l'Occident. Aux États-Unis, la paranoïa anticommuniste s'accroît et l'Iran devient un centre d'intérêt pour la CIA et l'ensemble de l'impérialisme.

Les politiques répressives du shah et de la Savak s'aggravent. Même les réformes cosmétiques de la *révolution blanche*³ ont accru la répression et, partant, le mécontentement des masses à l'égard du régime. En 1962, le shah approuve l'interdiction du port du voile par les femmes dans les conseils municipaux et provinciaux, tout en supprimant l'obligation pour les *majilis*⁴ de croire au Coran. Ces mesures, parmi d'autres, lui ont donné l'image d'un «ennemi de l'Islam».

Les religieux de Qom, ville sainte pour les chiïtes, décident d'affronter le chah. Ils appellent à la grève générale et sont durement réprimés. Dans la foulée émerge un imam qui deviendra un acteur majeur de l'histoire iranienne: Khomeini, qui sera emprisonné puis déporté. L'insurrection est vaincue, mais elle marque le début de la grande tempête.

Au cours de cette décennie, l'économie iranienne se développe grâce au pétrole. En septembre 1960, l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït, le Venezuela, premiers producteurs mondiaux de pétrole, fondent l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de

pétrole. Ils cherchent à contrebalancer le poids des compagnies pétrolières impérialistes: Standard Oil, Royal Dutch Shell, Mobil, Gulf Oil, British Petroleum et Standard Oil of California.

Mais la grande richesse générée par le pétrole n'est pas allée au peuple travailleur iranien. Au contraire, elle s'est concentrée entre les mains d'une petite élite -qui a négocié avec les multinationales pétrolières- et de la monarchie Pahlevi, qui a fait étalage de sa richesse lors de fêtes grandioses avec la royauté et le show-business international. Pendant ce temps, les *moudjahidines*⁵ bombardent et combattent le régime dictatorial avec une force croissante. La classe ouvrière ne supporte plus les conditions de vie épouvantables et, à la fin des années 1970, les grèves et les mobilisations se multiplient.

LA RÉVOLUTION OUVRIÈRE ET POPULAIRE ÉCLATE

Entre 1976 et 1977, la mobilisation et les grèves se multiplient. En 1978, une grève des travailleurs du pétrole paralyse le pays pendant 33 jours, causant des millions de dollars de pertes pour l'impérialisme. Le 8 septembre, l'armée du shah assassine des milliers de manifestants à Téhéran, ce qui provoque une nouvelle indignation et une nouvelle grève générale du secteur est déclenchée, cette fois par l'ensemble des travailleurs des raffineries du pays.

En l'absence d'une direction révolutionnaire, les *mollahs*⁶ sont progressivement devenus les dirigeants de la population rurale et urbaine iranienne, en grande partie illettrée. Pendant ce temps, Khomeini, depuis son exil, incite les masses à mettre fin à la tyrannie du shah détesté.

Toute la force de la classe ouvrière iranienne s'est manifestée et a mené une révolution contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression. Ce processus a donné naissance à des organes d'autodétermination ouvrière jusqu'alors inconnus dans le monde arabe : les *shoras*. Ces conseils ont été créés essentiellement dans les usines, comme instrument de décision et de mobilisation du prolétariat industriel.

Ce mouvement s'est associé à la milice populiste de gauche des *moudjahidines* et au clergé *chiite*⁷ fortement lié à la bourgeoisie de *bazar*, deux secteurs déplacés par le régime du shah. Khomeini, devenu *ayatollah*⁸, se positionne comme la référence pour ces classes.

Le 1er février 1979, Khomeini rentre d'exil en Iran et prend le pouvoir. Il nomme Bazargan Premier ministre et appelle à «l'ordre» et au «retour au travail».

Bien que jouissant d'une position indépendante de l'impérialisme, Khomeini est un défenseur du système capitaliste et, en raison de son caractère de classe, il se consacre à rétablir l'ordre afin que la bourgeoisie puisse poursuivre ses affaires.

Mais la classe ouvrière iranienne continue à se lever et à organiser des coordinateurs de *shoras* dans tout le pays. Malheureusement, en l'absence d'une direction révolutionnaire capable de mener toute cette force sociale dans une voie résolument anti-impérialiste, anticapitaliste et socialiste, la contre-révolution a commencé à agir rapidement.

LA RÉPONSE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

À ce stade, trois événements marquent la dure offensive contre-révolutionnaire :

- En décembre 1979, la bureaucratie soviétique envahit l'Afghanistan pour contenir la mobilisation des peuples islamiques à l'intérieur des frontières de l'URSS.
- L'Irak, avec le soutien de la bureaucratie soviétique, des États-Unis et des compagnies pétrolières, attaque militairement l'Iran, déclenchant ainsi la guerre Irak-Iran.
- L'État sioniste d'Israël envahit le Liban, provoquant un affaiblissement qualitatif de l'OLP.

De son côté, Khomeini, acculé, lance une offensive contre les *shoras*, les *moudjahidines* et les nationalités opprimées, c'est-à-dire contre l'avant-garde de la révolution. En 1981, il a triomphé et vaincu la révolution. Ce fut une lutte acharnée, marquée par la répression de la gauche iranienne et des militants ouvriers du pétrole, dont le classisme était inacceptable pour les *mollahs*.

Le Tudeh, le parti communiste qui avait soutenu Khomeini contre le chah, est persécuté et interdit en 1983. Le même sort est réservé à l'ensemble de l'opposition. Une fois au pouvoir, Khomeini lance une répression massive contre la classe ouvrière et la jeunesse universitaire, licenciant plus de 60 000 enseignants et employés de l'État, emprisonnant et assassinant des milliers de militants d'opposition.

Dès lors, une nouvelle étape de la domination bourgeoise dans le pays a commencé: celle du fondamentalisme islamique, avec sa *charia* rétrograde et oppressive, ses accords avec l'impérialisme et la poursuite du capitalisme. La défaite de la révolution iranienne et la consolidation du gouvernement théocratique fondamentaliste islamique sont le résultat de la lutte des classes, au-delà des composantes religieuses et culturelles.

L'IRAN DES MOLLAHS

Khomeini, en tant que chef religieux suprême, a monopolisé le pouvoir et instauré un régime dictatorial. Les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire sont subordonnés aux *ayatollahs*. Mais les conflits n'ont jamais disparu et, aujourd'hui encore, il existe des crises politiques et des frictions entre les secteurs conservateurs et réformistes. En outre, il existe des processus de lutte pour les revendications sociales et démocratiques menés par la classe ouvrière, les femmes et les jeunes :

- En 1998 et 1999, les étudiants universitaires ont organisé des marches massives pour protester contre l'autoritarisme du régime.
- En 2010, le mouvement dit «vert» a exigé la transparence du processus électoral, avec d'importantes mobilisations.
- Début 2011, les rues du pays se sont à nouveau remplies de milliers de manifestants protestant contre le régime répressif.
- Entre 2017 et 2020, les luttes sociales et les grèves de travailleurs se multiplient face à la hausse des prix du carburant et des autres produits.
- En 2022, la jeune femme kurde Mahsa Amini a été arrêtée par la «police morale» parce qu'elle ne portait pas de *hijab* en public et est décédée, ce qui a suscité de vives protestations.

Toutes ces luttes sociales ont été violemment réprimées. Reconnaître les contradictions du régime iranien avec les États-Unis et Israël ne peut en aucun cas justifier ces crimes internes, comme le font les courants campistes, ni sa manipulation politique de la cause palestinienne.

L'IRAN AUJOURD'HUI

Les exportations de pétrole sont la principale source de revenus de l'Iran. En 2023, l'Iran était le septième producteur mondial de pétrole, représentant 5 % de la production mondiale cette année-là⁹. Malgré les sanctions qui bloquent le commerce du pétrole, le pays vend des millions de barils sur le marché mondial, surtout à la Chine.

Malgré cela, l'économie iranienne reste dépendante du marché mondial, car son industrie est insuffisante, en particulier la branche alimentaire. Le rial, la monnaie iranienne, est fortement dévalué (1 dollar = 42 000 rials) et l'inflation atteint presque 55% par an. Selon les données de la Banque mondiale, le PIB par

habitant de l'Iran en 2023 était de 4 500 dollars (contre 81 695 dollars aux États-Unis et 52 261 dollars en Israël).

Les relations des gouvernements iraniens successifs avec l'impérialisme américain sont restées tendues. Le successeur de Khomeini, l'ayatollah Ali Khamenei, maintient une ligne d'opposition au sionisme et aux États-Unis. Pendant une courte période de l'administration Obama, les relations ont semblé se normaliser: ils ont signé des accords contre la course aux armements nucléaires en échange de la fin des embargos qui étouffent l'économie iranienne, en particulier la vente de pétrole, son principal produit d'exportation.



Mais cette lune de miel a pris fin avec la première administration Trump, qui a repris les sanctions d'embargo et la ligne de la « guerre contre le terrorisme »¹⁰. Lors de la dernière campagne électorale, Kamala Harris a qualifié l'Iran de « force déstabilisatrice et dangereuse » et de « plus grand adversaire » des États-Unis.

Le régime réactionnaire et antidémocratique des *mollahs* opère sous le contrôle quasi absolu du Conseil des gardiens¹¹. Cette situation, associée à la crise économique et à la baisse du niveau de vie, génère des troubles sociaux et des protestations.

Lors des dernières élections présidentielles de juillet 2024, seuls six candidats sur 80 ont été autorisés à se présenter. Le taux de participation au premier tour a été faible: 40%, soit le taux le plus bas depuis 1979. Au second tour, il était de 49 % et le réformiste Masoud Pezeshkian a battu le conservateur Saïd Djalili. Le nouveau président a promis de sortir l'Iran de son isolement, en rétablissant les accords avec l'impérialisme sur les armes nucléaires en échange de la suspension des embargos. Il a également critiqué la police des mœurs, prévoit d'assouplir les contrôles sur

Fondamentalisme islamique

- Au Moyen-Orient, le fondamentalisme islamique a été encouragé par l'impérialisme américain et le sionisme lui-même. Dans les années 1980, la CIA américaine et le Mossad israélien ont financé la création du Hamas et du Hezbollah afin de réduire l'influence des dirigeants nationalistes palestiniens laïques de l'OLP.
- La CIA a également été impliquée en Afghanistan en 1978. Une fois le régime réactionnaire de Daud renversé, dans le cadre du processus appelé *révolution de Saur*, l'impérialisme a monté l'opération Cyclone pour financer les mercenaires moudjahidines contre-révolutionnaires : les *djihadistes*¹².
- Les *talibans* afghans ont également été financés par l'impérialisme, en l'occurrence Unocal, une société américaine qui voulait s'emparer de l'exploitation du pétrole et du gaz en Afghanistan. En 1996, ils s'emparent de Kaboul et s'étendent en ajoutant des *moudjahidines* à l'armée *talibane*. Les accords n'ont pas duré et les tensions se sont accrues. Le 11 septembre 2001, les Tours jumelles ont été attaquées et, en réponse, les États-Unis ont envahi l'Afghanistan et déclaré la guerre au fondamentalisme islamique.
- Ce courant a des racines plus anciennes. Les Frères musulmans, apparus en Égypte en 1952, en sont l'aile la plus répandue. Lorsque Nasser a nationalisé le canal de Suez en 1956, les États-Unis ont tiré la sonnette d'alarme et la CIA a aidé à former ces fanatiques religieux pour les utiliser contre les mouvements nationalistes et indépendants. Après la Seconde Guerre mondiale, le fondamentalisme islamique est devenu de plus en plus réactionnaire.
- Contrairement à d'autres secteurs qui proposent de coexister avec le monde non islamique, ils ont un caractère violent avec de forts éléments néo-fascistes.
- L'Iran est à la tête de ce que l'on appelle «l'axe de la résistance»¹³, une alliance souple de pays islamiques et de groupes armés. La Syrie, le Hezbollah, le Hamas, les Houthis au Yémen et les milices chiites en Irak, en Afghanistan et au Pakistan. Le gouvernement iranien apporte un soutien financier, militaire et technologique.


le port du hijab et de décriminaliser la consommation de certaines drogues. Cependant, il se décrit comme un «*principiste*», c'est-à-dire qu'il adhère aux principes de la République islamique, et «*c'est à partir de ces principes que nous cherchons à faire des réformes*».

Quant aux confrontations avec Israël, qui a perpétré des assassinats à Téhéran et attaqué des installations militaires iraniennes, au-delà d'un discours dur, les réponses militaires persanes ont jusqu'à présent été modérées et toujours accompagnées d'un avertissement préalable. Plus d'un an après le génocide de Gaza puis les attaques sionistes au Liban, l'Iran continue de privilégier ses propres intérêts -comme son programme nucléaire- au détriment du soutien politique et militaire fort qu'il a promis à la cause palestinienne.

Pour notre part, nous continuerons à soutenir les luttes de la classe ouvrière iranienne, qui a une longue tradition militante, ainsi que les revendications démocratiques des femmes, des étudiants et d'autres secteurs populaires. Sur cette voie, nous encourageons la construction d'une direction socialiste et révolutionnaire en Iran.

QUELQUES FAITS ET CHIFFRES

- Population : 87 millions d'habitants

- Langue : persan (farsi)
- Économie : agriculture et pétrole
- Religion : islam chiite
- Taux de chômage : 9,1%
- Développement nucléaire 

1. Interview publiée par Cadernos Socialistas, revue brésilienne de théorie marxiste, dans un dossier spécial sur la révolution iranienne.
2. La police secrète du shah, mise en place avec le soutien de la CIA. Elle pratique la terreur en persécutant, torturant, assassinant les opposants au régime.
3. Les réformes visant à moderniser le pays ont été superficielles. Elles ont entraîné un énorme développement de l'appareil répressif de l'État et réduit le poids social et politique de la bourgeoisie traditionnelle du bazar.
4. Parlementaires.
5. Dans l'islam, un moudjahid est une personne qui consacre sa vie au combat militaire. En Iran, les moudjahidines étaient un groupe de guérilla petit-bourgeois de gauche qui luttait contre le shah.
6. Le clergé chiite, lié à la bourgeoisie de bazar.
7. Faction religieuse musulmane qui considère Ali comme le successeur légitime de Mahomet.
8. Le plus haut responsable religieux chiite.
9. Données de l'Institut brésilien du pétrole et du gaz.
10. C'est ainsi que les États-Unis ont appelé la réponse militaire lancée par Bush après l'attaque des Tours jumelles.
11. Composé de six religieux et de six juristes, tous nommés directement ou indirectement par l'ayatollah. Parmi ses fonctions, le Conseil autorise les nominations électorales et soutient le président.
12. Dans l'islam, le djihad désigne une obligation religieuse. Le djihadisme l'a transformé en obligation militaire.
13. Ce nom a été défini en réponse à Bush qui, en 2002, a qualifié le groupe composé de l'Iran, de l'Irak et de la Corée du Nord d'«axe du mal». L'objectif de l'«axe de la résistance» est de battre le sionisme.

Entretien avec ZHALEH SAHAND, trotskiste IRANIENNE indépendante

Que pensez-vous du nouveau génocide qui commet Israël?

L'occupation israélienne de la Palestine et sa guerre génocidaire contre le peuple palestinien ont commencé il y a 76 ans. Toute entité qui tente de pointer du doigt l'attaque perpétrée par le Hamas le 7 octobre 2023, la présente comme une attaque terroriste isolée venue de nulle part, ou la perçoit comme une action offensive, et non comme faisant partie de la ligne de défense de la stratégie de guerre du Hamas contre Israël, aboutira inévitablement à une conclusion erronée. C'est donner lieu à un plus large éventail d'apologistes qui souhaitent fermer les yeux sur 76 ans d'effusion de sang continue par Israël contre le peuple de Palestine, qui, selon l'article 51 de la Charte des Nations unies, a le droit de se défendre dans un territoire occupé, sur sa propre terre.

Peu importe ce que le professeur Geir Ulfstein a expliqué dans son article sur l'éventuel acteur non étatique (Hamas), «Israël n'a pas le droit d'utiliser la force sur un territoire où le peuple palestinien a le droit d'exercer son droit à l'autodétermination»¹. Que la Palestine soit représentée par l'OLP ou par une puissance territoriale telle que le Hamas, Israël reste un occupant en Palestine et toutes les règles de l'article 51 s'appliquent.

L'État illégal et assassin d'Israël a déjà massacré plus de 75% des habitants de Gaza, et le droit à l'autodéfense par tous les moyens nécessaires est un droit juste que possède chaque Palestinien. Cela ne signifie pas que le droit du Hamas à l'autodéfense ou à mener une attaque offensive contre Israël en Palestine occupée efface notre droit à critiquer inconditionnellement son programme bourgeois, son retard économique et politique, ses changements, ses résolutions et ses limitations démocratiques. Notre organisation phare au sein du mouvement palestinien est le BDS, que de nombreux militants iraniens et moi-même soutenons et suivons de façon inconditionnelle.

Comment voyez-vous le rôle de l'Iran dans la cause palestinienne ?

De nombreux membres du mouvement socialiste



révolutionnaire iranien, et moi-même, préférons ne pas examiner de l'extérieur la nature politique et l'authenticité du soutien du régime islamique iranien au peuple palestinien. Mais dans le cadre et la dynamique de pouvoir des leçons tirées du socialisme classique et de sa vision matérialiste de l'histoire et de la politique dans notre région, ma première impression peut être : qui de sensé, dans notre monde d'aujourd'hui, peut regarder la fureur déchaînée d'Israël attaquant tout et tous ceux qui résistent à sa barbarie, et ne pas essayer de soutenir le peuple palestinien et ses droits inébranlables à l'autodéfense, à la récupération de sa terre, à la création d'un État palestinien qui ouvre ses bras à tous, y compris aux occupants israéliens, pour vivre sur une seule terre, dans un seul État et dans un État démocratique pour tous ?

Si ce n'est pas le cas, ma deuxième impression est que, compte tenu de la nature politique du régime iranien, il s'agit d'un régime théocratique et autoritaire ; un régime théocratique et autoritaire au bilan sanglant de massacres de son propre peuple et d'innombrables militants politiques et communistes, qui alimente largement le fossé entre riches et pauvres, qui pousse la classe ouvrière à la plus grande misère et exalte les riches et la classe capitaliste comme jamais auparavant, qui démontre son allégeance au capitalisme mondial en se plaçant parmi eux par les signaux qu'il envoie et les plans socio-économiques qu'il adopte en temps réel, il a sérieusement besoin d'un bloc qui lui soit propre dans la région, même s'il est arbitraire et basé sur des gestes symboliques, afin de garantir sa survie et de se protéger des désastres en cas d'attaque extérieure, et dans un besoin mutuel de conformité monétaire, idéologique ou politique, afin d'acheter la crédibilité et le silence face à ses 45 années d'oppression de classe des travailleurs iraniens et de destruction

des fondements de la démocratie, par le biais d'un vide de pouvoir accepté par divers groupes du mouvement diversifié en Palestine.

Il est regrettable que le mouvement palestinien n'ait pas produit suffisamment d'entités et de groupes en son sein pour soutenir le mouvement révolutionnaire iranien et contre ce régime criminel. Nous le voyons clairement et nous ne glorifions pas tous les aspects du mouvement palestinien, mais nous nous sommes engagés à soutenir inconditionnellement et ensemble le peuple palestinien, mais à soutenir de manière critique les entités et les organisations du mouvement palestinien avec lesquelles nous sommes entièrement d'accord, non pas sur leurs programmes, mais sur leur droit à l'autodéfense.

Que pensez-vous du régime des mollahs?

Le régime islamique iranien est un régime capitaliste, absolument autoritaire, avec une superstructure féodale, un mélange de sang, de capital et de règles islamiques, sans aucun élément démocratique ni respect pour les droits démocratiques de son peuple et, enfin, résistant au renouveau culturel. Mais avec tous ces défauts à son actif, il a appris à survivre à un assaut impérialiste. Il n'est pas difficile de découvrir que l'animosité du régime iranien, avant tout, est contre son propre peuple, comme il l'a démontré à maintes reprises depuis le début de son existence, en Irak, en Afghanistan, en Syrie, pour se ranger du côté des impérialistes et de son soi-disant ennemi numéro un, le gouvernement américain, et pour coopérer avec eux.

Le Shah et le régime islamique iranien ont tous deux un élément en commun : en tant que seul pays musulman puissant de la région, ils savaient et savent qu'ils survivront aux attaques américaines aussi longtemps qu'ils seront utiles. Et si les États-Unis savaient que le fils du roi abandonné pouvait être ramené en Iran et y être bien accueilli, ils n'hésiteraient pas un instant à réinstaller son trône. Mais ils savent bien que les Iraniens veulent quelque chose et quelqu'un de plus grand, au moins quelqu'un qui ne soit ni le Shah ni le régime islamique iranien, et qui soit plus redoutable que le régime islamique iranien pour les États-Unis. Et c'est exactement ce dont nous avons besoin en Iran : un système qui place le peuple avant la politique humiliante et oppressive et les profits pour les impérialistes.

Le régime iranien sait qu'en cas de référendum libre, 80 % des Iraniens voteraient pour sa destruction. Mais nous l'avons dit et répété : tant que le régime islamique iranien ne sera pas au pouvoir, nous défendrons inconditionnellement sa souveraineté, sans cesser notre lutte des classes et notre animosité, ni minimiser notre propagande et nos actions contre le régime, quelles que soient les circonstances. Ainsi, nous sommes les seuls à avoir la tâche de la révolution et les autres ont la tâche de changer le régime. Nous combattons le régime sous nos propres angles jusqu'à ce que notre peuple, à la fois objectivement et subjectivement, soit prêt à se tenir,

sinon au-dessus de nous, du moins à nos côtés et derrière nous.

Comment envisagez-vous un avenir socialiste pour le Moyen-Orient?

En tant que trotskiste, je ne vois pas de révolution socialiste victorieuse isolée où que ce soit. L'histoire en témoigne. Nous devons assimiler l'urgence d'un mouvement socialiste international à celle du pain, de l'eau, de l'air.

L'Iran et le Moyen-Orient sont une partie du monde opprimée par le capital et ses dirigeants, avec une grande différence : nous vivons dans cette partie du monde sous la domination de dirigeants qui non seulement défendent le capital avec leur âme, leur vie, leur sang, mais sont prêts à verser encore de nombreuses rivières de sang, sans être contraints d'accepter la superstructure politique essoufflée du capitalisme, qui est la liberté bourgeoise d'expression et de protestation contre le capitalisme et ses fondements.

Imaginer un avenir socialiste au Moyen-Orient, pour quelqu'un qui y a vécu et y a été emprisonnée, ne sera pas mystique : cela dépendra de nombreux facteurs politiques au niveau mondial, il ne s'agit pas de vouloir raconter la révolution comme une forme de conte de fées, avec un début magique et une fin tragique. Et cela dépasse le cadre de notre conversation d'aujourd'hui et doit être abordé à un autre moment et dans un autre contexte.

Mais, en résumé, je peux dire que toutes les mesures communistes impliquées par la révolution d'octobre ne seront pas applicables au monde d'aujourd'hui et à la structure de la classe ouvrière mondiale. Nous devons rompre avec l'utopie, car l'extension de la lutte contre l'aristocratie de la classe ouvrière américaine et européenne est une force décisive pour le renforcement du capitalisme et un obstacle à l'extension de la révolution socialiste dans le monde. Et tandis que la dure répression de la classe ouvrière dans le sud global est un facteur énorme dans l'élan des mouvements socialistes et des révolutions dans nos territoires, un mouvement socialiste fort dans le cœur des pays impérialistes est une boussole pour le progrès et le renforcement du mouvement socialiste dans les autres pays du monde.

Je pense que la douleur que les socialistes du Sud global subissent de la part de leurs régimes capitalistes n'aura aucun effet sur l'accélération de leur révolution socialiste si les socialistes du monde entier, en particulier dans les pays impérialistes, ne luttent pas en même temps que nous. La lutte pour le socialisme est double : elle est locale et internationale, et si nous examinons le bilan du mouvement socialiste dans le monde, le manque de solidarité internationale avec le mouvement socialiste en Iran et dans l'ensemble de la région est pathétiquement évident.

Le socialisme ne sera jamais établi par les pacifistes, mais par les révolutionnaires concernés et engagés qui, par-dessus tout, voient le monde comme leur pays. ✊

LE MOYEN-ORIENT: un regard sur l'histoire

VICENTE GAYNOR

Les conflits actuels et leurs protagonistes, et la configuration géopolitique du Moyen-Orient, sont le produit des différends inter-impérialistes du dernier siècle et demi. Cet aperçu vise à fournir un contexte permettant de mieux situer et comprendre la complexe réalité actuelle.



La région du Moyen-Orient¹, ainsi appelée en raison de sa position géographique européenne, à l'intersection des continents africain, asiatique et européen, a été un carrefour central tout au long de l'histoire de l'humanité.

Tous les homo sapiens qui ont quitté l'Afrique il y a 70 000 ans, les ancêtres de tous les peuples du monde, l'ont traversée. C'est là que sont nées les premières villes: Ur, Lagash et Uruk en Mésopotamie. C'est là que s'est déroulée la première bataille entre empires, lorsque les Égyptiens et les Hittites se sont affrontés à Kadesh. Les Perses sont passés par là pour se rendre en Grèce et Alexandre le Grand en Perse, en Égypte et en Inde. Pendant des millénaires, elle a été le nœud central des routes par lesquelles le commerce et les échanges culturels circulaient entre les extrêmes de la Chine à l'Inde et de l'Europe à l'Afrique. Les religions monothéistes qui dominent encore une grande partie du monde y sont apparues.

Pendant la majeure partie des 2000 dernières années, la puissance qui contrôlait ce carrefour était également la principale puissance économique et politique de toute l'Europe, de l'Afrique et de la majeure partie de l'Asie. Mais le Moyen-Orient d'aujourd'hui est le résultat de la conquête de cette région stratégique par le capitalisme moderne et ses puissances impérialistes.

L'Empire ottoman était la dernière puissance précapitaliste à contrôler le Moyen-Orient ainsi que l'Afrique du Nord jusqu'au Maroc et les Balkans européens presque jusqu'à Vienne. Mais la supériorité qu'il a exercée pendant 300 ans sur ses voisins

européens s'est évanouie avec le développement capitaliste, auquel il a accédé tardivement.

LA COLONISATION PAR L'IMPÉRIALISME EUROPÉEN

Le XIXe siècle voit le capitalisme s'imposer sur la majeure partie du globe. Les puissances impérialistes européennes ont colonisé la quasi-totalité de l'Afrique, de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est. Elles ont assujéti d'autres pays en tant que protectorats ou semi-colonies dépendantes. Il en va de même au Moyen-Orient, surtout depuis la découverte d'abondantes réserves de pétrole au début du 20e siècle.

Tout au long du XIXe siècle, l'Empire ottoman, qui stagnait, a été démembré par les puissances capitalistes émergentes. La France a pris l'Algérie en 1830 et la Tunisie en 1881. L'Italie a pris la Libye en 1911. La Grande-Bretagne a pris Aden, Oman, les émirats d'Arabie et le Koweït, et l'Égypte et le Soudan sont tombés sous son contrôle en 1899.





À la fin de la Première Guerre mondiale, les Ottomans ayant été vaincus, les Britanniques ont fait de la Palestine, de la Jordanie et de l'Irak des protectorats, et la France s'est emparée de la Syrie et du Liban. Le cœur de l'empire, la Turquie, est occupé par les troupes britanniques et grecques. Bien que l'occupation ait été chassée et que la Turquie ait par la suite développé son économie capitaliste et son poids politique régional, elle ne jouera plus le rôle dominant que lui avait pris l'impérialisme européen.

En 1917, le gouvernement britannique publie la *Déclaration Balfour*, par laquelle il commence à encourager et à financer le projet de colonisation de peuplement sioniste dans le but de créer un bastion impérial fort et dépendant pour dominer la région.

L'Iran et l'Afghanistan ont été disputés et divisés en sphères d'influence par les Britanniques -qui ont établi le protectorat de la Mésopotamie à l'ouest et colonisé l'Inde à l'est- et l'impérialisme russe qui a cherché à s'étendre à partir du nord.

Les frontières de tous ces pays, ainsi que celles de l'Asie du Sud et de toute l'Afrique, ont été déterminées dans ce processus de colonisation et de partition impériale, ignorant ou violant la volonté et la disposition territoriale de leurs peuples au gré des puissances impérialistes. Par exemple, la France a divisé la Syrie, créant le Liban où elle régnerait avec ses alliés chrétiens maronites. Les Britanniques ont divisé la Palestine, créant la Jordanie, et ont établi les frontières de l'Iran et de l'Afghanistan, laissant des régions de ces deux pays au Pakistan.

Face à tout cela, il y eut des résistances et des rébellions massives, mais les armées européennes et les secteurs collaborationnistes locaux les vainquirent. Ainsi sont arrivées au pouvoir les dynasties qui gouvernent encore l'Arabie et la Jordanie, comme celles qui ont régné pendant des décennies en Iran et en Irak. Au total, la bourgeoisie dépendante et servile que nous connaissons aujourd'hui s'est développée.

1948, UN NOUVEAU PAS EN ARRIÈRE

La création de l'État juif en 1948, au prix du massacre et de l'expulsion des Palestiniens originaires, a porté un coup sévère aux régimes arabes. Certains d'entre eux ont déclaré la guerre à Israël, mais ce n'était qu'une farce. Le récit sioniste des « armées massives » des États arabes envahisseurs est en grande partie un mythe :

- L'armée transjordanienne a ouvert un front de guerre, mais son issue a été négociée à l'avance entre l'émir Abdallah et les dirigeants sionistes Moshe Dayan et Golda Meir.
- L'armée égyptienne était mal entraînée et mal équipée, et son désastre a discrédité le régime et conduit à sa chute en 1952. Les deux « armées » ne se coordonnent même pas.
- Le rôle militaire de la Syrie est très limité et, pour sa part, les troupes irakiennes qui pénètrent en Palestine par le front oriental sont rapidement retirées.
- La Transjordanie annexe donc la Cisjordanie et se rebaptise Jordanie. L'Égypte s'empare du Sinaï et de la bande de Gaza. La Syrie conserve une petite zone près d'al-Hamah.

En 1967, la guerre des Six Jours a consolidé Israël en tant qu'enclave coloniale impérialiste au Moyen-Orient. Depuis lors, il bénéficie du soutien inconditionnel des États-Unis.

LE NATIONALISME PANARABE

Comme dans d'autres parties du monde, une période de rébellions et de révolutions contre l'ordre capitaliste dépendant de l'hégémonie impérialiste a commencé au Moyen-Orient après la Seconde Guerre mondiale. Certains ont triomphé et mis en place de nouveaux régimes nationalistes. Les États-Unis, sortis

de la guerre en tant qu'impérialisme hégémonique, ont encouragé le fondamentalisme islamique réactionnaire à saboter ces régimes progressistes. Des années 1950 aux années 1980, ils l'ont utilisé de l'Égypte à l'Indonésie et de la Syrie au Pakistan.

Dans l'après-guerre, les partis communistes ont joué un rôle important dans l'émergence et la direction des mouvements ouvriers arabes. Mais ils étaient dirigés par le stalinisme de Moscou, dont la ligne était de former des alliances avec les capitalistes «patriotes» afin de soi-disant affronter l'impérialisme: la fameuse théorie erronée de la *révolution par étapes*.

En Syrie, au Yémen, en Somalie, en Éthiopie et dans d'autres pays, des coups d'État de gauche ont eu lieu et des régimes féodaux/capitalistes pourris ont été renversés, conduisant à la création d'États ouvriers bonapartistes ou déformés. Dans les autres pays, il y a eu de forts mouvements de masse avec des leaders populistes de gauche en tête. Dans le cadre de la *guerre froide*, certains d'entre eux ont même défié l'impérialisme occidental et procédé à des nationalisations et à des réformes radicales. Les bureaucraties de Moscou et de Pékin n'approuvaient pas vraiment de tels actes.

C'est le cas de Gamal Abdel Nasser, chef des Officiers libres, qui, en 1952, est devenu président de l'Égypte en profitant de la rébellion de masse. Il a grandi en tant que leader panarabe. Bien que Moscou ait rejeté son offre de rejoindre le Pacte de Varsovie et de nationaliser la plus grande économie du Moyen-Orient, il a nationalisé le canal de Suez, ce qui a confronté les intérêts de l'impérialisme, en particulier britannique et français. Cela a abouti à la guerre de Suez (ou du Sinaï) en 1956, au cours de laquelle les Britanniques et les Français ont été vaincus par l'Égypte. Dans la Constitution de 1956, Nasser inclut le système du parti unique : l'Union nationale, c'est-à-dire la collaboration de classe .

En Irak, les communistes ont joué un rôle clé dans la défaite du contrôle britannique. Cependant, en 1963, ils ont aidé leur allié, le parti nationaliste et « socialiste » Baas (*renaissance* en arabe), à prendre le pouvoir. Peu après, le gouvernement baasiste a fait volte-face et a écrasé les communistes, tuant des milliers de leurs membres.

Quant à l'Iran, en 1951, avec un grand soutien populaire, le parlement a approuvé la nationalisation du pétrole, qui était alors en grande partie aux mains britanniques. En 1953, les États-Unis ont organisé un coup d'État militaire pour renverser le gouvernement et rétablir le shah Pahlevi, transformant le pays en une semi-colonie jusqu'à la

révolution de 1979.

LE FONDAMENTALISME ISLAMIQUE

Le principal courant du fondamentalisme moderne est basé sur les Frères musulmans (*Ikhwan-ul-Muslimeen*) en Égypte et dans d'autres pays du Moyen-Orient, et sur le Congrès islamique (*Jamaat-e-Islami*) au Pakistan. Les Frères ont été fondés en 1928. Par rapport au soufisme et à d'autres courants islamiques modérés, les Frères et le Congrès avaient un caractère virulent et des traits néo-fascistes marqués. Au cours des décennies suivantes, cela a conduit à la croissance d'une version plus fanatique.

Un pilier de la politique étrangère des États-Unis a été d'encourager et d'armer le fondamentalisme islamique comme une arme réactionnaire contre la vague de rébellions et de révolutions. La Fraternité et le Congrès ont été choisis pour cette tâche en raison de leur cruauté et de leur fanatisme. Après la défaite de Suez, les impérialistes ont donné la priorité à cette politique. Cependant, dans ces pays, il était difficile pour les fondamentalistes de gagner une base sociale en raison des vagues successives vers la gauche.

La plus grande opération secrète de la CIA contre le fondamentalisme s'est déroulée en Afghanistan. En 1978, des officiers radicaux de l'armée ont renversé le régime réactionnaire de Daud lors de la révolution de Saur. Alors que l'URSS soutenait le nouveau gouvernement progressiste, les États-Unis ont encouragé les guérillas islamiques à servir de bélier contre-révolutionnaire. Bien que les Russes se soient retirés en 1989, la guerre civile s'est poursuivie jusqu'à l'arrivée au pouvoir des Talibans en 1996. En 2001, après les attentats contre les Tours jumelles, une intervention militaire américaine a permis à une autre faction islamique d'accéder au pouvoir. Les deux factions ont négocié sans succès et, depuis 2021, les talibans dominant.

De leur côté, les organisations fondamentalistes islamiques telles que le Hezbollah, le Hamas et d'autres ont été financées par Israël pour saper l'OLP et détourner la radicalisation vers la gauche au sein du mouvement palestinien.

La principale raison de la résurgence du fondamentalisme est l'énorme vide politique créé par l'effondrement du stalinisme et de la gauche dans ces sociétés. Au milieu de graves privations socio-économiques, du chômage, de la pauvreté, les masses sont dans une impasse. L'arrogance et le mépris des monarques et des dictateurs du monde arabe et islamique alimentent encore davantage la



haine et la colère populaires.

Malgré tout, le fondamentalisme ne parvient pas à développer une base de masse dans la plupart des pays islamiques. Ils n'ont pas de véritable plan pour résoudre les problèmes et les crises des économies. Ils ne prospèrent que sur la corruption et le crime, avec des méthodes fascistes et barbares. Et les soi-disant libéraux et démocrates bourgeois qui crient au danger du fondamentalisme sont les mêmes qui ont créé les conditions de son existence.

La principale source de financement du fondamentalisme islamique provient du commerce de la drogue et d'autres secteurs de l'économie souterraine. Ils sont divisés en de nombreuses sectes qui se livrent à des guerres intestines : les chiïtes ne tolèrent pas les sunnites, les déobandis ne tolèrent pas les wahhabites, et ainsi de suite. Les différentes factions de la mafia sont également à couteaux tirés.

DES OCCUPATIONS ET DES RETRAITS AMÉRICAINS

En 2000, George W. Bush est arrivé à la présidence des États-Unis avec une stratégie de réorientation impérialiste mondiale: le *projet pour un nouveau siècle américain*. Celle-ci mettait en garde contre l'avancée de la Chine en tant que concurrent et affirmait que, pour se maintenir en tant qu'unique superpuissance, les États-Unis devaient légitimer à nouveau l'utilisation de leurs forces armées dans le monde -affaiblies depuis leur défaite au Viêt Nam- et établir leur contrôle direct sur les régions qui conditionnent les ressources dont la Chine a besoin, telles que le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

Les attentats du 11 septembre 2001 lui ont donné l'occasion de mettre en œuvre ce plan sous prétexte de lutter contre le terrorisme... créé par les États-Unis eux-mêmes : Al-Qaïda et les Talibans sont issus des *moudjahidines* qu'ils ont entraînés et financés en Afghanistan et Ben Laden a été soutenu par la CIA.

En 2002, les États-Unis ont envahi et occupé l'Afghanistan, puis l'Irak en 2003. Ils ont massacré des millions de personnes, détruit les infrastructures, encouragé les affrontements ethniques. Mais ils n'ont pas atteint leurs objectifs et ont dû quitter l'Irak en 2007 et l'Afghanistan en 2011, laissant au pouvoir les mêmes talibans qui leur avaient servi de prétexte pour envahir ces pays.

Cette même année, le Printemps arabe a éclaté, renversant des régimes dictatoriaux dans plusieurs pays.

Le retrait américain de la région a permis le renforcement relatif de puissances régionales telles que l'Iran et la Turquie, ainsi qu'une ingérence russe accrue. La Turquie a envahi le nord de la Syrie pour attaquer le peuple kurde -qu'elle opprime au sein de ses frontières- et a soutenu l'ISIS, qui a fini par contrôler des régions de l'Irak et de la Syrie. L'Iran s'est positionné comme la principale force régionale aux côtés de ses alliés chiïtes au Liban et au Yémen. En 2019 et 2020, une nouvelle vague du printemps arabe a secoué la région, avec des rébellions au Liban et en Irak et une grève générale avec des mobilisations de masse en Iran en 2023.

Dans ce contexte, parallèlement au début des négociations américano-saoudiennes pour normaliser les relations avec Israël, survient l'incursion du Hamas du 7 octobre et le début du nouveau génocide sioniste.

LA SYRIE, À NOUVEAU SOUS TENSION

En 1945, la Syrie obtient son indépendance de la tutelle française. Après plusieurs coups d'État, elle a formé la République arabe unie avec l'Égypte de 1958 à 1961, puis s'est consolidée séparément de 1961 à 1963. Jusqu'en 2011, le parti Baas, qui dirige le Front national progressiste, était au pouvoir. Et sous les gouvernements successifs, la famille Asad conserve la présidence: de 1970 à 2000 le général Hafez el-Assad et depuis lors jusqu'à aujourd'hui son fils, le dictateur Bachar el-Assad, soutenu par la Russie et l'Iran.

En 2011, dans la foulée du Printemps arabe, de vives protestations se sont élevées contre la dictature. El-Assad a réprimé féroce et a déclenché une guerre civile qui a poussé cinq des 23 millions d'habitants à l'exil. Parmi les rebelles, initialement indépendants, l'influence des États-Unis s'est accrue, tandis que l'ISIS, finalement vaincu en 2022, était également actif. Al-Assad contrôle 70 % du territoire et les rebelles 30%. En novembre, les rebelles ont repris l'action armée à Alep, la deuxième ville du pays. 🇸🇾



PRINTEMPS ARABE: un soulèvement populaire massif avec des TACHES A ACCOMPLIR

CHAIYA AHMED BABA BEIRUK ET RUBÉN TZANOFF

La rébellion du monde arabe a posé des contradictions et des leçons. Les causes profondes des explosions et les conséquences du génocide sioniste alertent les puissants sur la possibilité d'une répétition. Le choix socialisme ou barbarie place les révolutionnaires face à des opportunités et des défis immédiats et stratégiques.

et une longue histoire de luttes. C'est dans ce contexte qu'apparaît dans toute sa dimension le Printemps arabe (2010-2012), premier phénomène de révolte massive du XXI^e siècle dont les peuples arabes sont les protagonistes.

L'AUTO-IMMOLATION DE MOHAMED BOUAZIZI

L'explosion sociale a commencé dans la petite ville de Sidi Bouzid, en Tunisie, le 17 décembre

MOYEN-ORIENT ET MAGHREB: BIEN PLUS QUE DES VOISINS

L'attention de larges secteurs du monde se concentre sur le rejet du génocide israélien à Gaza et son escalade au Moyen-Orient. Lorsque l'on parle du monde arabe, l'autre référence incontournable est le Maghreb¹. Les deux régions, regroupées sous le nom de MENA², forment une tapisserie de relations économiques, politiques et sociales complexes, façonnées par des siècles de coexistence dans la paix et la guerre, l'allégeance et la trahison. Ces liens sont avant tout tissés par la langue, la culture musulmane



Dans la carte, la zone MENA.



2010. Ce jour-là, le jeune Mohamed s'est immolé pour protester contre la confiscation de son étalage de fruits dans un chariot et l'humiliation qu'il a subie de la part des autorités municipales lorsqu'il s'est plaint auprès d'elles. La décision radicale de cet humble vendeur de rue de mettre fin à ses jours était l'expression d'un désespoir personnel et, en même temps, un acte de répudiation de l'injustice et de l'absence d'avenir.

LES POUSES DE LA RÉBELLION

Il est rapidement apparu que l'indignation de Bouazizi était un sentiment partagé par des millions de personnes. À partir de son sacrifice, elles ont lancé un processus de dynamique révolutionnaire avec des manifestations, des grèves, des rébellions. Elles se sont répandues dans l'espoir d'obtenir de meilleures conditions de vie sous le slogan « le peuple veut... », qui, selon les cas, a été complété par l'emploi, les salaires, la santé, l'éducation, l'égalité, la liberté.

Sous cette impulsion, des dirigeants installés au pouvoir depuis des décennies sont tombés, comme Zine el Abidine Ben Ali, qui dirigeait la Tunisie (1987 à 2011) ; Hosni Moubarak, dirigeant de l'Égypte (1981 à 2011) ; Mouammar Kadhafi, dirigeant de la Libye (1969 à 2011) ; et Ali Abdallah Saleh, qui dirigeait le Yémen (1990 à 2012). Avec une intensité et des conséquences variables, des actions se sont exprimées en 2011 au Liban contre la crise économique, la corruption et les décisions non démocratiques des gouvernants... mais aussi en Algérie, en Irak, en Jordanie, au Maroc, au Bahreïn, au Koweït, à Oman, en Syrie, en Palestine, au Soudan, au Sahara occidental et en Mauritanie. Il convient de noter que la violence répressive a entraîné la mort d'au moins 61 000 personnes.

NOUVEAU PRINTEMPS ARABE

Les graines de la lutte répandues lors du premier soulèvement ont germé avec le Nouveau printemps arabe (2018 à aujourd'hui) qui s'est répandu en Tunisie, en Jordanie, au Soudan, en Algérie, en

Égypte, en Irak, au Liban, en Palestine, en Syrie, au Maroc et à Oman³. Des manifestations sont venues mouiller la barbe des *mollahs* et de leur régime réactionnaire en Iran, d'abord contre la hausse du prix des carburants (novembre 2019), puis contre la mort de Mahsa Amini, arrêtée et battue par la police des mœurs parce qu'elle ne portait pas le *hijab*⁴ (septembre 2022). Les femmes ont joué un rôle prépondérant dans cette vague régionale, renforcée par l'élan de la quatrième vague féministe mondiale, montrant qu'il existe une interaction entre les mouvements, qui apprennent les uns des autres et se nourrissent des expériences internationales.

SOUS LE FEU DES MUTATIONS DANS LA SITUATION MONDIALE

Le Printemps arabe est né deux ans après le début de la crise systémique du capitalisme en 2008. C'est-à-dire dans le sillage de changements majeurs dans la situation mondiale. Et le nouveau printemps arabe s'est synchronisé avec une montée des luttes dans le monde entier: *«Il y a eu un changement d'une ampleur énorme. Dans différentes régions du monde, les travailleurs et les exclus se soulèvent contre leurs gouvernements et les régimes politiques qui les soutiennent. Au premier rang des rébellions et des révolutions en cours se trouvent les jeunes, que le système capitaliste en décomposition laisse sans avenir. C'est bien plus qu'une nouvelle conjoncture : nous assistons à un changement de la situation mondiale⁵»*.

LE FLÉAU, C'EST LE SYSTÈME CAPITALISTE

Certains médias, dans une allusion évidente aux réseaux sociaux, utilisent les expressions *Révolution Facebook* ou *Printemps arabe 2.0* pour désigner le Nouveau printemps arabe. Il serait aussi insensé de nier l'influence des plateformes virtuelles sur les processus sociaux et politiques contemporains que de leur attribuer les causes des débordements, qui résident dans les conditions de vie matérielles du peuple travailleur arabe.

Les sociétés des pays de la région peuvent être décrites en trois mots : pauvreté, inégalité, précarité. La grande majorité de la population souffre de la misère, du chômage structurel, des bas salaires, de l'informalité, du manque d'accès aux services essentiels. En revanche, une minorité de monarches, de bourgeois et leur entourage s'enrichissent de manière opulente. Au moment des manifestations, la région affichait des taux de croissance par habitant

inférieurs à ceux d'autres parties de l'Asie et de l'Afrique, et le chômage des jeunes atteignait des records mondiaux.

Le complexe de la peste est complété par des institutions corrompues et autoritaires dirigées par des partis nationalistes de droite et d'extrême droite, des rois, des fondamentalistes islamiques. En fin de compte, la racine des problèmes se trouve dans le système capitaliste qui, dans sa crise, devient de plus en plus exploiteur, oppresseur, pilleur.

UN PROCESSUS À LONG TERME

Le mot *printemps* suggère un épisode éphémère, mais il s'agissait d'un processus à long terme, avec un dynamique de polarisation, des changements révolutionnaires, sans conclusion. D'une manière générale, les assauts ont réussi à vaincre et/ou à affaiblir des gouvernements et des régimes, les obligeant à faire des concessions économiques et politiques partielles. Par exemple, la convocation d'élections pour renouveler les autorités et des réformes constitutionnelles avec une continuité juridique. Mais les gouvernements de remplacement n'ont pas répondu aux exigences de fond. Des questions ont été soulevées: que se passera-t-il si les attaques sionistes se poursuivent, et que se passera-t-il si elles cessent? Les réponses dépendent de facteurs si variés qu'il est hasardeux de faire un pronostic précis. Mais l'ampleur des événements laisse penser que rien ne sera plus jamais comme avant dans la région.

Il ne faut pas oublier qu'une partie importante de la population, en particulier les jeunes, a pris pour étendard la cause palestinienne, de la *dignité nationale*, comprise comme l'antisionisme et l'anti-impérialisme, même en opposition avec les gouvernements de leurs pays. Cela, associée à des problèmes démocratiques et sociaux non résolus, fait paniquer les dirigeants, qui craignent qu'un troisième printemps n'éclate et ne les remette dans l'œil du cyclone. Ils agissent donc en conséquence, limitant les manifestations contre le génocide israélo-américain.

DES IMPÉRIALISTES, DES TRÂITRES, DES FONDAMENTALISTES

Les impérialismes en conflit agissent sur les processus et les mouvements sociaux, déployant des politiques différentes en fonction de leurs propres intérêts. C'est ce qu'ils ont fait en Libye lorsque, récupérant le soulèvement contre Kadhafi, l'OTAN a formé une coalition aérienne pour attaquer le



dictateur et est ainsi intervenue militairement dans la région. Cela s'est répété avec l'ingérence politique dans les processus, en fonction du degré de proximité avec le pouvoir en place. En ce sens, le *printemps* a confirmé que la présence impérialiste n'est pas porteuse de démocratie, de développement ni d'humanisme, mais qu'elle cherche à renforcer ses partenaires et ses gendarmes pour contenir, canaliser, écraser les révolutions des peuples arabes.

Les gouvernements arabes sont truffés de traîtres à leurs peuples: Mohammed bin Salman, prince héritier d'Arabie saoudite; Abdullah II bin Al Hussein, roi de Jordanie, et Mohammed VI, roi du Maroc, partagent la liste avec d'autres monarques à combattre. Des organisations fondamentalistes telles que le Hamas, le Hezbollah et l'ISIS, dont nous sommes séparés par des différences infranchissables, ont également gagné en puissance. Au Moyen-Orient et au Maghreb, il y a des ennemis puissants à affronter et des directions auxquelles on ne peut pas faire confiance, ce qui réaffirme la nécessité de mettre en place de nouvelles directions révolutionnaires.

ENTRE CONTRADICTIONS ET PERSPECTIVES

Le mouvement ouvrier a participé activement aux grèves générales et aux manifestations populaires. Les travailleurs tunisiens, par exemple, ont transformé la révolte spontanée initiale en une grève générale, expression nationale massive, au cours de laquelle Ben Ali a démissionné et a fui le pays. En Égypte, la mainmise de Moubarak sur le pouvoir, qui durait depuis 30 ans, s'est effondrée à la suite de grandes mobilisations et de grèves. Mais si l'on considère le processus dans son ensemble, la classe ouvrière n'a pas été la force motrice prépondérante et, bien qu'il y ait eu des expressions d'auto-organisation telles que les comités de résistance tunisiens, les organismes de double pouvoir étaient embryonnaires. Et un problème clé a été réitéré: «*La contradiction la plus importante de l'étape reste l'absence de directions révolutionnaires forts, avec une accumulation suffisante*



dans le mouvement ouvrier pour influencer le résultat des luttes et des rébellions qui se développent. Cela donne une certaine marge de manœuvre aux directions traîtresses et explique pourquoi il est difficile de remporter des victoires éclatantes et que de nombreux processus sont détournés par les mécanismes de la réaction démocratique ou vaincus par la répression étatique».⁶

POUR DE NOUVEAUX PRINTEMPS TRIOMPHANTS

Le printemps a revitalisé les aspirations démocratiques et sociales de millions de personnes dans l'orbite arabe et au-delà. Sa répétition dépendra essentiellement de la volonté des masses de se mobiliser. Il appartient aux révolutionnaires de déployer le maximum d'efforts pour le regroupement international et la construction

de partis révolutionnaires cohérents dans chaque pays, solidement structurés dans l'avant-garde des travailleurs et de la jeunesse. Forjés dans les luttes pour les droits que les gouvernements bourgeois, les monarches, les fondamentalistes islamiques au pouvoir attaquent. Promouvoir l'auto-organisation indépendante et un programme de transition allant de «pain, liberté, justice sociale», du rejet de l'État d'Israël et de l'ingérence impérialiste dans la région, au gouvernement des travailleurs et du peuple avec de larges libertés démocratiques. Il s'agit d'objectifs stratégiques qui ne peuvent être atteints qu'en vainquant le capitalisme impérialiste avec la révolution socialiste des peuples arabes et la libre fédération des républiques socialistes. 🌍

1 «Lieu où le soleil se couche». Partie la plus occidentale du monde arabe, située en Afrique du Nord et largement islamique. Comprend l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, la Tunisie et le Sahara occidental.

2 Acronyme pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, également appelé le Grand Moyen-Orient ou le monde arabe.

3 <https://lis-isl.org/2019/03/18/notas-sobre-las-nuevas-rebeliones-arabes/>

4 Foulard qui couvre la tête et d'autres parties du corps féminin, les femmes iraniennes en doivent obligatoirement porter en public.

5 <https://lis-isl.org/fr/2019/12/01/un-nuevo-ascenso-revolucionario-conmueve-al-mundo/>

6 Document mondial de la LIS 2024: socialisme ou barbarie. Sur <https://lis-isl.org/2024/01/31/dom/>

Le Sahara occidental et les droits démocratiques

En octobre et novembre 2010, Gdeim Izik, Laayoune et Smara ont connu les plus grandes manifestations sahraouies contre l'oppression marocaine depuis que l'Espagne s'est retirée de son ancienne colonie en 1975. Le régime de Mohamed VI a répondu par une répression brutale. Ces événements ont précédé l'immolation de Mohamed Bouazizi en Tunisie, mais peuvent être considérés comme faisant partie du prélude au printemps arabe. Au-delà des distances, il existe des points communs avec les manifestations palestiniennes de 2012 contre la détérioration des conditions de vie sous le gouvernement de l'Autorité nationale palestinienne.

Le peuple sahraoui sous occupation et le Front Polisario construisent leur vie sociale et politique en tant que nationalité opprimée. Ils luttent pour la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) avec l'intégrité territoriale et le droit à l'autodétermination. Ils résistent par les armes aux points de friction militaire, ils maintiennent leur identité dans les villes et villages sous occupation, ils s'organisent dans les camps de réfugiés de Tindouf, ils encouragent des mobilisations de solidarité en exil. Et ils affrontent le pillage de leurs ressources terrestres et maritimes, comme ils l'ont fait en 2020 avec le blocage de la passe de Guerguerat et la demande victorieuse qui s'en est suivie devant la Cour de justice de l'Union européenne pour l'annulation des ac-

cords commerciaux agricoles et de pêche entre l'UE et le Maroc.

Sur le plan diplomatique, ils exigent le respect de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (MINURSO), rejettent les propositions mensongères d'«autonomie» du roi marocain et de division territoriale de l'envoyé spécial de l'ONU Staffan de Mistura, au service de l'impérialisme occidental qui propose une «solution mutuellement acceptable» entre la RASD et le Maroc. La seule feuille de route capable d'aboutir à une paix juste et durable est écrite de la main de la mobilisation unie des travailleurs et des peuples africains et arabes pour un Sahara libre. Et avec l'action de solidarité internationale en phase avec la résistance à l'État d'Israël en Palestine et au Liban. Le tout sur la voie d'une solution socialiste pour l'ensemble des peuples arabes.

La LIS soutient la lutte pour l'autodétermination de la nation sahraouie sur la voie d'une solution socialiste pour tous les peuples arabes et africains. C'est pourquoi elle a défendu cette cause au Congrès panafricain de Nairobi, a visité les camps de Tindouf et participe aux manifestations annuelles à Madrid pour dénoncer les accords tripartites par lesquels l'État espagnol a cédé le Sahara occidental au Maroc et à la Mauritanie. Elle continuera à promouvoir des actions de solidarité.





Mille jours d'agression russe contre l'Ukraine : DEFENSE DU MARXISME!

OLEG VERNYK

Le 19 novembre 2024 a été une triste date pour le peuple ukrainien : mille jours exactement se sont écoulés depuis l'agression à grande échelle de l'impérialisme russe contre l'Ukraine. Bien entendu, le langage des chiffres n'est pas capable d'éclairer complètement cette fracture tectonique dans la vie de millions de personnes confrontées à la plus grande catastrophe européenne depuis la Seconde Guerre mondiale. Cependant, c'est le langage des chiffres qui nous aide à nous immerger de manière adéquate dans le contexte des problèmes de la guerre russo-ukrainienne actuelle.

- Durant ces mille jours, les combats ont couvert environ 109 059 km², soit 18 % de l'ensemble du territoire de l'Ukraine. Depuis le 24 février 2022, ils sont développés sur le territoire de 11 des 24 régions ukrainiennes. Actuellement, ils se poursuivent dans cinq régions : Kharkiv, Lougansk, Donetsk, Zaporizhia et Kherson. Les régions de Tchernihiv, Soumy, Dnipropetrovsk et d'autres subissent également des attaques régulières avec des bombes et missiles de haute précision.
- Les 66 932 km², soit 11 % du territoire total, conquis par les Russes après le début de l'invasion, restent sous occupation. Au total, depuis 2014, la Russie occupe 10 725 km² du territoire ukrainien (18,3 %), dont la République autonome de Crimée et les territoires des régions de Donetsk et de Lougansk.
- Selon des rapports de l'ONU, fin octobre 2024, au moins 12 162 civils ukrainiens ont été tués et 26 919 blessés au cours de cette guerre à grande échelle, chiffres qui n'incluent pas les morts à Marioupol. Les Russes ont mené plus de 1 600 bombardements d'immeubles résidentiels dans les zones arrière ou de première ligne, tuant au moins 2 600 civils au 18 novembre 2024.
- Selon le bureau du procureur général d'Ukraine, au moins 593 enfants sont morts, 1 686 autres ont été blessés, beaucoup ont été expulsés et plus de 20 000 enfants ukrainiens illégalement emmenés en Russie ont été identifiés.
- Selon *Operational Data Portal* (ODP), 6,79 millions d'Ukrainiens sont devenus des réfugiés, dont la grande majorité ont trouvé asile dans les pays européens. 560 000 autres sont partis vers des pays d'Amérique du Nord et d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et d'Australie.
- Selon le Bureau du Commissaire aux droits humains, lors de l'invasion, les Russes ont détruit environ 250 000 bâtiments résidentiels.

Cela comprend les bâtiments détruits par les bombardements et ceux emportés par l'eau après la destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka le 6 juin 2023.

On pourrait continuer longtemps avec ces horribles statistiques sur l'agression impérialiste russe. Le langage des chiffres est impitoyable dans son verdict sur l'agresseur, mais il est clairement insuffisant pour décrire l'héroïsme de la résistance manifestée par le peuple ukrainien. Rappelons-nous qu'au début de l'agression russe, les services secrets occidentaux des pays de l'Otan prédisaient que la résistance ne durerait pas plus d'une semaine.

Actuellement, il existe de plus en plus d'informations sur l'accord entre l'impérialisme occidental et l'impérialisme russe à la veille de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. En 2014, le président américain Barack Obama a catégoriquement interdit («n'a pas recommandé») aux autorités ukrainiennes de l'après-Maïdan d'offrir une résistance armée à l'armée russe dans l'occupation de la Crimée.



Bien plus tard, c'est-à-dire en 2023, Obama a tenté de justifier sa politique par le nombre important de personnes pro-russes en Crimée. L'impérialisme russe, comme c'est sa tradition, a d'abord envoyé des troupes et saisi toutes les installations stratégiques en Crimée, a obtenu le retrait des unités ukrainiennes sans résistance, sous la garantie américaine, et n'a organisé que plus tard un pseudo référendum sur «l'annexion de la Crimée à la Russie». Même selon le droit international bourgeois, les référendums organisés sous occupation militaire manquent de force juridique et leurs résultats manquent de validité. Avec l'occupation, Poutine a piétiné et annulé le droit du peuple de Crimée à une véritable

autodétermination. Ne pas voir dans la situation de 2014 la complicité évidente de l'impérialisme occidental avec l'impérialisme russe, c'est «mettre des lunettes roses» et ignorer les analogies avec les accords de Munich de 1938.

Le 24 février 2022, lorsque la Russie a lancé l'offensive à grande échelle contre l'Ukraine, le haut commandement américain a tenté d'expulser les hauts responsables du gouvernement hors du pays afin de neutraliser toute tentative d'organisation de la résistance. Cependant, au printemps 2022, c'est la résistance du peuple ukrainien à l'occupation russe qui est devenue le facteur décisif pour repousser la «guerre éclair», et non les actions du haut commandement bourgeois de Zelensky et de ses «partenaires» américains. C'est la résistance populaire au niveau national qui a contraint l'impérialisme occidental à commencer à fournir des armes et une aide financière à l'Ukraine à l'été-automne 2022. Cette aide était et reste extrêmement insuffisante, car l'impérialisme occidental est terrifié par une défaite militaire de l'impérialisme russe.

Les analystes soutiennent depuis longtemps que l'idée fondamentale de l'aide militaire américaine et européenne à l'Ukraine est de fournir des armes en quantités nécessaires pour garantir que l'Ukraine ne perde pas la guerre et, en retour, ne la gagne. L'équipe de Donald Trump, arrivée au pouvoir aux États-Unis, a déjà déclaré que sa tâche principale était de détruire l'alliance militaro-politique entre la Russie et la Chine et d'entraîner la Russie à ses côtés. Bien entendu, cela ne peut se faire qu'au prix de concessions à Poutine, c'est-à-dire au prix de la division de l'Ukraine et de l'occupation d'une partie importante de son territoire.

À ce stade de l'analyse, il est important de rappeler qu'au niveau mondial, l'impérialisme ne cesse pas d'exister dans sa dialectique complexe d'unité et de lutte des contraires qui coexistent simultanément. Toute aggravation des contradictions inter-impérialistes donne également lieu à diverses manifestations d'unité impérialiste. L'unité des impérialistes est d'autant plus forte que l'unité de la classe ouvrière par rapport à la destruction du capitalisme est forte, et c'est là que l'impérialisme ressent le plus la peur de la menace d'un nouveau et qualitatif printemps des nations mondial. L'impérialisme occidental est effrayé par toute perspective de chute du régime Poutine, de chaos et de désintégration de la Fédération de Russie en cas de défaite dans la

guerre avec l'Ukraine, car cela provoquerait une vague de mouvements de libération nationale des peuples opprimés qui suivent probablement la version socialiste de son évolution.

LA SITUATION SUR LE FRONT DE LA GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE

Depuis le début de l'année 2024, l'armée d'occupation russe a poursuivi son offensive dans la région de Donetsk, tentant de la capturer complètement, comme elle l'avait fait auparavant avec la région de Lougansk. Le 30 octobre 2024, la grande ville minière de Selydove est finalement capturée. Pendant de nombreux mois, la ville a été défendue, entre autres, par les héroïques guerriers mineurs de notre organisation syndicale Zahist Pratsi (Protection du travail) de l'entreprise Selydove-Ugol.

L'armée ukrainienne, confrontée à une grave pénurie d'armes et de combattants, a été contrainte de se retirer. Rien qu'en octobre 2024, les troupes russes ont capturé plus de 470 km² dans l'est de l'Ukraine. En août 2024, les troupes ukrainiennes ont tenté de prendre l'initiative stratégique en lançant une attaque musclée contre la région russe de Koursk et de forcer ainsi l'armée russe à transférer une partie de ses forces et ressources de la région de Donetsk. Cependant, ce calcul ne s'est pas réalisé. Bien que l'armée ukrainienne ait conquis plus de 1 200 km² à Koursk, l'armée russe n'y a jamais déplacé ses unités actives depuis le front de Donetsk et y a poursuivi son offensive. Ensuite, les troupes ukrainiennes ont été contraintes de prendre des positions défensives dans la région de Koursk et ne contrôlent aujourd'hui plus que 600 km².

La situation sur le front n'est pas très affectée par les attaques mutuelles de missiles des belligérants. L'administration du président américain sortant Joe Biden, dans le cadre de son différend avec le président républicain nouvellement élu Trump, a autorisé l'Ukraine à utiliser des missiles balistiques nord-américains à longue portée ATACMS pour attaquer des cibles militaires sur le territoire russe. Le nombre de ces missiles en possession de l'Ukraine est insignifiant et il est peu probable qu'ils modifient de manière significative la situation sur le champ de bataille. Ni les chars M1 Abrams ni les avions F-16 n'ont représenté un changement pertinent. Ces approvisionnements sont si maigres qu'ils ont plus un effet de propagande qu'un effet significatif sur le front des combats.

Dans le même temps, Poutine a profité du

contexte de propagande de l'autorisation des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France pour que leurs missiles entrent sur le territoire russe pour utiliser, pour la première fois, le 21 novembre 2024, le nouvel Oréshnik (noisetier, en russe) des missiles à moyenne portée contre la ville de Dnipro. Les deux parties ont intensifié la confrontation armée. À son tour, Poutine tente d'utiliser le lancement d'un missile capable de transporter des armes nucléaires pour intimider la communauté mondiale avec la menace que la guerre russo-ukrainienne se transforme en conflit nucléaire international et déclenche la Troisième Guerre mondiale.

Force est de constater que la situation de la société ukrainienne a beaucoup changé par rapport



à 2022. Le soulèvement patriotique général de cette année-là cède peu à peu la place à la fatigue et à la déception. Il est important de noter que cette déception du peuple ukrainien ne se réfère pas à l'idée même de résistance à l'agression russe, mais aux actions du gouvernement bourgeois. Après 2022, alors que la résistance à Poutine et à l'agression russe était réellement populaire et nationale, peu à peu une couche de société a commencé à se former autour du pouvoir vertical de Zelensky, corrompu de haut en bas, ce qui ne s'est pas seulement adapté à la guerre, mais est devenu sa bénéficiaire puisqu'elle a appris à gagner beaucoup d'argent.

Après presque trois années de guerre à grande échelle, la société ukrainienne s'est habituée à assister à des scandales sans fin autour du vol d'argent du budget, organisé d'en haut pour presque tout : achat de nourriture pour l'armée, construction de fortifications défensives, transfert de fonds depuis le ministère de la Défense à l'étranger, etc. Le pays a récemment été secoué par des scandales de

corruption liés aux soi-disant Centres territoriaux de recrutement. Les agences appelées pour mobiliser les Ukrainiens se sont révélées être littéralement une concentration mafieuse qui, en échange de pots-de-vin, libère certains de l'armée (généralement des représentants de la classe bourgeoise) et, violant souvent toutes les lois, envoie au front des membres de la classe ouvrière qui, dans des conditions de guerre et de pauvreté totale, n'a pas d'argent pour payer des pots-de-vin.

L'élite bourgeoise-bureaucratique corrompue a défendu l'équipe de Zelensky au pouvoir, et



continuera de le faire car pour elle c'est une garantie de continuité de la guerre et de profits. Il est évident que le principal fardeau de la guerre, dans des conditions de corruption et de vol à tous les niveaux du pouvoir bourgeois ukrainien, repose sur les épaules de la classe ouvrière, à la fois sur ceux qui portent des « manteaux » militaires pour la mobilisation et sur les secteurs qui travaillent de manière désintéressée à l'arrière.

DÉFENSE DE L'ANALYSE MARXISTE

L'analyse de la situation d'agression impérialiste constitue un test décisif pour la gauche internationale. Leurs réflexions, leur application de la méthode marxiste, ainsi que leurs paradigmes moraux et éthiques pour évaluer la situation se sont révélés très différents et parfois même diamétralement opposés. L'axiome marxiste selon lequel la conscience publique ne suit généralement pas l'évolution de l'existence sociale dans son reflet a été une fois de plus confirmé.

Malheureusement, la transformation qualitative et la complication du monde impérialiste, l'émergence de nouveaux impérialismes jeunes

et agressifs comme la Russie et la Chine, n'ont pas fait l'objet d'une réflexion et d'une analyse adéquates de la part d'un nombre considérable de sujets du monde de la gauche. Des formats et des clichés d'analyses traditionnels et largement obsolètes ont été appliqués à la fois à la situation mondiale radicalement transformée et aux conflits inter-impérialistes aggravés.

La LIS ne nie pas la domination planétaire de l'impérialisme américain, mais ignore la dynamique de sa transformation et son affaiblissement significatif à l'échelle globale, c'est se tromper soi-même, mener une fausse analyse, désorienter la classe ouvrière mondiale.

La fuite des troupes américaines d'Afghanistan et d'Irak, le déplacement des troupes françaises d'Afrique du Nord et d'Afrique centrale par des unités militaires russes, la politique étrangère ouvertement pro-russe de deux pays de l'Otan -la Hongrie et la Slovaquie-, la politique étrangère indépendante d'un autre membre de l'Otan. pays -la Turquie-, l'impuissance de l'impérialisme américain face à la situation au Venezuela et à Cuba et à la présence croissante de la Chine et de la Russie dans ces pays; ce sont des facteurs qui font encore l'objet d'une analyse plus minutieuse dans leur complexité et leur dynamique. Mais il est clair que l'impérialisme américain et l'impérialisme occidental dans son ensemble, ainsi que leur bloc politico-militaire, l'Otan, sont affaiblis et traversent des moments difficiles.

Dans cette situation, toute manifestation d'analyse campiste chez la gauche acquiert des caractéristiques menaçantes pour le développement de l'autonomie et de la politique indépendante de la classe ouvrière mondiale. Le soutien à l'impérialisme russe ou chinois selon la formule « *l'ennemi de mon ennemi est mon ami* » ou dans le cadre du traditionnel « anti-américanisme » de nombreuses expressions de gauche est non seulement catégoriquement inacceptable pour nous et notre analyse, mais aussi extrêmement nocif pour les perspectives de la gauche.

Il n'est pas surprenant que le camp stalinien ait soutenu à près de 100 %, directement ou indirectement, l'attaque impérialiste de la Fédération de Russie (la deuxième armée la plus grande et la plus armée du monde, possédant l'arme nucléaire) contre une Ukraine faible et dépendante.

Il ne faut pas oublier que l'Ukraine a été considérablement affaiblie militairement après 1994, lorsque, sous la pression simultanée et synchronisée des impérialismes russe et occidental, elle a été

contrainte de signer le soi-disant *Mémemorandum de Budapest*. Selon ce document, toutes les armes nucléaires situées sur le territoire ukrainien ont été transférées à la Russie, ainsi que tous les porteurs d'armes nucléaires (missiles à longue portée et aviation stratégique). Ce sont précisément ces missiles et avions transférés qui détruisent désormais le peuple ukrainien et sa résistance.

La réaction des staliniens face à l'agression armée de l'impérialisme russe était prévisible puisque leur campisme est bien connu. Mais ce qui est vraiment inquiétant, c'est que plusieurs organisations qui prétendent avoir un héritage politique trotskiste se sont retrouvées dans le même camp que les staliniens. Nous ne listerons pas ces organisations ; elles sont connues et existent dans tous les pays. Mais au-delà des arguments qu'elles utilisent pour dissimuler leur capitulation théorique et politique devant le campisme, elles s'accordent sur deux questions : le mépris total du droit du peuple ukrainien à son développement indépendant et souverain, et la complicité avec l'agression impérialiste russe.

Ces derniers temps, la thèse clé du campisme a été la suivante: «une véritable guerre défensive de libération nationale n'est possible qu'avec la prise du pouvoir par le prolétariat et sous la direction d'un parti révolutionnaire . Et si le prolétariat n'est pas au pouvoir dans un pays soumis à une agression impérialiste, alors tout appel à la résistance de ce pays ne fera que faire le jeu de la bourgeoisie de ce pays, et non de son prolétariat.» C'est-à-dire l'appel à abandonner la résistance à l'attaque impérialiste déguisé en bel emballage de rhétorique pseudo-marxiste et de rejet du principe léniniste de soutien inconditionnel à l'autodétermination et au droit au développement indépendant de toutes les nations de la planète.

Être véritablement internationaliste implique de ne pas fermer les yeux sur l'oppression nationale et de soutenir par tous les moyens possibles la lutte de libération nationale des peuples opprimés ou soumis à l'agression impérialiste. Les marxistes révolutionnaires comprenons la relation dialectique entre la forme nationale d'oppression et la forme fondamentale de l'oppression : l'oppression de classe. Mais nous comprenons aussi parfaitement que suggérer aux travailleurs qu'ils ne doivent lutter que pour le pouvoir du prolétariat et leur mentir que le pouvoir prolétarien seul résoudra automatiquement tous les autres problèmes d'inégalité, d'oppression, d'exploitation qui accompagnent le monde du

capital, c'est tromper les masses prolétaires !

C'est de suggérer que les hindous du XIXe siècle luttent pour le pouvoir prolétarien et n'opposent aucune résistance à l'agression de l'Empire britannique... C'est de suggérer que les révolutionnaires d'Irlande abandonnent la résistance aux occupants britanniques sous prétexte que le prolétariat irlandais est encore loin de prendre le pouvoir... C'est de suggérer que les révolutionnaires polonais du XIXe siècle abandonnent la résistance aux occupants tsaristes/ russes et dirigent leur potentiel de résistance uniquement contre leurs seigneurs féodaux... C'est de suggérer que les révolutionnaires palestiniens, kurdes, catalans, basques, sahraouis et bien d'autres abandonnent les mots d'ordre d'autodétermination et d'indépendance de leur peuples avec l'argument



que ce n'est pas encore le parti prolétarien qui est en pouvoir dans leur pays...

Mais Karl Marx a condamné «la domination britannique en Inde» et a soutenu la résistance du peuple indien, même si elle n'était pas sous les slogans prolétariens et était dirigée par l'élite féodale de castes. Il n'a pas exhorté les hindous à retourner les armes contre leurs brahmanes et à abandonner la résistance aux occupants britanniques. En Pologne, Marx et Engels ont toujours soutenu le soulèvement contre le régime tsariste et n'ont pas cyniquement appelé les rebelles polonais à «retourner leurs armes» contre leurs seigneurs féodaux. Quant à l'Irlande, la position se reflète dans un miroir! Le fait est que les classiques étaient excellents pour établir les priorités du moment et

analyser les processus sociaux dans leur logique interne et leur dynamique de développement.

La conclusion est simple : la libération de classe ne peut être réalisée dans une situation continue d'oppression nationale et d'attaques impérialistes contre les droits et intérêts légitimes des peuples qui luttent pour leur indépendance et leur souveraineté.

La dernière tentative du campisme de soutenir l'agression impérialiste russe est liée à un appel profondément faux à l'héritage de la soi-disant « gauche de Zimmerwald » du modèle 1915-1917 et à ses appels à « *Pas de crédits de guerre ! Aucun soutien à leurs gouvernements dans la guerre impérialiste!* » Seuls nos opposants profondément trompeurs et anti-historiques oublient délibérément que ces slogans ont été adressés par les zimmerwaldistes à la classe ouvrière des Etats impérialistes en guerre !

Dans la petite Serbie attaquée par l'Empire austro-hongrois, le contexte de l'analyse était différent. Dans son célèbre ouvrage *L'Effondrement de la Deuxième Internationale* (1915), Vladimir Lénine notait que « *l'élément national dans la guerre actuelle n'est représenté que par la guerre de la Serbie contre l'Autriche... Ce n'est qu'en Serbie et parmi les Serbes que nous avons un mouvement de une libération nationale 'de masses' de longue date avec des millions de membres, dont la 'continuation' est la guerre de la Serbie contre l'Autriche. Si cette guerre était isolée, c'est-à-dire sans lien avec la guerre européenne générale, avec les objectifs égoïstes et prédateurs de l'Angleterre, de la Russie, etc., alors tous les socialistes seraient obligés de souhaiter le succès de la bourgeoisie serbe: c'est la seule conclusion correcte et absolument nécessaire du moment national dans la guerre actuelle.* » Et, comme on le sait, le refus de Lénine de soutenir la Serbie était en fin de compte précisément lié au fait que la Serbie avait déjà rejoint en 1914 le bloc impérialiste de l'Entente et que les principales armées qui la composaient (Grande-Bretagne, France, Russie et Italie) participait déjà directement (!) à des opérations militaires sur le territoire de l'Europe.

QUE VOYONS-NOUS DE LA SITUATION D'AGRESSION IMPÉRIALISTE RUSSE CONTRE L'UKRAINE, QUI EST ENTRÉE DANS SA PHASE LA PLUS FÉROCE EN 2022?

1. L'Otan a rejeté avec persistance et constance les demandes de Zelensky visant à ce que l'Ukraine rejoigne l'alliance.
2. L'Otan a constamment évité de s'impliquer

directement dans la guerre contre la Russie.

3. L'Otan limite considérablement ses livraisons d'armes à l'Ukraine, au minimum qu'elle considère suffisant pour empêcher la défaite de l'Ukraine et clairement insuffisant pour vaincre l'agresseur.

Cette combinaison de facteurs réfute la mythologie du campisme selon laquelle l'impérialisme de l'Otan combat l'impérialisme russe.

La LIS a souligné à plusieurs reprises que si l'impérialisme occidental dans son ensemble et son bloc politico-militaire, l'Otan, entrent directement en guerre contre l'impérialisme russe, la situation changera radicalement pour notre analyse, nous appellerons immédiatement à la défaite des deux blocs impérialistes et à transformer la guerre impérialiste en une révolution prolétarienne mondiale. Mais pour l'instant, la perspective d'une entrée de l'Otan dans la guerre russo-ukrainienne ne semble pas la plus probable.

Depuis près de trois ans, le peuple ukrainien résiste presque seul à l'impérialisme russe. Et souvent, lorsque la résistance est efficace, ce n'est pas grâce au gouvernement bourgeois ukrainien mais malgré lui. Il est important que les marxistes révolutionnaires participent directement au mouvement de résistance anti-impérialiste, non pas pour aider leur bourgeoisie à se libérer des attaques de la bourgeoisie étrangère, mais justement pour exposer inlassablement sa bourgeoisie aux masses travailleuses dans cette lutte, qui fait partie intégrante de la lutte des classes, pour dénoncer leur incohérence et leur trahison des véritables intérêts nationaux.

Ce n'est qu'en participant directement à la lutte de libération nationale des masses contre l'envahisseur étranger que l'avant-garde prolétarienne pourra parcourir le chemin épineux du démasquage de sa bourgeoisie. Se détourner de cette lutte conduit à l'auto-liquidation de l'avant-garde prolétarienne en tant que véritable force politique.

Plus de mille jours se sont écoulés depuis que la Russie a lancé son agression à grande échelle contre l'Ukraine. Pour nous, la solidarité internationale des travailleurs est le facteur le plus important, elle nous donne de l'espoir et nous aide à survivre. L'Ukraine continue de résister. Malgré tout... 🇺🇦

INCOHÉRENCES et CAPITULATIONS



La situation internationale montre la crise du capitalisme impérialiste mondial. Et en son sein, il existe des tensions politiques et militaires de plus en plus profondes et de fortes frictions inter-impérialistes. Un monde où se succèdent depuis plus de deux ans la sanglante invasion russe de l'Ukraine, le génocide perpétré par l'État d'Israël au Moyen-Orient, les menaces de guerre dans la région de Taïwan et les tensions entre les deux Corées. Ce sont tous des éléments d'une situation instable, de puissances impérialistes en conflit, liées à la crise économique, à la montée des forces politiques d'extrême droite et au développement accru de la lutte des classes, dans un monde marqué par la polarisation sociale et politique

Dans ce contexte social et politique complexe, nous intervenons depuis la gauche anticapitaliste et socialiste, et il n'y a pas de véritable politique révolutionnaire sans commencer par la faire correctement face aux grands faits de la lutte des classes, aux guerres de divers caractères qui marquent la situation et avec une situation également correcte et indépendante face aux différents camps impérialistes qui se disputent la domination mondiale.

Ces scénarios de crises profondes, de guerres et de conflits mondiaux mettent à l'épreuve les forces impérialistes et leurs armées, les partis politiques traditionnels et les forces émergentes. Et ils mettent également à l'épreuve la gauche, montrant que certaines organisations ne parviennent pas à surmonter le défi politique posé par cette réalité. L'un de ces courants est la Fraction trotskiste,

dirigée depuis l'Argentine par le PTS, qui commet une série d'erreurs politiques et de caractérisation importantes qui l'ont amené à encourir des capitulations de toutes sortes.

L'ABANDON DU DROIT À L'AUTODÉTERMINATION

Depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine, le peuple et la classe ouvrière ukrainiennes ont montré des signes d'héroïsme et de sacrifice pour défendre leur territoire, leurs villes, leurs vies, contre une puissance envahissante et l'une des principales puissances militaires du monde : la Russie de Poutine, qui joue un rôle évident de gendarme et d'impérialisme agresseur dans toute la région de l'Europe de l'Est et dans une partie de l'Asie.

Face à cette invasion, deux processus et donc



deux axes politiques importants se conjuguent. Le premier et essentiel est toujours de dénoncer les envahisseurs, mais pas seulement, mais aussi d'appeler à les vaincre politiquement et militairement, en étant des militants actifs pour l'autodétermination du peuple ukrainien et en menant une politique de solidarité avec sa résistance populaire. Combiné à cela, bien sûr, cette politique doit être menée à partir d'une position indépendante qui s'oppose au gouvernement Zelensky et à tous les plans de l'Otan et de l'impérialisme occidental. C'est précisément pour mieux y faire face que la gauche ukrainienne a dû et doit participer à la lutte pour son autodétermination et pour la défense du territoire ukrainien ; et les organisations internationales pour nous rendre disponibles à ce combat et à leurs besoins.

Malheureusement, la Fraction trotskyste tourne le dos à cette lutte depuis plus de deux ans, se cachant derrière des déclarations générales critiquant l'invasion russe, mais sans lever le petit doigt pour aider à vaincre cette invasion. Avec quoi en fait, ce qui pour les marxistes est le plus concret, ils favorisent l'envahisseur. À tel point que les seules actions concrètes que la FT a fait et défend sont de s'être opposé à l'envoi d'armes à l'Ukraine, c'est-à-dire qu'elle se vante d'avoir contribué à affaiblir la défense militaire du pays envahi, oubliant qu'il ne peut y avoir de neutralité possible dans une guerre entre une puissance envahissante et un pays semi-colonial envahi, qui est celui qui a besoin de signes clairs et concrets de soutien matériel dans un conflit de guerre.

Cette politique tout à fait erronée est menée même en sachant les difficultés et les désavantages militaires que le peuple ukrainien a eu et doit endurer. Une camarade du PTS le reconnaît même lorsqu'elle écrit: *«le facteur déterminant continue d'être la faiblesse de l'armée ukrainienne et la crise de stratégie des États-Unis et des puissances européennes qui dirigent l'Ukraine à travers l'Otan. Les forces ukrainiennes subissaient déjà une forte pression sur plus de 1 100 kilomètres de ligne de front, bien avant que la Russie ne lance cette offensive. Ses capacités défensives*

*sont en déclin depuis l'échec de la contre-offensive du printemps 2023. Elle ne dispose pas de suffisamment de munitions, d'armes, de soldats ou d'ingénieurs pour développer le système de tranchées qui lui aurait permis de résister à l'offensive russe.»*¹

IL N'Y A PAS DE 3ÈME GUERRE MONDIALE, MAIS IL ABANDONNE LE PAYS ENVAHI PAR UN EMPIRE

Dans certaines déclarations du courant international du PTS et dans des articles publiés sur leurs sites, il est affirmé que nous ne sommes pas encore dans une guerre mondiale ouverte et il est dit: *«Bien qu'il n'y ait toujours pas de conflit (militaire) ouvert pour l'hégémonie, c'est-à-dire que nous ne sommes pas au début de la 'troisième guerre mondiale', un interrègne s'est ouvert dans lequel prédominent des phénomènes transitoires typiques d'étapes où le rapport des forces est encore indéfini. Sa durée dépendra en fin de compte du développement et de l'issue de la lutte des classes.»*²

Cependant, ce courant ne tire aucune politique correcte de sa propre caractérisation. Parce que si nous ne sommes pas confrontés à une Troisième Guerre mondiale ouverte, le droit de l'Ukraine à l'autodétermination doit être un point central de la politique, comme il l'a toujours été tout au long de l'histoire du mouvement révolutionnaire.

Il convient de rappeler l'exemple de Lénine quant à la Serbie envahie par l'Empire austro-hongrois. Alors qu'elle devenait rapidement en première guerre impérialiste mondiale, il expliqua que l'axe était la lutte contre toutes les puissances en conflit et le défaitisme, et que dans ce contexte de guerre internationale, malheureusement, l'autodétermination de la Serbie, qui était très importante, était laissé en arrière-plan. Mais c'est ce que Lénine disait alors qu'il y avait déjà une guerre impérialiste mondiale. Or, il n'y en a pas, la Fraction trotskiste le sait et écrit qu'il n'y en a pas, mais elle ne prend pas non plus le parti du peuple ukrainien et de son droit à l'autodétermination. Il s'agit d'une capitulation complète et d'un abandon d'un principe marxiste concernant les guerres nationales pour l'autodétermination et les droits des peuples envahis.

Car dans cette guerre, le fait certain que les États-Unis et l'Otan interviennent non pas sur le terrain avec leurs propres troupes, mais indirectement en envoyant des armes, de l'argent, du soutien à Zelensky, n'élimine pas la nécessité de lutter pour l'autodétermination du pays envahi; cela renforce le besoin de le faire de manière très critique et indépendante de toutes ces puissances

impériales et du gouvernement ukrainien. En fait, ces mêmes puissances, et encore plus maintenant avec la victoire de Trump aux États-Unis, vont réévaluer dans quelle mesure et comment s'impliquer. Elles sont aujourd'hui entre l'utilisation d'armes à plus longue portée sur le territoire russe et les déclarations de Trump visant à mettre fin à la guerre. Nous verrons comment tout évolue.

Dans ce contexte, nos camarades de la Ligue socialiste ukrainienne ont toujours eu une politique active de lutte pour leur autodétermination indépendamment de tous les impérialismes. C'est pourquoi ils ont déclaré il y a quelques mois: *«Pour nous, il reste tout à fait évident que tant que l'armée d'occupation russe restera sur le sol ukrainien, rien ne changera à notre slogan 'défaite de la Russie impérialiste et défense de l'Ukraine'. Il est intéressant de noter que pour l'impérialisme occidental, l'attaque ukrainienne contre la région de Koursk était également inattendue. Les représentants officiels des pays membres de l'Otan ont été contraints de tenir des consultations avec la partie ukrainienne sur cette situation. L'armée ukrainienne a utilisé très ouvertement des véhicules blindés majoritairement occidentaux lors de cette attaque et cela a évidemment été fait intentionnellement afin que l'Occident 'avale' la prochaine escalade sur le front. Et dans cet aspect international global de la guerre, notre analyse reste la même : en cas d'entrée ouverte et directe de l'Otan dans la guerre contre l'impérialisme russe, nous appellerons à la défaite des deux côtés de cette confrontation impérialiste, sans éliminer le slogan de protéger l'Ukraine de l'agression impérialiste russe.»*³

TROTSKI, L'AUTODÉTERMINATION ET L'INGÉRENCE IMPÉRIALISTE

Léon Trotski avait une politique complètement différente de celle défendue aujourd'hui par la Fraction trotskiste. Dans une situation et une guerre qui avaient des points de contact évidents avec la situation actuelle: l'invasion d'une puissance dans un pays semi-colonial et l'intervention d'autres impérialismes dans ce conflit plusieurs années avant la Seconde Guerre mondiale. Nous faisons référence à ce qui s'est passé en 1937 avec l'invasion de l'empire japonais dans sa semi-colonie chinoise d'alors. Dans cette situation complexe, Trotski n'a pas hésité une seconde à se ranger du côté de la Chine et de son droit à l'autodétermination et à lutter contre l'invasion. Et il l'a fait en sachant que les États-Unis, qui à l'époque étaient un impérialisme montant, envoyaient des armes et de l'argent à la Chine pour



affaiblir le Japon, avec lequel ils avaient des conflits hégémoniques. Malgré toute cette complexité, et en plus d'un gouvernement chinois ennemi de la classe ouvrière étant en charge de la direction militaire de la résistance, Trotski a également déclaré ce qui suit: *«Lénine a consacré des centaines de pages à démontrer la nécessité fondamentale de faire la distinction entre les nations impérialistes et des nations impérialistes et des nations coloniales et semi-coloniales, qui constituent la grande majorité de l'humanité. Parler de 'défaitisme révolutionnaire' en général, sans distinguer entre pays exploités et pays exploités, c'est faire une misérable caricature du bolchevisme et la mettre au service de l'impérialisme... Participer activement et consciemment à la guerre ne signifie pas 'servir Chiang Kai-shek', mais servir l'indépendance du pays colonial malgré Chiang Kai-shek. Et les paroles dirigées contre le Kuomintang sont le moyen d'éduquer les masses pour le renversement de Chiang Kai-shek. En participant à la lutte militaire sous les ordres de Chiang Kai-shek, puisque malheureusement c'est lui qui commande la guerre d'indépendance, nous nous préparons politiquement au renversement de Chiang Kai-shek. C'est la seule politique révolutionnaire.»*⁴

C'est le même Trotski qui, face aux ingérences impérialistes fortes et variées dans cette guerre et dans l'occupation japonaise, n'a jamais perdu de vue la manière d'organiser la politique révolutionnaire, a également déclaré: *« les bandits impérialistes sont impliqués dans un combat isolé contre un État semi-colonial pour en faire un pays complètement colonisé. L'ouvrier japonais doit dire: 'Mes exploités m'ont imposé cette guerre malhonnête'. L'ouvrier chinois doit dire: 'Les bandits japonais ont imposé à mon peuple cette guerre défensive. C'est ma guerre. Malheureusement, la direction de cette guerre est entre de mauvaises mains. Nous devons surveiller sévèrement sa direction et nous préparer à prendre sa place'... J'ai également entendu des arguments tels que: en soutenant cette guerre menée par Chiang Kai-shek contre l'impérialisme japonais, nous rendons service à l'impérialisme britannique et américain et pouvons devenir leur instrument. Une fois de plus, l'ultra-gauchisme devient un handicap*

pour l'action révolutionnaire... En fin de compte, il est faux que nous 'aidons' la Grande-Bretagne. Un peuple capable de se défendre les armes à la main contre un bandit saura demain en repousser un autre. Un parti révolutionnaire qui comprend cela et qui prend consciemment et courageusement sa place à la tête d'un peuple qui défend les restes de son indépendance, est le seul parti capable de mobiliser les travailleurs pendant la guerre et, après la guerre, de leur enlever d'eux le pouvoir à la bourgeoisie nationale»⁵.

Bref, au niveau des différentes positions de la gauche concernant la guerre en Ukraine, il y a deux secteurs qui, pour des raisons différentes, commettent la même erreur politique : n'avoir jamais apporté leur soutien au peuple ukrainien pendant plus de deux ans d'invasion ni défendu leur droit à l'autodétermination. Certains courants ne l'ont pas fait parce qu'ils caractérisent à tort que nous sommes déjà confrontés à une troisième guerre mondiale, avec laquelle ils ont orienté leur politique autour d'un conflit international qui n'existe pas encore ; partant d'une telle erreur, toute sa politique jusqu'à aujourd'hui est une capitulation face à l'envahisseur russe. Et la Fraction trotskiste, reconnaissant qu'il n'y a pas encore de troisième guerre mondiale, a abandonné dès le début de l'invasion russe le principe du droit de l'Ukraine à l'autodétermination et son droit militaire à vaincre les envahisseurs. Dans les deux cas, ces courants ont posé et posent encore une politique loin des meilleures expériences et enseignements du léninisme et du trotskisme face à des guerres de cette nature.

L'IMPÉRIALISME CHINOIS NON, LES INCOHÉRENCES OUI

En complément de ces grossières erreurs politiques, la Fraction trotskiste et le PTS débattent depuis des années sur le caractère de la Chine et son rôle dans cette étape. En parcourant des articles et des différentes études publiées sur leurs sites, ils défendent en général l'idée que la Chine ne peut pas encore être définie comme une puissance impérialiste.

Selon l'une de ses auteurs, nous sommes confrontés à un «*bloc capitaliste réactionnaire dirigé par la Chine qui cherche à émerger comme une puissance en approfondissant ses traits impérialistes*»⁶. Un autre de ses dirigeants, il y a quelque temps, s'est directement demandé si la Chine pouvait continuer à s'élever: «*Si l'on prend l'ensemble des éléments internes et externes que nous avons proposés, la définition provisoire la plus appropriée de la Chine d'aujourd'hui est peut-*

*être celle d'un 'État capitaliste dépendant, avec traits impérialistes'. Cette formule descriptive a l'avantage de mieux montrer ce qu'est la Chine aujourd'hui, en mettant en avant ses traits contradictoires, sa dépendance et en même temps ses traits impérialistes. Mais surtout, elle a le mérite de ne pas tenir pour acquis l'énorme bond qu'implique la transformation de la Chine en puissance impérialiste, compte tenu des défis et des obstacles difficiles, tant internes qu'externes, qu'elle doit encore surmonter malgré ses progrès, laissant la voie plus ouverte à d'éventuels revers dans la dynamique ascendante de la Chine»⁷. Enfin, il y a quelques mois à peine, au milieu des tensions politiques et militaires dans diverses régions, dont la Chine est une partie importante, un autre de ses auteurs a minimisé cette réalité et l'a considérée avec une autre préoccupation centrale: «*À l'heure actuelle, en même temps que les tensions entre l'impérialisme américain et la puissance montante chinoise restent à des niveaux maximaux, au-delà des initiatives bilatérales avec lesquelles ils ont cherché à résumer le différend, le gouvernement de Xi Jinping doit se concentrer de plus en plus sur les difficultés économiques et sociales* »⁸.*

Pour s'inscrire dans cette définition, la Fraction trotskiste-PTS soutient que la Chine n'a pas encore développé toutes les caractéristiques que le marxisme et Lénine en particulier ont données à un pays donné pour le considérer comme impérialiste. Cette manière d'aborder une question aussi pertinente et complexe est pour le moins unilatérale et schématique. Entre autres raisons, parce qu'une puissance peut ne pas avoir encore toutes ses caractéristiques impériales très développées, mais la combinaison du développement de certaines de ces caractéristiques avec son rôle concret sur la scène mondiale aboutit à une situation sans équivoque d'une puissance impérialiste en conflit.

Si on pousse le débat jusqu'au bout, il est incohérent de la part de la Fraction trotskiste de mettre en perspective la possibilité d'une guerre impérialiste mondiale s'il n'y a pas d'impérialismes à l'un des pôles, puisqu'elle ne considère pas que ni la Chine ni la Russie en sont. Et s'il ne s'agit pas de pays impérialistes, il est alors irréaliste de prévoir une troisième guerre mondiale de cette nature. Ou, en d'autres termes, dans sa interprétation erronée, il anticipe une capitulation ultérieure: dans une future et hypothétique guerre mondiale, s'ils partent de ne pas considérer l'un des camps comme impérialiste, ils ne pourront pas s'opposer de manière indépendante aux deux impérialismes en conflit.

UN MODÈLE INTERNATIONAL DÉPASSÉ

La réalité est bien plus riche et concrète que les analyses erronées de ce courant. La Chine est aujourd'hui clairement une puissance impérialiste en développement, qui rivalise pouce par pouce avec les États-Unis pour l'hégémonie mondiale. Elle lutte au niveau économique, commercial, politique, technologique et militaire, même si elle est encore en retard dans plusieurs de ces domaines. Il est vrai que sous différents aspects, elle est encore en développement et ne rattrape pas les États-Unis, par exemple dans le domaine militaire et dans certaines branches technologiques. Mais ce retard n'est pas l'élément qualitatif à prendre en compte, et c'est le développement de tout ce que la Chine a avancé et la façon dont elle se positionne dans la lutte globale qui a clairement un objectif et un rôle impérialiste. Il est également décisif de constater sa dynamique, qui a un sens sans équivoque impérialiste. Pour cette raison il y a de plus en plus de frictions et de différends avec les États-Unis et l'Otan, même si la Chine, sachant qu'elle n'est pas encore complètement préparée, ne cherche pas pour le moment à pousser à une troisième guerre mondiale et continue au contraire à avancer sur la voie économique, commerciale, technologique, jusqu'à ce qu'à un moment donné, ces contradictions et ces combats atteignent un niveau supérieur.

Ne pas voir ce phénomène dans son intégralité ou tenter de le réduire unilatéralement en ne prenant qu'un seul aspect de la réalité (sa partie la moins développée au sens impérialiste) désarme, donc, lorsqu'il s'agit d'affronter et de dénoncer toute la politique chinoise en Amérique latine, en Afrique, en Asie, où veut directement dépouiller de nombreux pays de leurs biens communs et devenir leur nouveau prêteur. Et comme nous l'avons dit avant, la FT refusera d'affronter spécifiquement la Chine demain comme elle refuse aujourd'hui d'affronter la Russie, qu'elle n'appelle pas, non pas par hasard mais à cause de la même erreur politique, à vaincre en tant que puissance impérialiste. La Russie de Poutine a clairement moins de développement financier, commercial, d'exportation de capitaux et de diverses branches technologiques que les États-Unis, l'Allemagne et la Chine elle-même. Mais on ne peut nier que, dans sa région et au niveau militaire, il s'agit d'un impérialisme majeur et qu'il doit donc être dénoncé et affronté au lieu de s'appuyer sur des définitions abstraites pour éviter de le faire.

En contrepoint de toute cette position politique par ailleurs erronée, ce courant, stagnant dans son développement international, exprime une politique sectaire qui n'est pas du tout utile à la construction d'un véritable projet international révolutionnaire. D'une manière générale, elle développe le modèle obsolète consistant à se considérer comme «l'internationale révolutionnaire». Par conséquent, avec qui elle interagit, elle cherche à le forcer à accepter toutes les positions théoriques et politiques qui découlent de son groupe de direction à Buenos Aires. C'est le modèle de l'obligation d'être d'accord avec 100 % de ses positions et avec l'unique validité de sa tradition.

En raison de cette étroitesse de vision, elle n'y a aucune possibilité de faire un saut qualitatif et progressif, car très peu de secteurs sont prêts à accepter la méthode des vérités révélées, de se croire détenteurs de certitudes universelles ou représentants d'une histoire sans erreurs, alors que la même est pleine des déficits et des positions erronées. Depuis ce lieu discutable, sa méthode de construction vise à ce que chacun suive ses traces sans permettre de nuances ni de conflits d'opinions au sein d'une même et grande internationale.

Contrairement à cette méthode, nous construisons la LIS, basée sur un programme révolutionnaire commun, respectant les expériences passées et actuelles de chaque organisation, respectant son origine et sa tradition. Et parier que l'expérience, le débat démocratique et la construction commune au niveau international solidifieront une nouvelle tradition supérieure, plus riche politiquement et théoriquement. Sans nous croire les seuls révolutionnaires au monde, contribuant de toutes nos forces à une saine méthode d'internationalisme militant. 🌍

1. L'offensive russe en Ukraine et les spectres d'une situation « d'avant 1914 », Claudia Cinatti, mai 2024.
2. L'interrègne convulsif de la situation internationale, Claudia Cinatti, février 2024.
3. Attaque de l'armée ukrainienne sur la région de Kursk, Oleg Ver-nik, septembre 2024.
4. Sur la guerre sino-japonaise, Léon Trotski, 23 septembre 1937.
5. La guerre sino-japonaise, Léon Trotski, 27 octobre 1937.
6. Idem note 2.
7. La place de la Chine dans la hiérarchie du capitalisme mondial, Juan Chingo, janvier 2021.
8. Les États-Unis et la Chine dans le concert international : inconnues de la situation, Esteban Mercatante, sep

Pour un REGROUPEMENT des REVOLUTIONNAIRES

ACCORD ENTRE LA LIS, LA LSI ET L'OTI

La Liga Internacional Socialista, la OposiciLa Ligue internationale socialiste, l'Opposition trotskyste internationale et la Ligue pour la cinquième internationale, nous avons convenu d'entamer un processus de collaboration, d'échange et de discussion dans le but de tenter de parvenir à une fusion de nos organisations internationales avant la fin de l'année prochaine.

Cette convergence naît d'accords profonds sur la caractérisation de la situation mondiale, de la politique révolutionnaire face aux principaux faits de la lutte de classe actuelle et d'une perspective commune sur la nécessité de regrouper les révolutionnaires sur une base programmatique et fondé sur des principes et sur une méthode centraliste démocratique saine pour avancer dans la construction d'une Internationale forte.

Les trois organisations ont convergé lors des Rencontres internationalistes de Milan, où nous avons constaté des coïncidences importantes dans nos analyses de la situation mondiale, la caractérisation de la Chine, de la Russie et du conflit inter-impérialiste, et la politique révolutionnaire envers l'Ukraine et la Palestine.

Nous voyons une perspective d'approfondissement de la crise systémique du capitalisme, avec une polarisation sociale et politique inégale croissante, avec une montée des expressions de droite et d'extrême droite atteignant même le gouvernement dans de nombreux pays, combinée à des résistances, des mouvements de mobilisation de masse, des vagues de grèves, des rébellions, des révolutions et l'émergence d'une nouvelle et jeune avant-garde militante radicalisée dans la lutte de classe mondiale. Cependant, tandis qu'un pôle avance dans la consolidation d'une représentation politique avec l'extrême droite en tête, l'autre lutte dans les rues mais ne matérialise pas une représentation politique claire. La crise

de direction révolutionnaire des masses ouvrières et populaires est plus aiguë que jamais. D'où la nécessité d'une nouvelle Internationale enracinée dans les luttes mondiales des exploités et des opprimés, qui construise une direction et un programme basés sur l'héritage de Marx, Engels, Lénine, Trotski, Luxembourg et l'expérience de plus de 150 ans de confrontations du mouvement ouvrier contre les bureaucraties, les bourgeoisies et l'impérialisme.

Nous sommes d'accord sur la caractérisation de la Chine et de la Russie comme des puissances impérialistes émergentes qui commencent à rivaliser avec un impérialisme occidental toujours hégémonique mais en déclin. Nous assistons à une dynamique d'intensification du conflit inter-impérialiste global entre les États-Unis, la Chine et leurs alliés respectifs, ce qui entraînera des frictions croissantes, des conflits et des guerres régionales et indirectes. Bien qu'une confrontation mondiale directe ne soit pas la chose la plus probable à court terme, nous sommes confrontés à une étape mondiale où cette perspective pourrait être posée à l'avenir et seul le triomphe de la révolution socialiste à l'échelle planétaire pourrait l'éviter.

Nous sommes d'accord sur la politique révolutionnaire envers l'Ukraine, où nous voyons la combinaison de deux processus: l'invasion d'un pays par la puissance impérialiste qui l'a historiquement dominé ; et le conflit inter-impérialiste mondial qui se résout également dans les tranchées ukrainiennes. Dans la mesure où il n'y a pas de confrontation directe entre l'OTAN et la Russie, nous identifions que le processus prédominant est la résistance du peuple ukrainien à l'invasion de l'impérialisme russe. Par conséquent, la politique révolutionnaire implique de soutenir la résistance pour qu'elle gagne et de défendre le droit à l'autodétermination du peuple ukrainien, ainsi que du Donbass, tout en

affrontant la politique anti-ouvrière de Zelensky et en luttant pour la dissolution de l'OTAN.

Nous convenons qu'il n'y a pas de solution possible pour le peuple palestinien sans vaincre l'État génocidaire d'Israël et le remplacer par une Palestine unique, laïque, démocratique et socialiste dans le cadre d'une fédération libre de républiques socialistes du Moyen-Orient. Et que la lutte pour cet objectif implique de soutenir la résistance du peuple palestinien, ainsi que celle du Liban et de tout autre peuple attaqué par le sionisme, et de construire une direction révolutionnaire qui lutte pour la révolution socialiste dans tout le Moyen-Orient contre Israël, les régimes arabes et toute direction bourgeoise.

Ces points d'accord sont substantiels. Il ne s'agit pas de s'entendre sur deux ou trois questions arbitraires, circonstancielles/contingentes, mais plutôt sur la perspective globale, les faits principaux de la lutte des classes et les tâches centrales des révolutionnaires dans le monde.

Il n'est pas moins important que nous soyons aussi d'accord sur la nécessité de regrouper les révolutionnaires au niveau international sur la base d'un programme révolutionnaire de principes et d'une méthode de construction saine, d'un centralisme démocratique qui permette de tout discuter dans une atmosphère de camaraderie, de traiter les nuances et les désaccords, intervenir dans la lutte des classes avec des positions et des campagnes internationales en commun et s'entraider dans la construction de nos organisations nationales.

De cette manière, nous croyons possible d'aider à surmonter les limites théoriques, politiques et méthodologiques d'une grande partie des courants politiques actuels du trotskysme, dont les politiques et les modèles de construction se sont révélés erronés depuis des décennies face à la réalité mondiale, ce qui a provoqué des crises et

des ruptures de plus en plus récurrentes dans les différentes tendances.

Les courants dont sont issus ceux d'entre nous qui sommes dans un processus de confluence n'ont pas été exempts d'erreurs que nous nous proposons de corriger. Sur la base de cette évaluation critique du passé, nous considérons comme nécessaire une convergence patiente d'expériences diverses, en prenant le meilleur de ce que chaque courant peut apporter, mais au service de poser des bases d'une nouvelle tradition révolutionnaire que nous construirons ensemble.

Au cours d'une série de réunions ces derniers mois, l'OTI, la L5I et la LIS ont confirmé qu'il existe une base d'accords politiques et méthodologiques suffisants pour entamer un processus de discussions, d'échanges et de coordination dans le but de fusionner nos forces.

Dans ce but, nous avons commencé un travail de coordination et d'intervention commune ainsi qu'un processus de débats sur le programme, la stratégie et les tactiques pour la révolution mondiale. Bien que les divisions et les ruptures prédominent depuis longtemps dans les organisations révolutionnaires, depuis la LIS, la L5I et l'OTI nous promouvons une dynamique d'unité et de fusion. Il s'agit d'un processus ouvert à l'intégration d'autres forces révolutionnaires qui partagent le besoin de nous regrouper pour contribuer à la construction d'une Internationale révolutionnaire qui, avec le temps, puisse se transformer en la représentation politique dont les masses travailleuses ont besoin et les orienter vers la révolution socialiste mondiale. 🌍

Ligue internationale socialiste (LIS)

Ligue pour la cinquième internationale (L5I)

Opposition trotskiste internationale (OTI)





VLADIMIR ILITCH LÉNINE
2024, centenaire
de sa mort